ROGER GARAUDY

LE PROCÈS DU SIONISME ISRAÉLIEN

AAARGH

Le Procès du sionisme reproduit le système de défense de l'auteur dans son procès en appel à la suite de sa condamnation en janvier 1998 pour la publication d'un autre ouvrage, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, Paris, 1e éd., La Vieille Taupe, 1995, 2e éd., samizdat Roger Garaudy, 1996. Il est affiché entre la première et la deuxième séance de la 11e Chambre de la Cour d'appel de Paris. Il est édité par les éditions Vent du Large et sera prochainement en librairie (ISBN : 2-912341-20-5).

Ce livre est affiché sur Internet à des fins d'étude, de recherche, sans but lucratif et pour un usage raisonnable. Pour nous, l'affichage électronique d'un document revient exactement à placer ce document sur les rayons d'une bibliothèque ouverte au public. Nous y avons mis du travail et un peu d'argent. Le seul bénéficiaire en est le lecteur de bonne foi, que nous supposons capable de juger par lui-même. Au lecteur intéressé, nous suggérons d'acheter le livre. Nous n'avons pas de raison de supposer que l'auteur de ce texte puisse être considéré comme responsable d'aucun autre texte publié sur ce site.

Le secrétariat international de l'Association des Anciens Amateurs de Récits de Guerre et d'Holocauste.

Notre adresse est : aaargh@abbc.com. Notre adresse postale : PO Box 81475, Chicago, IL 60681-0475, Etats-Unis.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION : L'image de la France ternie par ce genre de procès

I – SIONISME CONTRE JUDAÏSME

A - Le projet colonial de Herzl

B - Les conséquences politiques de cette sacralisation du nationalisme

1) - Epuration éthnique : expulsion et oppression des Palestiniens

2) - Collaboration des sionistes avec Hitler

a) - L'accord de transfert (Haavara)
b) - Les *Conseils juifs* (judenrat)
c) - La *Sélection* sioniste
d) - Du mépris à la *sacralisation* des victimes

3) - La contradiction fondamentale du sionisme et sa politique terroriste

a) - Déconstruire *les mythes* sionistes
b) - Démasquer le *Lobby* sioniste

II - QUI MINIMISE LES CRIMES D'HITLER ?
(Ceux qui les situent dans l'histoire juive ? ou ceux qui les situent dans l'histoire universelle ?)

1) - Note sur l'exemplarité du Tribunal de Nuremberg

a) - Le refus du "*tu quoque*"
b) - Le refus d'examiner les causes historiques de l'ascension d'Hitler
c) - Le refus d'un examen critique des témoignages (Note sur les chambres à gaz)
d) - Le refus de la critique des textes.

2) - La dernière infamie : un million de juifs contre 10000 camions, et une paix séparée avec Hitler.

III - LA POLITIQUE ISRAELIENNE, DÉTONATEUR D'UNE NOUVELLE GUERRE MONDIALE

a) - Sa position stratégique au carrefour de trois continents
b) - Sa surveillance des pays pétroliers du Golfe.
c) - Son mythe pseudo-thélogique de *peuple élu*
d) Une éducation néo-nazie

CONCLUSION : Qui est coupable ?

(Celui qui commet le crime ? - Celui qui le démasque ? - Celui qui veut étouffer cette protestation et qui se fait ainsi complice ?)

INTRODUCTION

L'image de la France ternie par ce genre de procès

****

Mon livre porte sur la politique israélienne et sur ses fondements idéologiques.

Je suis accusé :

1·- De diffamation de personnes ou de communautés en raison de leur appartenance ethnique ou religieuse. Or je défie quiconque de trouver une seule ligne de mon livre où le mot *juif* soit employé dans un sens péjoratif. Je critique uniquement ceux (personne ou parti) qui ont utilisé la religion pour justifier une politique. Si je condamne la politique des talibans, je ne ***diffame*** pas l'Islam, je le défends au contraire contre ceux qui le déshonorent.

Dans le même esprit, lorsque je critique les talibans israéliens ou pro-israéliens, précisément pour leur instrumentation de la religion juive au service d'une politique de guerre, ma lutte contre eux fait partie de ma lutte contre l'antisémitisme que je considère comme un crime punissable par la loi, et que leur politique est en train de déchaîner.

2· Je suis **accusé** aussi de *minimiser les crimes d'Hitler* alors que ce sont mes adversaires qui les minimisent :

a - en les réduisant à ses seuls crimes contre les juifs alors que sa guerre a coûté 50 millions de morts.

b - en faisant une fixation obsessionnelle contre une de ses méthodes de meurtre, en occultant une multitude d'autres formes d'assassinat.

"Comment se sont déroulées les séances de cet absurde jugement ?"

C'est la question que me posait Yehudi Menuhin lorsqu'il reçut le texte du jugement contre lequel je fais aujourd'hui Appel.

Le grand musicien n'était pas le seul à dénoncer l'absurdité du procès : l'ancien président de la République Suisse, M. Chevallaz, historien d'origine, caractérisait déjà ce procès comme ***un nouveau maccarthisme*** et une nouvelle "***chasse aux sorcières"***. Il parle d'***Inquisition***. 20 professeurs des plus grandes Universités italiennes, de Rome, de Turin, de Naples, de Milan, de Pise, de Florence, dans la *Stampa* du 28 mars 1998, protestent contre le jugement sous le titre: **Ce livre n'est pas raciste!**

"La condamnation, en France, de Roger Garaudy pour avoir écrit un livre sur *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, constitue un épisode grave de répression culturelle. Dans les considérants de la sentence le philosophe français a été condamné pour **contestation de crimes contre l'humanité**.

Mais cela, justement est absurde, et constitue un motif de grande préoccupation: il est notoire que cet écrivain est étranger à toute forme de racisme; c'est une aberration qui révèle un risque de barbarisation (*imbarbarimento*) du climat culturel en Europe, de l'avoir condamné pour avoir discuté et réinterprété sur la base notamment d'une vaste documentation, puisée souvent chez les auteurs juifs - l'ampleur et les modalités spécifiques de ce qu'il reconnaît comme **le martyre des juifs** et les crimes immenses d'Hitler contre les juifs.

Nous sommes favorables à une discussion libre sur les **thèses de Garaudy** - ce qui, évidemment ne signifie pas que nous les partageons et nous protestons contre ce jugement pour délit d'opinion et contre la Loi qui l'a inspiré : la loi Gayssot.

Nous exprimons notre crainte pour les risques que courent la culture et l'édition non seulement en France, mais dans le reste de l'Europe si se répandait la mode, pour les tribunaux, de se substituer à ce qui relève de la recherche scientifique."

Je me réjouis de cet Appel, demandé conjointement par moi-même et par nos adversaires, car malheureusement, les événements ont vérifié ma thèse sur les dangers d'une interprétation intégriste de la Bible et de l'histoire, de la transformation du mythe en histoire. Mes prévisions sur le rôle d'Israël comme détonateur d'une troisième guerre mondiale, sont vérifiées dans les **faits** par la politique de M. Netanyahou. La traduction de mon livre en 29 pays a montré que des millions d'hommes et de femmes ont conscience de ce danger. L'ouverture des archives israéliennes a permis à des historiens israéliens de détruire ces mythes, et de passer, en Israël même, de la mythologie à l'histoire.

Des historiens de toutes les nations ont protesté contre la tentative d'étouffement de mes réflexions sur la malfaisance de cette mythologie.

Ce qui reste du premier procès, issu de la Loi Gayssot, c'est que l'image de la France comme patrie des **droits de l'homme** et de la **liberté d'expression,** a été ternie auprès des nations.

J'espère que ce procès, en appel, permettra de restaurer cette image.

Chapitre I - Sionisme contre judaïsme

*****

Je n'ai, malheureusement pu donner qu'un portrait attristant de mes accusateurs dont la seule obsession était d'identifier Sionisme et Judaïsme et, par conséquent, de traiter d'antisémite quiconque portait un jugement critique sur la politique d'Israël ou de ses idéologues.

Par exemple, le seul témoin appelé par eux, M. Tarnero, un universitaire pourtant, n'hésite pas à falsifier grossièrement une citation de mon livre se terminant, disait-il, par la formule : "Être juif aujourd'hui signifie être lié à Israël" dissimulant à l'auditoire que cette formule était, non pas de moi, mais d'un écrivain israélien : Schlomo Avineri, citation que je donnais en italique et avec ma source : *The Making of Modern Zionism* 1981. p. 197.

Le président de la LICRA, M. Pierre Aïdenbaum a donné le ton dans son communiqué du 24 avril 1996 :

> Certains... sous couvert d'un antisionisme, ne cachent plus leur véritable antisémitisme, cela a été jugé dans notre pays par les tribunaux.

Oui, cela a été jugé par les tribunaux et précisément pour condamner la LICRA qui cherche à faire croire que le Sionisme, qui est une **politique**, s'identifie avec le Judaïsme, qui est une **religion**.

Je rappelle seulement la sentence rendue par le Tribunal de grande instance de Paris, le 24 mars 1983, (confirmée en appel et par la Cour de Cassation) dans le procès qu'avait intenté la LICRA contre le père Lelong, le pasteur Matthiot, Jacques Fauvet (*Le Monde*) et moi-même:

> considérant qu'il s'agit de la critique licite de la politique d'un Etat et de l'idéologie qui l'inspire et non de provocation raciale... déboute la LICRA de toutes ses demandes, et la condamne aux dépens.

Deuxième contrevérité : dans la même déclaration il affirme :

> Roger Garaudy, comme Robert Faurisson ont fait du négationnisme leur nouvelle Bible.

Etrange assimilation, au moment même où M. Faurisson écrivait contre moi un violent pamphlet. Assimilation d'autant plus mensongère que le problème de M. Faurisson n'est pas le mien: mon livre, comme son titre l'indique, est dirigé contre la **politique** israélienne qui peut constituer, comme les événements, depuis lors, l'ont montré, le détonateur d'une guerre mondiale; **l'histoire** dans mon livre n'est pas l'objet central: je ne l'évoque qu'en citant les analyses des spécialistes, surtout israéliens ou

sionistes, comme Reitlinger, Poliakov, Hilberg, Bédarida, comme aujourd'hui les nouveaux historiens d'Israël. L'un d'eux, Benny Morris, dit même :

> Il ne s'agit pas de nouvelle histoire mais d'histoire tout court, puisqu'avant il n'y avait que de la mythologie.

En 1997, le professeur Zeev Sternhell, de l'Université hébraïque de Jérusalem, écrit un livre intitulé : *Les mythes fondateurs du nationalisme israélien*. Ce livre est édité aux très sérieuses Princeton University press (article du *Monde Diplomatique* de mai 1998.)

En 1998 la librairie Gallimard publie La *nouvelle histoire d'Israël*, d'Ilan Greilshammer, professeur de sciences politiques à l'Université Bar Ilan, où le mot **mythe** est employé 101 fois. Je ne prétends pas être un précurseur ni donner des leçons aux historiens. Nous y reviendrons à propos du **mythe** où l'on voit une injure de ma part, mais je souligne au contraire :

1·- que mon procès n'est pas celui de M. Faurisson ni d'aucun autre historien critique.

2·- que l'on ne pourrait pas me faire un tel procès, même en Israël, où, selon *Le Monde* du 4 avril, dans un article intitulé : De la mythologie à l'histoire, des chercheurs ont entrepris un travail de déconstruction des mythes. M. Zeev Sternhell en loue "l'influence salutaire "et ajoute que "jamais la remise en cause de nos mythes fondateurs n'avait été si répandue".″

Troisième contrevérité de M. Aïdenbaum : il écrit dans sa déclaration :

> Abbé Pierre, vous avez dit ne pas avoir lu ce livre. Je reste pour ma part persuadé qu'après sa lecture, ce livre suscitera de votre part la même réprobation et indignation que la nôtre.

Et voici la réalité: l'abbé Pierre écrit, pour une interview que lui avait demandée *Le Monde*, ce texte dont il m'a adressé une copie le 28 juillet 1996, et que j'ai publié, avec son accord, dans mon livre *Mes témoins*.

> ... **Au monastère, j'ai pu, au calme, lire et annoter le livre incriminé. N'ayant rien pu y trouver de blâmable** et me sachant bien peu savant, j'ai demandé aux Recteurs de deux des plus grandes universités catholiques en Europe, de bien vouloir remettre le livre, traduit en leur langue, à trois maîtres hautement spécialistes d'histoire, de théologie et de science biblique. Leurs avis m'importeront plus que ceux de la Licra.
>
> Lorsque commence le lynchage contre le travail et la personne de Garaudy, je n'avais pas pu lire encore le livre. C'est à la personne que je témoignais, dans ma lettre du 15 avril, ma confiance en sa conscience dans tout ce qu'il entreprenait, et en ses compétences.
>
> La Licra l'a attaqué en justice, je suis tenté de dire : "tant mieux" ! Mais j'ai compassion pour les juges qui auront à décider en fonction d'une loi, dite Gayssot, déclarée par Simone Veil : "loi qui affaiblit la vérité historique en

essayant de lui donner une valeur légale." Loi contre laquelle votèrent, avec Chirac, Juppé, Seguin, Deniau, Jean de Gaulle, Barre, Balladur, les actuels ministres de la justice Toubon et de l'intérieur Debré, et plus de 250 députés,

La Licra (ce qui veut dire : Ligue Internationale contre le racisme et l'antisémitisme) jouit depuis juillet 1972 d'un privilège exorbitant lui donnant pouvoir de faire dire qui est raciste et qui ne l'est pas (cf. *Journal Officiel*, Assemblée Nationale, 2e séance du 2 mai 1990, déclarations de Jacques Toubon pp. 936 et 948).

Le mouvement sioniste avec ses puissants chefs fixés aux Etats-Unis, et comptant très lourd dans toute élection américaine, a pour volonté de posséder tout ce territoire tracé par la Bible : du Nil à l'Euphrate.

En tous les lieux stratégiques des politiques concernant ces Etats, **le mouvement sioniste** a ses agents secrets, en France comme ailleurs, et leur doctrine se montre de plus en plus raciste et impérialiste à l'égard des Palestiniens.

Les méthodes aussi deviennent de plus en plus celle des tyrannies, depuis les meurtres de Bernadotte, Rabin... les massacres : Deir Yassin, Sabra et Chatila, Hébron, Cana...

Enfin l'Aumônerie de l'armée israélienne dépend entièrement de rabbins sionistes. Les soldats s'entendant répéter le but : l'empire défini par la Genèse, et s'entendant sans cesse prêcher le modèle qu'est Josué.

Evidemment, dans un tel projet fou, ni l'Etat d'Israël, ni surtout un refuge palestinien, ne peuvent avoir place.

Il est clair qu'un grand nombre de citoyens israéliens sont hostiles à de tels projets, car ils veulent la paix.

Enfin, il ne faut pas ignorer que depuis Herzl, jusqu'à quelques-uns des plus hauts dans l'Etat d'Israël aujourd'hui, se disent **non croyants** mais, cyniquement, invoquent la Genèse pour justifier leur position.

Où en sont les espoirs de paix ? Israël échappera-t-il à une guerre civile ? Il n'est pas possible de laisser oublier que dans un procès analogue, voulu par cette ligue, contre Fauvet (Le Monde) Garaudy et un Pasteur, elle fut déboutée aux dépens. Certes les termes de la Loi Gayssot sont si nouveaux et si absurdes, qu'ils placent les juges dans une situation impossible selon les propos de M. Toubon (cf. *Journal Officiel*, Assemblée nationale, 3e séance du 21 juin 1991. p. 3572) déclarant cette "Loi inapplicable". Seul un "non-lieu serait digne de notre démocratie."

Telle est, monsieur Aïdenbaum, après qu'il a lu le livre, l'opinion de l'Abbé Pierre.

De même Yehudi Menuhin, m'écrit le 27 novembre 1997 dans un courrier de plus de 10 pages :

> Mon cher Garaudy,
>
> J'ai apprécié votre lettre excellente et compréhensive et je partage vos sentiments de frustration et votre déception pour le cours des événements qui nous conduisent, je le crains, à un futur conflit..." (Il me joint à ce sujet un article qu'il a publié dans Haaretz sur Jérusalem, et, rappelant le beau livre de son père le rabbin Moshe Menuhin sur *The Decadence of Judaism*, qui condamne durement le sionisme et prévoit la politique de guerre), il dit : "sans aucun doute mon père avait un sûr instinct et prévoyait les développements auxquels nous assistons avec horreur et crainte.

Et il ajoute :

> Puis-je vous dire que vous êtes mon père réincarné (*impersonated*) dans une idéologie musulmane ?
>
> Je ne sais pas ce qu'est la LICRA, mais tenez-moi informé, et je suis tout à fait prêt à dire exactement ce que je pense de votre bon travail... et mon expérience personnelle de votre intégrité. (Fin de citation)

Voici cette lettre.

Ajouterais-je à mon tour qu'une dépêche d'Associated Press, du 10 septembre 1996, communiquait dans sa rubrique nécrologique, que le rabbin Elmer Berger, ancien président de la Ligue pour le judaïsme aux Etats-Unis et fondateur de la revue *Alternative au sionisme*, avait décidé d'écrire la Préface à l'édition américaine de mon livre sur *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*.

Telle était l'opinion des plus grandes figures juives du monde: Einstein, Martin Buber, Judah Magnes, fondateur de l'Université hébraïque de Jérusalem, le professeur Leibowitz dirigeant de l'*Encyclopaedia Judaica*, et les deux grands historiens de l'antisémitisme: Bernard Lazare et Hannah Arendt.

Déjà, en 1938, Albert Einstein avait condamné cette orientation : [1]

> Il serait, à mon avis, plus raisonnable d'arriver à un accord avec les Arabes sur la base d'une vie commune pacifique que de créer un Etat juif... La conscience que j'ai de la nature essentielle du judaïsme se heurte à l'idée d'un Etat juif doté de frontières, d'une armée, et d'un projet de pouvoir temporel, aussi modeste soit-il. Je crains les dommages internes que le judaïsme subira en raison du développement, dans nos rangs, d'un nationalisme étroit...

Martin Buber déclarait à New York : [2]

> Le sentiment que j'éprouvais, il y a soixante ans, lorsque je suis entré dans le mouvement sioniste, est essentiellement celui que j'éprouve aujourd'hui...

---

[1] Cité par Moshé Menuhin, *The Decadence of Judaism in our Time*, 1969, p. 324.
[2] Norman Bentwich, *For Zion's Sake* (a biography of Judah L. Magnes). Philadelphie : Jewish Publication Society of America, 1954, p. 252.

> J'espérais que ce nationalisme ne suivrait pas le chemin des autres - commençant par une grande espérance - et se dégradant ensuite jusqu'à devenir un égoïsme sacré, osant même, comme Mussolini, se proclamer "sacro egoïsmo", comme si l'égoïsme collectif pouvait être plus sacré que l'égoïsme individuel... Lorsque nous sommes retournés en Palestine, la question décisive fut : voulez-vous venir ici comme un ami, un frère, un membre de la communauté des peuples du Proche-Orient, ou comme les représentants du colonialisme et de l'impérialisme ?

A l'université hébraïque de Jérusalem, dont il était président, depuis 1926, Judah Magnes, prononçait, à la rentrée de 1946, son allocution d'ouverture : [1]

> La nouvelle voix juive parle par la bouche des fusils... Telle est la nouvelle Thorah de la terre d'Israël. Le monde a été enchaîné à la folie de la force physique. Le ciel nous garde d'enchaîner maintenant le judaïsme et le peuple d'Israël à cette folie.
>
> Nous ne pouvons pactiser avec une société où le nationalisme est devenu un credo imposé... A la lumière notre conception universaliste de l'histoire du destin juif, et aussi parce que nous sommes préoccupés par la situation et la sécurité des juifs dans les autres parties du monde, nous ne pouvons souscrire à l'orientation politique qui domine le programme sioniste actuel, et nous ne la soutenons pas. Nous croyons que le nationalisme juif tend à créer la confusion chez nos compagnons sur leur place et leur fonction dans la société, et détourne leur attention de leur rôle historique : vivre en communauté religieuse partout où ils sont.

Personnellement, je n'ai pris conscience que fort tard de l'opposition radicale du sionisme et du judaïsme et de la contradiction fondamentale du sionisme: né, avec Théodore Herzl, des nationalismes du XIXe siècle européens, cette doctrine politique, professée par des athées, tels que Herzl lui-même, Ben Gourion, Golda Meir et tous les Pères fondateurs du sionisme, avait besoin, pour sa justification fondamentale, de la récupération de postulats bibliques (ou se disant tels) d'une **terre promise**. Il ne pouvait donc se développer qu'avec l'appui des éléments les plus intégristes et littéralistes du rabbinat pour faire croire qu'une **terre conquise** était une **terre promise**.

Ils revendiquent la propriété de cette terre qui leur aurait été donnée par un Dieu auquel ils ne croient pas. Pour ma part je n'ai compris cette contradiction qu'en faisant l'expérience de ses conséquences criminelles.

C'est par la lecture de la Bible que je suis entré, en 1933, dans la grande famille abrahamique universaliste, que je n'ai, depuis lors, jamais abandonnée.

J'ai appris, du sacrifice d'Abraham, qu'au-delà de nos petites morales, et de nos petites logiques, il y avait des valeurs absolues, divines, qui les dépassaient.

[1] Norrnan Bentwich, *op.cit,* p. 188.

J'ai appris, des récits de l'Exode, ce que l'on appellera plus tard les *théologies de la libération* à l'égard de toutes les oppressions et de toutes les tyrannies.

J'ai appris de l'épopée de Josué qu'un homme habité par Dieu est invincible, capable, selon les paraboles du récit biblique, d'arrêter le soleil ou d'anéantir le mal parmi les hommes, bien que cela fut dit dans le langage barbare de l'époque, car un Dieu transcendant ne peut parler à l'homme que par paraboles et l'homme ne parler de Dieu que par métaphores.

C'est en puisant dans cette foi notre force que, dans notre camp de concentration où je me trouvais avec le fondateur de la LICA (devenue la LICRA) Bernard Lecache, nous faisions, la nuit, des cours clandestins sur les Prophètes d'Israël.

Ce n'est que plus tard que je pris conscience du détournement sioniste du mythe grandiose en une fausse histoire destinée à justifier une politique nationaliste, raciste et d'expansion coloniale.

La magnifique promesse d'Abraham, de l'alliance de Dieu avec l'Homme, avec, comme dit la Bible "toutes les familles de la terre", devenant promesse d'une terre, selon le rite tribal de tous les dieux de Canaan.

Le grandiose mythe de l'Exode prototype universel de toutes les libérations, devenant un miracle de la puissance d'un **Dieu des armées** et d'un **Dieu de la vengeance** appelant au massacre des populations autochtones.

En 1974, dans le journal *Yediot Aharonoth*, Menahen Barash utilisait les textes bibliques pour définir l'attitude israélienne à l'égard des Palestiniens :

> Cette peste déjà dénoncée dans la Bible... Pour nous emparer de la terre promise par Dieu à Abraham., nous devons suivre l'exemple de Josué pour conquérir la terre d'Israël et nous y installer, comme le commande la Bible... Il n'y a pas de place, en cette terre, pour **d'autres peuples que celui d'Israël**. Ce qui signifie que nous devons en expulser tous ceux qui y vivent... C'est une guerre sainte exigée par la Bible.

Lorsque j'écoute, à la télévision française, l'émission israélite du dimanche matin, une conférence sur **Les qualités morales et spirituelles de Josué**, je suis bien obligé de conclure que la dénaturation de la parabole en récit biblique conduit au crime.

Et de dire à des sectaires de ce genre ce que Jean Jacques Rousseau leur disait déjà dans son *Emile :*

> Votre Dieu n'est pas le nôtre. Celui qui commence par choisir un seul peuple pour détruire les autres n'est pas le Père de tous les hommes.

Le sionisme entrait ainsi dans le droit commun de tous les nationalismes utilisant la religion pour justifier leur politique. "*Gesta Dei per Francos*" (ce sont les Français qui accomplissent l'œuvre de Dieu), depuis les Croisades jusqu'aux conquêtes coloniales; "*Gott mit uns*", Dieu est avec nous, disaient les ceinturons des soldats de Bismarck ou d'Hitler, pour vaincre **par le fer et par le feu.** "Nous avons une mission divine de

civilisation", disaient les Afrikaners en créant l'**apartheid**. Les colons puritains d'Amérique, dans leur chasse à l'indien pour s'emparer de leurs terres, invoquaient Josué et les **exterminations sacrées** des Amalécites et des Philistins. (Thomas Nelson "The Puritans of Massachusetts", *Judaism,* vol. XVI, n·2, 1967.)

Le nationalisme sioniste israélien n'échappe pas à cette règle, avec cette variante originale chez ses dirigeants athées : ils prétendent que cette terre leur a été donnée par un Dieu auquel ils ne croient pas.

Cet apparent paradoxe est expliqué par Nathan Weinstock dans son livre : *Le sionisme contre Israël :*

> Si l'obscurantisme rabbinique triomphe en Israël, c'est parce que la mystique sioniste n'a de cohérence que par référence à la religion mosaïque. Supprimez les concepts de "Peuple élu" et de "Terre promise", et le fondement du sionisme s'effondre. C'est pourquoi les partis religieux puisent paradoxalement leur force dans la complicité des sionistes agnostiques. La cohérence interne de la structure sioniste d'Israël a imposé à ses dirigeants le renforcement de l'autorité du clergé. C'est le parti social-démocrate "Mapai", sous l'impulsion de Ben Gourion, qui a inscrit les cours de religion obligatoires au programme des écoles, et non les partis confessionnels. (Source : *Le sionisme contre Israë*l. Maspero, 1969, p. 316.)

A - Le projet colonial de Herzl

Le Père fondateur du sionisme, Théodore Herzl**,** est la plus parfaite illustration de cette déchéance du mythe en une fausse histoire au service du nationalisme.

Herzl ne cache pas son athéisme : dans son *Journal* (Tome I, p. 270 de l'édition anglaise) il écrit, le 23 novembre 1895) :

> J'ai dit au grand rabbin de Londres, comme je l'avais dit à Zadoc Kahn, Grand rabbin de Paris, que je n'obéissais à aucun mobile religieux dans mon projet.
>
> 26 novembre 1895 : Asher Myers (du *Jewish Chronicle* de Londres), m'a demandé : quelle est votre relation avec la Bible?
>
> Je lui ai répondu : Je suis libre penseur.

Son entreprise est uniquement coloniale. Il écrit à Cecil Rhodes en janvier 1912 (T. III; p. 1194) :

> Pourquoi je m'adresse à vous? Parce qu'il s'agit d'une affaire coloniale. Je vous demande de donner le poids de votre autorité au projet sioniste.

Ce projet consistait, dans son esprit, à créer, comme l'avait fait, à ses débuts, Cecil Rhodes, une **Compagnie à charte** sous la protection d'une grande puissance coloniale comme l'Angleterre, ou à ambition coloniale, comme l'Allemagne de Guillaume II.

Et ceci, n'importe où : Ouganda, Mozambique, Argentine, Chypre ou Tripolitaine.

Ses amis lui font remarquer que la Palestine constituerait un mot d'ordre mobilisateur plus efficace.

Herzl, en diplomate réaliste, se rallie à leur suggestion pour utiliser ce qu'il appelle ***la puissante légende*** (T. I, p. 5) celle du ***retour***, qui est pour lui, pure ***légende***, mais force mobilisatrice pour des juifs pieux.

La Palestine a si peu, pour lui, une signification religieuse qu'il écrit :

> Je peux tout vous dire sur la "Terre promise", sauf l'endroit où elle sera située... nous devons tenir compte de toutes sortes de facteurs naturels... Pour notre futur commerce mondial nous devons nous placer sur la mer, et, pour notre agriculture hautement mécanisée, nous devons disposer de larges étendues... La décision sera prise par notre Conseil d'administration. (13 juin 1895. T. l, p. 133)

Voilà l'origine du sionisme proprement dit.

La définition la plus officielle, se trouve dans *L'Encyclopédie du sionisme et d'Israël* publiée à New York, par Herzl Books en 1971, sous le patronage du président d'Israël, M. Salman Shazar. A l'article "Sionisme" (p. 1262 du Volume II) se trouve cette définition :

> Terme forgé en 1890, pour le mouvement qui se donne pour but le retour du peuple juif sur la terre d'Israël (Palestine). Depuis 1896, "sionisme" se rapporte au **mouvement politique fondé** par Théodore Herzl.

Lorsque Théodore Herzl fonde ce **mouvement politique** il se heurte à l'opposition de l'immense majorité des juifs et de leurs rabbins.

La preuve: la plus grande partie du premier volume des *Diaries* de Théodore Herzl, couvrant la période 1896-1898, est consacrée aux réponses faites à des déclarations de rabbins dirigeants de l'époque comme le Dr Gudeman, Grand rabbin de Vienne; le Dr Mayerbaum, président de l'Association rabbinique Allemande; le Dr Vogelstein, Fondateur et président de l'Association des rabbins libéraux et des rabbins de Pilsen et de Stettin; le Grand rabbin Adler de Londres, et le rabbin Bloch de Bruxelles. Une large place est également consacrée à une réponse à Claude Montefiore, président du Mouvement libéral juif en Angleterre et président de l'Association anglo-juive. Il y a encore une réponse à une déclaration du Comité exécutif de l'Association des rabbins d'Allemagne et signée par les rabbins de Berlin, Francfort, Breslau, Halberstadt et Munich, qui conteste les "**notions erronées**" sur les "**principes du judaïsme et les objectifs de ses croyants**".

Rufus Learsi résume la première réaction des organisations juives européennes au message de Herzl :

> Les importantes organisations juives de l'Europe occidentale l'Alliance Israélite Universelle de France, sa branche autrichienne, l'lsraëlitische Allianz, l'Association de la communauté Juive de Londres s'y opposèrent... Rufus Learsi : *Israel : A History of The Jewish People*. (Cleveland. 1966 p. 521-522)

Résumant cette critique théologique fondamentale, le rabbin Hirsh, disait avec véhémence, dans le *Washington Post* du 3 octobre 1978 :

> **Le sionisme est diamétralement opposé au judaïsme**. Le sionisme veut définir le peuple juif comme une entité nationale... C'est une hérésie.

C'est en continuité avec cette critique théologique du sionisme (que je m'abstiens de faire par respect de la foi juive qu'il appartenait de définir à des rabbins plus qualifiés que moi pour cela) que je reprends seulement sa position religieuse à la première ligne de mon livre :

> Ce livre est l'histoire d'une hérésie.

Le rabbin Elmer Berger : *Prophecy, Zionism and the state of Israë,l* Ed. American Jewish Alternatives to Zionism. Conférence prononcée à l'université de Leiden (Pays Bas) le 20 mars 1968, dénonçait la double idolâtrie de la **terre** et de la **race** :

> Sion n'est sainte que si la loi de Dieu règne sur elle. Et cela ne signifie pas que toute Loi édictée à Jérusalem est une Loi sainte. Ce n'est pas seulement la Terre qui dépend de l'observance et de la fidélité à l'Alliance : le peuple réinstallé à Sion est tenu aux mêmes exigences de justice, de droiture, de fidélité à l'Alliance de Dieu.
>
> Sion ne pouvait attendre une restauration d'un peuple s'appuyant sur des traités, des alliances, des rapports militaires de force, ou d'une hiérarchie militaire cherchant à établir sa supériorité sur les voisins d'Israël.
>
> La tradition prophétique montre clairement que la sainteté de la terre ne dépend pas de son sol, ni de son peuple, de sa seule présence sur ce territoire.
>
> Seule est sacrée, et digne de Sion, l'Alliance divine qui s'exprime dans le comportement de son peuple.
>
> Or l'actuel Etat d'Israël n'a aucun droit à se réclamer de l'accomplissement du projet divin pour une ère messianique...
>
> C'est là pure démagogie du sol et du sang.
>
> Ni le peuple ni la terre ne sont sacrés et ne méritent aucun privilège spirituel du monde.

L'utilisation de la religion comme instrument politique pour cautionner son entreprise coloniale, est évidente chez Herzl : Cet **agnostique** comme il s'appelle lui-même, écrit :

> Les rabbins seront les piliers de mon organisation... Ils constituent une fière hiérarchie, qui, bien sûr, sera toujours subordonnée à l'Etat. (14 juin 1895. T. I, p. 114)

L'objectif est nationaliste. Relatant son entretien à Paris, le 16 novembre 1896, avec le grand rabbin Zadoc Kahn il précise : "Un homme doit choisir entre Sion et la France." (p. 272) et il ajoute le 18 novembre : "Les Français israélites - s'il en est ne sont pas des juifs à nos yeux, et notre cause n'a rien à voir avec leurs **affaires**" (T. I, p. 275)

Herzl exclut ainsi la foi juive comme étrangère au projet sioniste. L'essentiel pour lui, est de rassembler **les juifs** dans une nation. C'est pourquoi l'antisémitisme est pour lui un allié objectif puisqu'il incite leurs concitoyens de religion juive à l'émigration. Herzl en a parfaitement conscience : "les antisémites, écrit-il, seront nos meilleurs alliés." (T.I, p. 287)

Il dit par exemple au ministre russe Von Plehve, au lendemain même du terrible **pogrom** de Kichinev organisé par lui, qu'il le débarrassera de ses révolutionnaires juifs (*Diaries* T. I, p, 387. sqq).

Il s'agissait avant tout d'exploiter les rivalités coloniales des grandes puissances : il promet aux Anglais de protéger, contre les visées allemandes au Proche Orient, la route des Indes à partir de l'Ouganda ou de la Palestine situées au carrefour de trois continents, tout comme il promettait à Guillaume II de protéger, contre les Anglais, son projet "Berlin, Byzance Bagdad."

Aux deux rivaux avides de partager les dépouilles de l'homme malade, c'est-à-dire l'Empire ottoman, il propose de protéger sa **Compagnie à charte :**

> Une autre puissance pourrait aider ce mouvement. J'ai d'abord pensé que ce pourrait être l'Angleterre. Mais, je serais heureux que ce fut l'Allemagne. (T. I, p. 234.)

Le 19 octobre 1898, grâce à ce chantage, il obtient une audience avec le Kaiser :

> Lorsque je lui ai proposé mon affaire : la Compagnie à Charte et protectorat allemand, il opina favorablement. (T.I, p. 267).

Herzl fait miroiter devant le Kaiser le rôle que pourrait jouer le sionisme pour le débarrasser du socialisme. La seule crainte de l'Empereur c'est que "si les juifs ont le sentiment d'être sous sa protection ils ne voudront plus quitter l'Allemagne." (T.I., p. 268)

A cela Herzl avait déjà trouvé la réponse. En avril 1896, il avait répondu au Duc de Bade, qui craignait, "en soutenant notre cause, de passer pour antisémite." (*Idem.* p. 118). "Les juifs allemands accueilleront bien notre mouvement. Car il détournera l'afflux des Juifs d'Europe orientale." (Id. p. 12)

Mais, au-delà de ces tractations, le chef d'œuvre de la diplomatie de Herzl fut de découvrir le dénominateur commun de tous les colonialistes occidentaux. Il écrit dans son livre : *L'Etat juif* (Ed. Lipschutz. Paris 1926, p. 95) :

> Pour l'Europe nous constituerons là-bas un morceau de rempart contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie.

Dès lors la création de l'Etat jouant ce rôle au Proche Orient était, à plus ou moins long terme, assurée de l'appui de tous les colonialistes occidentaux.

B. Les conséquences politiques de cette sacralisation du nationalisme

1 Nous verrons plus loin les conséquences de cette politique sous Hitler : la coopération de son antisémitisme et du sionisme qui aidait à "vider l'Allemagne de ses Juifs" (*Judenrein*) au détriment des "Allemands de religion juive" contre lesquels il s'acharna parce qu'ils voulaient rester en Allemagne et qu'on y respectât leur religion et leur culture.

Néanmoins cette revendication pseudo-biblique demeurera liée à la politique intérieure et extérieure du sionisme pour en consacrer l'**unicité**, au nom d'un privilège divin.

C'est par exemple au nom de cette unicité métaphysique que je suis accusé de minimiser les crimes nazis parce que je les relie à l'histoire universelle et non pas seulement à l'histoire juive. C'était déjà le reproche adressé à Bernard Lazare, puis à Hannah Arendt lorsqu'elle parlait de la banalité du mal.

L'on est invariablement accusé de minimiser les crimes nazis lorsqu'on replace la Shoah c'est-à-dire la persécution sanglante et incontestable des citoyens Juifs par l'antisémitisme hitlérien, dans le contexte de l'histoire universelle.

Mon livre ne cesse de dénoncer ce massacre catastrophique (Shoah signifiant catastrophe) perpétré par les nazis. Je n'ai jamais songé à le nier.

Mon livre ne cesse de dénoncer "le dessein monstrueux d'Hitler" (p. 62 et 251, sa sauvagerie (p. 97); ses "crimes immenses n'ont besoin d'aucun mensonge pour révéler leur atrocité" (p. 135). Ayant décrit "les conditions horribles qui firent des dizaines de milliers de victimes" je conclus :

> Tel fut le martyrologe des déportés juifs et slaves et la férocité des maîtres hitlériens les traitant en esclaves n'ayant même pas valeur humaine. (p. 257)

J'ajoute (p. 257) : "Ces crimes ne peuvent être sous estimés, ni les souffrances indicibles des victimes."

> Sans aucun doute les juifs ont été l'une des cibles préférées d'Hitler en raison de sa théorie raciste de la supériorité de la race aryenne. (p. 152)

Mais j'ai commis un crime impardonnable aux yeux des sionistes : j'ai étudié la Shoah comme un fait historique, c'est-à-dire situé dans le contexte de l'histoire universelle qui, hélas a multiplié les Shoah : celle des Indiens d'Amérique, des captures d'esclaves africains, celles plus récentes, du Vietnam et de l'Irak, et de tant d'autres Rwanda.

Cette **désacralisation** d'une catastrophe historique est insupportable pour ceux qui veulent en faire un **apax** messianique échappant à l'histoire.

Quel est le postulat fondant cette colère et proclamant la Shoah uniquement **unique** selon l'expression de Roy Eckark, en 1974, dans son livre *Is the Holocaust Unique* ?

Il s'agit d'un corollaire du dogme du **peuple élu**, de la volonté, disait Hannah Arendt de "ne raconter que le côté juif de l'histoire."

Le massacre des juifs par les nazis est **unique**, sans précédent, hors de l'histoire, parce que Dieu en a jugé ainsi par son élection d'un peuple unique, au-dessus de l'humanité, de ses lois et de son histoire : "Être juif c'est être un peu plus homme", écrivait Steiner; "On est d'autant plus homme, qu'on est juif" reprend le rabbin Eisenberg (directeur des émissions juives à Antenne II). dans son livre *Une histoire des juifs*. Elie Wiesel, dans son ouvrage *Célébration Talmudique :* "Le juif est plus proche de l'humanité qu'aucun autre."

De quel côté sont le racisme et la discrimination raciale ?

Mgr. Grégoire Haddad écrit, dans une brochure du 15 août 1996 :

> Le massacre d'un seul juif par le nazisme est inacceptable... Mais la **sacralisation** de ce massacre, de cette **Shoah**, est, elle aussi, inacceptable.

1. La Shoah est un fait historique, abominable, exécrable, pour les morts, pour les rescapés et leurs parents, pour l'humanité tout entière, mais elle est un fait historique, objet d'étude, d'analyses, de statistiques, comme tout autre fait historique. En faire un phénomène sacré un tabou intouchable, c'est la sacraliser... Que révèle la sacralisation de la Shoah ? Peur ? Intérêt de prestige ou de finances ? ou bien les deux à la fois "car, ajoute-t-il, le génocide, le massacre collectif, appelé Shoah et Holocauste a été non seulement sacralisé, mais aussi monopolisé, pour ne pas dire confisqué...

La Shoah juive est un massacre horrible, mais il n'est pas le seul dans l'histoire, même dans l'histoire contemporaine... les autres victimes du nazisme... atteignirent les 56 millions... Les Palestiniens, héritiers de peuples massacrés, auraient droit à réclamer des indemnités aux héritiers de ceux qui ont exterminé leurs ancêtres. Mais même s'il n'y a pas de prescription pour la Shoah, les Palestiniens ont passé l'éponge sur le passé.

Les sionistes ont des moyens puissants politiques, financiers, médiatiques, visibles et cachés pour rappeler au monde entier leur drame. **Un matraquage** exceptionnel par tous les mass médias y compris les films hebdomadaires sur les petits écrans, qui font un lavage de cerveau terrible, un matraquage programmé **afin que personne n'oublie**. Et le phénomène rare, sinon unique, résultant de cette culpabilisation est l'indemnité annuelle et perpétuelle qui est versée à Israël... "

Cette instrumentalisation de la religion, que ce soit par des fanatiques intégristes ou par des athées, est à la base de tous les mythes fondateurs de la politique israélienne.

Le rabbin, Moshe Menuhin (le père du musicien) dans son livre : *The Decadence of Judaism*, décadence engendrée par l'hérésie sioniste, écrivait :

> Les peuples sont aujourd'hui écœurés par les notions de races supérieures, de peuples élus, du **fardeau de l'homme blanc**, des **alliances** avec Dieu et des terres promises, prétentions qui sont aujourd'hui exploitées par les forces agressives et immorales des nationalistes contre les peuples les plus faibles." (p. 244). "Ils n'ont plus qu'un Dieu : l'espace vital (*Lebensraum*), le nationalisme chauvin." (p. 496) Il montre qu'à l'encontre de l'universalisme des prophètes juifs, l'interprétation tribale et nationaliste de l'alliance et du **peuple élu**, par ceux qu'il appelle "les barbares tribaux comme Ben Gourion, Moshe Dayan, et tout le gang militaire qui a dévoyé Israël" (p. XIII) ont fait de l'Agence juive et des organisations sionistes, dans le monde entier "des organes du gouvernement d'Israël" (p. 350, 429 et 457) avec la même idéologie raciale que les antisémites. (p. 308)
>
> P. 506. J'ai le cœur brisé par les preuves de décadence continue du judaïsme actuel : le judaïsme universel, moral et humain de nos Prophètes qui se mue en nationalisme prétendu juif, avide de "*Lebensraum*", d'espace vital... je voudrai dire aux Israéliens : revenez vers le Dieu de vos pères, au judaïsme prophétique, répudiez le régime du napalm. Retournez aux frontières qui vous ont été données en 1947 par les Nations Unies aux dépens d'Arabes indigents, et vivez d'une vie constructive et non destructive.

Même analyse chez le professeur Israël Shahak, de l'Université hébraïque de Jérusalem : (*Le racisme de l'Etat d'Israël* p. 76.) : "La religion juive est utilisée par le gouvernement sioniste à des fins politiques."

Suggérant les remèdes à cet intégrisme littéraliste et sanglant Monseigneur Haddad suggère :

> Une nouvelle compréhension du concept de "peuple élu", qui ne considère pas les autres peuples comme "non élus" par un Dieu discriminatoire et injuste.
>
> L'Eglise catholique, au concile Vatican II, insistant sur son caractère communautaire, pour le distinguer de son aspect institutionnel, a redécouvert le mot de "peuple de Dieu". Présent à sa dernière session en 1965, j'ai proposé, comme motion d'amendement, le remplacement de "peuple de Dieu" par "les disciples du Christ" pour éliminer toute conséquence dévaluante des "autres peuples", qui ne seraient plus peuples de Dieu.

Nous l'avons montré : l'**origine** du sionisme politique n'a rien à voir avec le judaïsme dont il se sert comme d'un masque : il découle entièrement, depuis Herzl, du nationalisme européen et colonialiste du XIXe siècle.

Ainsi le professeur Kimmerling, de l'Université hébraïque de Jérusalem, écrit-il que : "ce régime n'est ni juif ni démocratique." (*Haaretz*, 27. 12. 1996)

Mais telle étant l'origine, les **conséquences** politiques sont désastreuses.

1) - Epuration ethnique : expulsion et oppression des Palestiniens

D'abord cette prétention à l'unicité sert à justifier la conquête de l'espace vital et l'expulsion des autochtones en les enrobant dans un mythe: celui du départ volontaire des Palestiniens, alors que l'ouverture des archives a permis aux **nouveaux historiens**, comme Benny Morris, de rétablir la réalité historique: les ordres donnés aux militaires israéliens de chasser par la force des armes les habitants millénaires des villages avec des méthodes qui rappellent souvent, à Deir Yassin par exemple, celle des "troupes d'assaut des nazis massacrant les populations civiles."

- Un premier mythe s'effondrait ainsi : celui du départ volontaire des Palestiniens. Et ceci alors que Ben Gourion était le chef de l'Etat. Lorsque Benny Morris l'appelle *"le grand expulseur"* ce n'est pas une **diffamation** comme disent mes accusateurs, mais une définition.

- Un deuxième mythe sioniste s'effondre aussi : celui "d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre", lancé par Zangwill, et que Mme Golda Meir agrémentait dans une déclaration au *Sunday Times* le 15 juin 1969 : "Il n'y a pas de peuple palestinien... Ce n'est pas comme si nous venions les mettre à la porte et leur prendre leur pays. Ils n'existent pas."

"Pour convaincre qu'avant Israël la Palestine était un "désert" des centaines de villages ont été rasés au bulldozer avec leurs maisons, leurs clôtures, leurs cimetières et leurs tombes." écrivait déjà le professeur Shahak en 1975. (*Le racisme de l'Etat d'Israël*. p. 152.)

Depuis l'ouverture des archives, l'historien Benny Morris a pu préciser que 418 villages palestiniens sur 475 ont été effacés de la carte. Quant au nombre de Palestiniens expulsés, le Comité israélien de transfert parlait de 460.000 à la fin de 1948. A la même période l'Office des Secours et travaux des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) avançait le chiffre de 900.000.

En ce qui concerne les chrétiens palestiniens, le Patriarche latin de Jérusalem, évoquant l'exode des catholiques, rappelle qu'ils ne sont plus que 10.000 contre plus de 50.000 avant 1948.

Mme Golda Meir se réclamant d'une légitimation fondée sur une lecture intégriste de la Bible déclare :

> Ce pays existe comme accomplissement d'une promesse faite par Dieu lui-même. Il serait ridicule de lui demander des comptes sur sa légitimité. (*Le Monde* du 15 octobre 1971)

Mais la même Golda Meir déclarait, lors du procès Shalitt, officier de marine israélien ayant épousé une Irlandaise non juive et qui protestait, parce qu'on lui refusait d'attribuer à son fils la qualification de **juif**: "Je ne suis pas une personne religieuse."

Encore une qui prétendait avoir reçu sa terre d'un Dieu auquel elle ne croyait pas. J'appelle cela un parjure et une imposture : ce n'est pas une ***diffamation***, c'est une ***définition***.

- Un troisième exemple (il y en aurait bien d'autres mais je m'en tiens aux plus célèbres), celui du général Moshe Dayan qui écrivait dans *Jerusalem Post* du 16 août 1987 : "Si l'on possède la Bible, si l'on se considère comme le peuple de la Bible, on devrait posséder toutes les terres bibliques."

Il s'illustra pendant la Guerre des six jours où il révéla ses véritables motivations qui n'ont rien de religieux : dans une lettre de lui, authentifiée par sa propre fille aujourd'hui députée à la Knesset, il exprime les vraies raisons de l'invasion du Golan, il écrivait à son ami, le journaliste Rami Tal, en 1976 :

> 80 % - sans doute plus mais disons 80 % - des incidents armés (sur la ligne de démarcation entre Israël et la Syrie) ont commencé comme cela", explique Moshe Dayan. "On envoyait un tracteur labourer un terrain sans intérêt en zone démilitarisée et l'on savait que les soldats syriens tiraient dessus. S'ils ne le faisaient pas, on ordonnait au tracteur d'aller plus avant jusqu'à ce qu'ils s'énervent et ouvrent le feu. Alors, on utilisait les canons et puis l'aviation. C'est comme cela que cela se passait.

Une délégation de kiboutznikim, envoyée par le général David Eleazar qui était à l'époque commandant de la région Nord et qui voyait la guerre passer à côté de lui sans y participer, s'était rendue chez Levi Eshkol (premier ministre) Ils ont fait un grand show et ils l'ont convaincu de passer à l'action." (*Le Monde* 2 juin 1997).

C'était donc superflu ? demande Rami Tal "Bien sûr que çà l'était". Tout ce que voulaient les kiboutznikim, ce n'était que la terre ? interroge le journaliste. "Je peux vous dire avec une totale certitude que la délégation qui est allée convaincre Levy Eshkol de capturer le plateau ne pensait pas à cela. Ils pensaient à la terre." [...] Mais je leur ai parlé, ils n'essayaient même pas de dissimuler leur convoitise pour cette terre. C'est cela qui les motiva [...] Et moi, cette fois-là, je n'ai pas fait mon devoir de ministre de la défense, j'étais convaincu qu'il ne fallait pas faire cela mais je ne l'ai pas stoppé." (*Le Monde*, 2 juin 1997)

Les *Mémoires* de M. Abba Eban, ancien ministre des Affaires étrangères d'Israël, nous apprennent le rôle que joua la simple morale dans sa politique d'expansion, cette fois au Liban.

Dans son *Journal* Moshe Sharett, le 16 juin 1955, dit que, pour Moshe Dayan "Tout ce qu'il nous reste à trouver c'est un officier, même un simple capitaine. Il faudrait le gagner à notre cause, ou l'acheter, pour qu'il accepte de se déclarer le sauveur de la population maronite. Alors, l'armée israélienne entrerait au Liban occuperait les territoires où nécessaire, établirait un régime chrétien allié à Israël, et tout marcherait comme sur des roulettes. Le territoire du sud du Liban sera totalement annexé à Israël."

Moshé Sharett confirme, le 28 juin 1955 : "Le chef d'Etat-Major approuve l'idée d'acheter un officier (libanais) qui accepterait de nous servir de marionnette de manière à ce que l'armée israélienne puisse apparaître comme répondant à un appel pour libérer le Liban de ses oppresseurs musulmans."

Lorsque j'appelle ce monsieur, à la lumière de ces deux opérations, parfaitement authentifiées, un politicien provocateur, dans le premier cas, et corrupteur dans le second, ce n'est pas une diffamation, c'est une définition.

Je m'en tiendrai, pour le moment, à ces trois exemples et ceci n'a rien à voir avec la diffamation ni du peuple israélien ni de la foi juive : il s'agit simplement de démasquer la duplicité de ses dirigeants sionistes. Lorsque je dénonce les talibans je le répète ce n'est ni une diffamation du peuple afghan qui en est la victime, ni une diffamation de l'Islam qu'ils déshonorent.

Cette prétention hypocrite à une investiture divine commande, de ses origines à nos jours, toute la politique des dirigeants sionistes israéliens.

Nous n'en donnerons que quelques exemples particulièrement criminels.

D'abord, en ce qui concerne la Palestine. Le plan était clair : si cette terre est promise à certains, c'est un droit et même un devoir d'en chasser tous les autres.

C'est exactement le langage des nazis, celui de Heydrich par exemple : "*Le but de la politique juive : l'émigration de tous les juifs"*, avec la même justification de *peuple élu :* **la race aryenne destinée à dominer le monde pour lui inculquer ses vertus**.

Le problème a été posé très clairement, avant même l'existence de l'Etat d'Israël. Le directeur du Fonds national juif, Yossef Weitz, écrivait dès 1940 dans son *Journal* (Tel Aviv 1965) :

> Il doit être clair pour nous qu'il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays. Si les Arabes le quittent, il nous suffira [...] Il n'existe pas d'autre moyen que de les déplacer tous; il ne faut pas laisser un seul village, une seule tribu... Il faut expliquer à Roosevelt, et à tous les chefs d'Etats amis, que la terre d'Israël n'est pas trop petite si tous les Arabes s'en vont, et si les frontières sont un peu repoussées vers le nord, le long du Litani, et vers l'est, sur les hauteurs du Golan.

Dans le grand journal israélien *Yediot Aharonoth,* du 14 juillet 1972, Yoram Bar Porath, rappelait avec force l'objectif à atteindre :

> C'est le devoir des dirigeants israéliens d'expliquer clairement et courageusement à l'opinion un certain nombre de faits, que le temps fait oublier. Le premier de ceux-ci, c'est le fait qu'il n'y a pas de sionisme, de colonisation, d'Etat juif, sans l'éviction des Arabes et l'expropriation de leurs terres.

Le principe de base est formulé par le rabbin Cohen dans son livre : *Le Talmud* (Ed. Payot. 1986. p. 104)

> Les habitants du monde peuvent être répartis entre Israël et les autres nations prises en bloc. Israël est le peuple élu : dogme capital.

De là découle la nécessité sinon d'une extermination (dont celles de Josué sont la parabole), du moins d'une expulsion de la **terre promise** au **peuple élu**, de tout ce qui n'est pas juif.

Sur ce point encore ce n'était pas seulement l'opinion, d'un journaliste, c'était la doctrine officielle.

Weitz ajoutait : "La terre d'Israël sans les Arabes, car il ne peut y avoir de compromis... Les Arabes doivent être chassés vers la Transjordanie, la Syrie ou l'Iraq."

En 1967, le président de la Knesset, Meir Cohen, déclarait qu'"Israël avait commis une grave faute en n'expulsant pas 200 000 ou 300 000 Arabes de la "West Bank"."

Tel est le programme constant du sionisme: l'épuration ethnique fondée, une fois de plus, sur une lecture intégriste, littéraliste, de la Bible, qui créerait ce dualisme irrémédiable, cette éternelle opposition entre le peuple élu et tous les autres hommes.

> Le sentiment traditionnel du sionisme est que tous les non-juifs sont antisémites, que, selon les propres paroles de Herzl, le monde peut être divisé entre ceux qui sont ouvertement antisémites et ceux qui le sont de manière couverte... L'hostilité générale des non juifs est considérée par les sionistes comme un fait inaltérable et éternel de l'histoire juive... Cette attitude, conclut Hannah Arendt, est pur racisme chauvin et il est évident que cette division entre les juifs et tous les autres peuples tenus pour ennemis ne diffère pas des autres théories de la race des seigneurs. (Hannah Arendt, "Sauver la patrie juive", dans la revue *Commentaire* de mai 1948, p. 401)

Nous sommes au cœur de mon procès actuel qui relève de cet état d'esprit des sionistes. C'est pourquoi lorsque je dis de la politique sioniste : "épuration ethnique" "racisme chauvin", ce n'est pas une **diffamation**, c'est une **définition**.

Mais le postulat de nos accusateurs était que toute critique du sionisme ou de la politique israélienne est une forme déguisée d'antisémitisme. et même de néo-nazisme. Lorsque Mme Hannah Arendt publia son livre : *Eichmann à Jérusalem,* un hebdomadaire français titrait : (*Le Nouvel Observateur*) Hannah Arendt, est-elle nazie ? essayant de résumer la campagne odieuse menée contre elle.

Tout comme on m'accusait de virer au rouge-brun à l'âge du gâtisme, oubliant que mes premières critiques du sionisme, jugées **licites** par la Cour de Cassation, en 1982 furent suivies par *L'affaire Israël* en 1983, et *Palestine terre des messages divins* en 1988, et que cette critique faisait déjà partie de ma lutte permanente contre l'antisémitisme et l'intégrisme, sous toutes ses formes (sioniste, chrétienne, communiste, ou musulmane) lorsqu'en 1970, je proclamais (au Congrès du Parti Communiste français): "L'Union Soviétique, n'est pas un pays socialiste."

Que j’écrivais :

"Le Christ de Paul n'est pas Jésus." dans *Vers une guerre de religions* en 1995.

"L'Islamisme est une maladie de l'Islam" dans *Grandeur et décadences de l'Islam* en 1996.

C'était là le prolongement de toute ma lutte pour le dialogue des civilisations et, comme je l'écrivais, lors du Concile de Vatican II, pour le passage *De l'anathème au dialogue,* en 1965.

Tout cela souleva de vives polémiques, enrichissantes pour moi (et je l'espère, pour mes interlocuteurs) mais lorsque je critiquais *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, il ne fut plus question de réfutation de mon livre : l'on appela la police et la justice l'on orchestra un lynchage médiatique, et l'on m'envoya des menaces de mort.

Nous avons des expressions récentes de cette haine des autres peuples et de leur culture dans leur totalité. Un exemple caractéristique est celui du livre de Jonathan Goldhagen, traduit en français, sous le titre : *Les bourreaux volontaires d'Hitler,* dont la thèse centrale est que le peuple allemand, dans sa totalité, est participant responsable des horreurs nazies.

La presse sous influence sioniste a fait de ce livre un best-seller mondial, comme s'il donnait c'est ce que prétend l'auteur une explication du massacre des juifs. Cette *explication* se résume en ceci : les Allemands ont tué parce qu'ils sont - de tout temps un peuple de tueurs. Les médecins de Molière affectionnaient ce **genre d'explication :** l'opium fait dormir parce qu'il porte en lui une vertu dormitive.

Cette débilité historique est d'autant plus étrange que l'ascension au pouvoir d'Hitler par l'obtention d'une majorité électorale montre combien sa démagogie sanglante avait pénétré l'opinion. Elle était essentiellement due à la situation désespérée créée à l'Allemagne par le Traité de Versailles. Le célèbre économiste lord Keynes écrivait dans son livre : *Les conséquences économiques de la paix* : "si nous cherchons délibérément à appauvrir l'Europe Centrale, j'ose prédire que la vengeance sera terrible : d'ici vingt ans nous aurons une guerre qui, quel que soit le vainqueur, détruira la civilisation".

Keynes écrivait ceci en 1919. J'ai donné dans mon livre (p. 93) les statistiques de la montée parallèle du chômage en Allemagne et de celle du Parti nazi aux élections.

Malheureusement cet exemple n'est pas isolé : nous avons un Goldhagen français. Dans un livre publié en 1981, *L'idéologie française*, l'auteur, Bernard Henri Lévy, explique que de Voltaire et de la Révolution française, à Péguy et la tradition chrétienne, et même au grand analyste juif de l'antisémitisme Bernard Lazare (qui a dans un beau livre, commis le crime de situer l'antisémitisme dans la perspective de l'histoire universelle) toute notre culture a préparé un fascisme à la française : Vichy.

> "C'est, écrit-il, toute la culture française qui témoigne de notre ancienneté dans l'abjection." (p. 6), et qui fait de la France "la patrie du national socialisme." (p. 125)
>
> "Cette France, écrit-il encore, je sais son visage d'ordure, la ménagerie de monstres qui y habitent." (p. 293)

Lorsque je dis que l'auteur d'un tel ouvrage, comme Goldhagen, présente le syndrome sioniste du *Bréviaire de la haine*, ce n'est pas une **diffamation**, c'est une **définition**.

Si toute critique de la politique israélienne, comme le précise le titre de mon livre, est de l'antisémitisme, alors l'ancêtre de l'antisémitisme c'est le Prophète Michée s'écriant :

> Ecoutez donc ceci, chefs de la maison de Jacob,
> magistrats de la maison d'Israël,
> qui avez le droit en horreur
> et rendez tortueuse toute droiture,
> en bâtissant Sion dans le sang
> et Jérusalem dans le crime.
> Et c'est sur le Seigneur qu'ils s'appuient en disant :
> "Le Seigneur n'est-il pas au milieu de nous?
> Non, le malheur ne viendra pas sur nous."
> C'est pourquoi, à cause de vous,
> Sion sera labourée comme un
> champ,
> Jérusalem deviendra un monceau de
> décombres
> et la montagne du Temple, une
> hauteur broussailleuse.
> (Michée IV, 9-12)

Lorsqu'en 1996, le gouvernement israélien ouvre une route 66 en la déclarant interdite aux non-juifs et que j'appelle cela "apartheid", ce n'est pas une **diffamation**, c'est une **définition.**

Une définition que M. Alain Finkelkraut, dans *Le Monde* du 18 décembre 1996, sous le titre : "Israël la catastrophe" flétrissait plus durement encore que moi. Il écrit :

> Avec Netanyahou... le langage de l'apartheid sort de la clandestinité." Il ajoutait: "Pour le dire plus crûment il y a des fascistes juifs en Israël, mais aussi en Amérique et en France... voilà pourquoi on est fondé à parler de "catastrophe spirituelle"". Il conclut : "La solidarité avec Israël changerait de nature si elle acceptait, sans coup férir, que le dernier mot revienne aux cow-boys à mitraillette et à kipa.

Le mythe de l'**unicité** n'a pas seulement pour conséquence de rendre l'histoire intelligible en créant une **métahistoire** qui serait la lutte éternelle du Bien contre le Mal, du Bon Dieu contre le Diable, ce que les sionistes appellent le **peuple juif** ou même, dans le langage hitlérien de la **race**, la **race juive**, représentant le Bon Dieu et le reste du monde le Diable, selon les Goldhagen ou les Bernard Henri Levy.

A ce compte serait anti-sémite, le rabbin Levyne lorsque dans son livre *Judaïsme contre Sionisme* (Ed. Cujas 1969, p. 74), prévoyant que les exactions d'Israël déchaîneront l'anti-sémitisme, il écrit : "Les sionistes nous amènent à la catastrophe." Anti-sémite M. Théo Klein, ancien président du CRIF (Conseil représentatif des

israélites de France) lorsqu'il écrit dans *Le Monde* du samedi 30 mai 1998, sous le titre : "M. Netanyahou, Laissez une chance à Israël" :

> D'erreurs en démentis, vous auriez confondu l'art de la politique avec le théâtre d'ombres. En politique intérieure vous auriez encouragé la marche des orthodoxes vers le rêve d'un Etat théocratique. En politique extérieure, brisé l'élan du processus d'Oslo. Est-ce bien par un débat entre sénateurs républicains et président démocrate que vous pensez résoudre le problème majeur d'Israël : sa coexistence avec ses voisins arabes et, au premier chef, avec les Palestiniens ? Ces derniers sont pourquoi ne pas le reconnaître ? - les copropriétaires de cette terre d'Eretz Israël-Palestine, votre terre, ma terre, mais aussi celle d'Arafat et de Ziad Kawas, mon ami.
>
> Le monde aspire à une politique qui conduise le peuple israélien vers une sécurité fondée sur la paix, c'est-à-dire sur le dialogue et la coexistence. Or votre politique s'enferme dans une perspective sécuritaire nourrie de peurs. Vous jouez sur nos vieux réflexes de ghetto, résumés dans ce slogan mortel : **Tous sont contre nous**. Tous : les chrétiens, les musulmans, tous ceux qui, à travers le monde, s'étonnent et pour beaucoup s'indignent de votre politique.
>
> Arrêtez cette chute vers les vertiges d'un rêve fou d'une terre où seul le Juif serait citoyen et l'Arabe un simple résident autonomisé. Quittez les sénateurs des rives du Potomac. Abandonnez les illusions messianiques. Remontez vers les monts de Judée et l'abondante Galilée. Elle est le berceau commun de nos deux peuples, Isaac et Ismaël y sont nés, tous deux. Nous devons la partager sans jamais, pour autant, renoncer à la considérer dans toutes ses parties, comme la terre qui féconde l'histoire, la culture et la vie de nos deux peuples. Son extraordinaire appel spirituel doit nous encourager à une cohabitation pacifique, au-delà des deux souverainetés reconnues. Il faudrait inventer un pacte de respect mutuel, une alliance pour le développement sur cette terre commune, construire une existence où chacun, chez l'autre, serait aussi un peu chez soi.
>
> Je sais bien, il y a le terrorisme lâche et criminel. Il y a les cris de haine, les drapeaux brûlés, les clauses non respectées des accords conclus, les faits accomplis au-delà du statu quo. Mais qui est responsable, serait-ce seulement l'Autorité palestinienne ?
>
> Si, pour vous, gouverner ce **vieux nouveau pays** c'est ressasser de vieux arguments mêlés de craintes obsessionnelles et méprisantes sans jamais élever votre pensée politique au-dessus des querelles de votre majorité,: si vous ne pouvez même pas écouter les informations et les conseils de vos services de sécurité, décidément, vous ne voulez pas changer de politique, alors il vaudrait mieux que vous renonciez à porter un fardeau sous lequel votre intelligence politique et votre courage moral paraissent succomber.

Théo Klein est avocat, ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)

Pour parler ce noble et lucide langage, actualisant celui du prophète Michée, M. Théo Klein, ancien président du CRIF, serait-il devenu antisémite ?

Dans cette voie, même si on ne partage pas les mêmes convictions religieuses ou politiques, le dialogue et la paix deviennent possibles.

Sinon, lorsqu'on se croit unique, éternellement purs de toute responsabilité, les pires aberrations deviennent possibles.

Nous sommes ici au centre de ce procès et de ce qui lui donne sa signification la plus profonde : la confusion, ou l'imposture, qui consiste à confondre sionisme et judaïsme, en mélangeant sous le nom de **sionisme,** le sionisme religieux et le sionisme politique, comme le fait, par exemple, le rabbin Eisenberg lorsqu'il déclare : "Une critique du sionisme implique le glissement vers l'antisémitisme... car il n'y a pas de judaïsme concevable sans sionisme."

Le judaïsme commencerait-il donc avec le Congrès de Bâle ?

Non ! L'écrivain Haïm Herzog, dans sa nouvelle *Le semeur*, fait dire à son personnage Yundker : "le sionisme commence avec le naufrage du Judaïsme."

Lorsqu'on prétend établir une continuité historique entre l'Israël biblique et l'actuel Etat d'Israël, on évoque souvent la prière juive millénaire : "L'an prochain à Jérusalem", comme si elle signifiait un appel à la conquête.

C'est oublier que "L'an prochain à Jérusalem" était aussi le vœu de millions de chrétiens au Moyen Age comme en témoigne, sur de nombreux vitraux de nos cathédrales, l'image d'une Jérusalem de pierre qui symbolisait pour eux la "Jérusalem céleste", ce Royaume de Dieu où l'on entre non par la conquête mais par le renoncement.

Sur l'imposture de cette confusion repose déjà cet ancêtre du sionisme politique que furent les Croisades : les chevaliers porteurs de la Croix sur leurs armures se livrèrent, sur toutes les routes de l'Europe, à des **pogroms** sanglants dans les communautés juives, puis massacrèrent les chrétiens de Constantinople, avant de brûler vifs à Jérusalem les juifs réfugiés dans leur Synagogue, et faire ruisseler dans les rues le sang des musulmans.

Où est, en tout ceci, la présence de Jésus, alors que la délivrance de son tombeau, que l'on savait vide, avait servi de prétexte à ces tueurs de juifs, de chrétiens et de musulmans ?

C'est un prétexte idéologique et une imposture du même ordre : que nous retrouvons lorsque l'athée Ben Gourion annonce "Nous allons restaurer le troisième Royaume de David." en attaquant Jérusalem au napalm comme David et les Croisés s'en étaient emparés par l'épée et le feu et en ouvrant la voie à l'idolâtrie sioniste remplaçant le Dieu d'Israël par l'Etat d'Israël. Comme l'écrit le professeur Israël Shahak : "la majorité de mon peuple a perdu son Dieu et lui a substitué une idole, exactement comme ils adorèrent le Veau d'or dans le désert. Le nom de leur idole moderne est l'Etat d'Israël." (*Le racisme de l'Etat d'Israël*. p. 93)

Où est, en tout cela Michée prophétisant :

> Martelant leurs épées, ils en feront
> des socs de charme,
> et de leurs lances ils feront des
> serpes.
> On ne brandira plus l'épée, nation
> contre nation,
> Nos fils n'apprendront plus la guerre.
> Ils demeureront chacun sous sa vigne
> et son figuier,
> et personne pour les troubler.
> Car la bouche du Seigneur, le tout
> puissant, a parlé.
> (Michée IV, 3-4)

2) -- Collaboration des sionistes avec Hitler

Jamais cette hérésie ne s'est manifestée avec plus de force que pendant la dernière guerre mondiale où l'objectif unique de construire un Etat d'Israël puissant, a conduit les dirigeants sionistes à la coopération avec les nazis. Certains dirigeants sionistes accueillirent fort bien l'arrivée d'Hitler au pouvoir, puisqu'ils partageaient sa croyance dans la primauté de la *race* et son hostilité à l'assimilation des juifs. Ils se réjouirent avec Hitler de son triomphe sur l'ennemi commun : les forces du libéralisme. Le Dr et rabbin sioniste Joachim Prinz, avant d'émigrer aux Etats-Unis où il s'éleva au poste de vice-président du Congrès juif mondial et devint une lumière de l'Organisation sioniste mondiale (ainsi qu'un grand ami de Golda Meir) avait publié en 1934, à Berlin, un livre de circonstance *Wir Juden* (Nous les juifs) (p. 150-151) pour célébrer la Révolution allemande hitlérienne et la défaite du libéralisme :

> La signification de la Révolution allemande pour la nation allemande est ou sera peut-être claire pour ceux qui l'ont créée et ont formé son image. Son sens pour nous, il faut le dire tout de suite, est que le libéralisme a perdu toutes ses chances. La seule forme de vie politique qui favorisait l'assimilation des juifs n'est plus." "Nous voulons que l'assimilation soit remplacée par une nouvelle loi : **la déclaration d'appartenance à la nation juive et à la race juive**. Un Etat fondé sur le principe de la nation et de la race ne peut qu'être honoré et respecté par le juif qui déclare son appartenance à son propre peuple... Car seul celui qui honore ses origines et son propre sang peut respecter et honorer la volonté nationale des autres nations. (*Ibidem* p. 154 155).

Il espérait ainsi que le mythe de la race aryenne facilite une floraison du mythe sioniste de la race juive.

Dans le même esprit le mémorandum que les dirigeants sionistes pour l'Allemagne adressèrent à Hitler le 22 juin 1933, précisait :

> Le sionisme croit que la renaissance de la vie nationale d'un peuple, qui s'opère aujourd'hui en Allemagne à travers la valorisation de ses dimensions chrétienne et nationale doit aussi se produire chez le peuple juif. Pour le

> peuple juif aussi, l'origine nationale, la religion, un destin commun et le sens de son caractère exceptionnel doivent revêtir une importance primordiale pour son existence. Cela ne se fera qu'en supprimant l'individualisme égoïste de l'ère libérale et en le remplaçant par le sens de la communauté et de la responsabilité collective...

Le mémorandum ajoutait :

> Au cas où les allemands accepteraient cette collaboration les sionistes s'efforceraient de détourner les juifs à l'étranger, d'appeler au boycott anti-allemand. (Lucy Davidowicz : *The War against the Jews***,** Penguin books, 1977. p. 231-232).

Les dirigeants hitlériens acceptent : le principal théoricien du national-socialisme, Alfred Rosenberg écrira en 1937 :

> Le sionisme doit être vigoureusement soutenu afin qu'un contingent annuel de juifs allemands soit transporté en Palestine. (*Der Spur des Juden im Wandel der Zeiten*, Munich 1937. p. 153.)

C'est sur cette idéologie de la race, qui leur était commune avec les nazis, que les dirigeants sionistes allemands entreprirent de négocier avec les hitlériens.

A l'arrivée d'Hitler au pouvoir, sur 100 juifs allemands organisés 5 % appartenaient à la centrale sioniste et 95 % à l'Association des Allemands de religion juive qui entendaient rester allemands en luttant pour le respect de leur religion.

Les nazis firent aisément leur choix : ils traitèrent avec les sionistes qui étaient pour eux des juifs **convenables** qui préconisaient le départ en Palestine, favorisant ainsi la politique de purification ethnique du fascisme hitlérien : vider l'Allemagne de ses juifs (*Judenrein*).

Et il s'acharna sur les juifs qui entendaient rester allemands dans le respect de leur religion.

a) - L'accord de transfert (*Haavara*)

En raison de cette communauté de doctrine sur la race qui vérifiait si bien la thèse de Herzl : "Les antisémites seront nos meilleurs alliés" (*Diaries* I, p. 19), l'Agence juive conclut avec le ministre de l'Economie, le 27 août 1933, l'accord de *Haavara* (en hébreu : transfert) qui autorisait les émigrants juifs à transférer une partie de leurs avoirs d'Allemagne nazie en Palestine. Ben Gourion qui était en Palestine, Mme Golda Meir, qui était alors à New-York, les futurs ministres sionistes d'Israël: Moshe Sharret (qui s'appelait alors Moshe Shertok), et Levi Eshkol qui en était le représentant à Berlin, approuvèrent cet accord (Ben Gourion et Shertok, dans *L'accord de la Haavara*. p. 294. Cité par Tom Segev (*Le septième million,* p. 30 et 595).

Les deux parties y trouvaient leur avantage : pour les nazis : d'abord se débarrasser des juifs, ensuite obtenir un allié (sioniste) pour briser le boycott économique et l'antifascisme.

Dès le 26 mars 1933, Kurt Blumenfeld, président en Allemagne de la Fédération sioniste, et Julius Brodnitz, président de l'Association centrale, câblèrent à L'American Jewish Committee, à New York :

> Protestons catégoriquement contre rassemblements, émissions radio, et autres manifestations. Exigeons sans équivoque des mesures énergiques pour mettre fin aux manifestations hostiles à l'Allemagne. (Saul Friedländer : *L'Allemagne nazie et les juifs*, Ed. Seuil 1997 p. 32)

Du côté du Yichouv (communauté juive en Palestine avant la création de l'Etat d'Israël) c'était une bonne affaire. Le dirigeant sioniste Moshe Belinson écrit à Bert Katznelson, directeur du principal quotidien de l'organisation : *Davar* (La parole) :

> Les rues sont pavées de plus d'argent que nous n'en avons jamais rêvé dans l'histoire de notre entreprise sioniste. Voici une occasion de bâtir et de prospérer comme nous ne l'avons jamais fait et ne le ferons jamais. (Cité par Tom Segev : *Le septième million,* p. 27)

Cette euphorie se fondait sur la compréhension des nazis. Hannah Arendt rappelle qu'"au départ la politique des nationaux-socialistes envers les juifs était indiscutablement pro sioniste." (*Eichmann à Jérusalem***,** p. 101.)

Cela durera pendant cinq ans de régime hitlérien, jusqu'en 1938.

Reinhardt Heydrich (le futur Protecteur sanglant de la Tchécoslovaquie), écrit, alors qu'il était chef des Services de Sécurité SS :

> Nous devons séparer les juifs en deux catégories : les sionistes et les partisans de l'assimilation. Les sionistes professent une conception strictement raciale, et, par l'émigration en Palestine, ils aident à bâtir leur propre Etat juif... nos bons voeux et notre bonne volonté officielle sont avec eux. (Hohne : *Order of the Death's Head,* p.133)

Une circulaire de la Wilhelmstrasse indique :

> Les objectifs que s'est donnés cette catégorie (de Juifs qui s'opposent à l'assimilation et qui sont favorables à un regroupement de leurs coreligionnaires au sein d'un foyer national), au premier rang de laquelle se trouvent les sionistes, sont ceux qui s'écartent le moins des buts que poursuit en réalité la politique allemande à l'égard des Juifs. (Source : Lettre circulaire de Bülow-Schwante à toutes les missions diplomatiques du Reich, n· 83, 28 février 1934.)
>
> Il n'y a aucune raison, écrivait Bulow-Schwante au ministère de l'Intérieur, d'entraver, par des mesures administratives, l'activité sioniste en Allemagne, car le sionisme n'est pas en contradiction avec le programme du national

> socialisme dont l'objectif est de faire partir progressivement les juifs d'Allemagne. (Source : Lettre n·Z U 83-21. 28/8 du 13 avril 1935.)

Cette directive, confirmant des mesures antérieures, était appliquée à la lettre. En vertu de ce statut privilégié du sionisme dans l'Allemagne nazie, la Gestapo de Bavière, le 28 janvier 1935, adressait à la police cette circulaire :

> Les membres de l'organisation sioniste, en raison de leur activité orientée vers l'émigration en Palestine, ne doivent pas être traités avec la même rigueur qui est nécessaire pour les membres des organisations juives allemandes (assimilationnistes). (Source : Kurt Grossmann, *Sionistes et non-sionistes sous la loi nazie dans les années trente*, Yearbook. Vol. VI, p. 310.)

Avant même la conclusion de l'accord *Haavara*, cette *coopération* revêtit des formes curieuses. C'est ainsi qu'en 1933 le baron Leopold Von Mildenstein, qui deviendra quelques années plus tard, le chef de la section juive du SD (le *Sicherheitsdienst*, ou service de sécurité, service de renseignement SS dirigé par Reinhard Heydrich), fut invité à faire un voyage en Palestine avec sa femme pour écrire une série d'articles destinés à *Der Angriff* (L'Attaque) de Goebbels. Les époux Mildenstein, accompagnés par Kurt Tuchler, membre important de l'Organisation sioniste de Berlin, et sa femme, visitèrent les villages des colons juifs d'Eretz Israël. Des articles extrêmement positifs, intitulés : "Un nazi visite la Palestine", furent publiés comme prévu et un médaillon commémora l'événement, avec la svastika à l'avers et l'étoile de David au revers. (Source : *Der Angriff***,** 26 septembre 1934, cité par Tom Segev. *Op. cit.* p. 40-41)

Chaïm Weizman aura beau déclarer la guerre à l'Allemagne le 5 septembre 1939 et se ranger du côté allié, l'idylle sioniste allemande se poursuivit jusqu'à la Nuit de cristal (1938).

Il ne protesta seulement que lorsque le banquier juif Max Warburg proposa d'étendre les accords du type la *Haavara* pour financer l'émigration des juifs allemands dans d'autres pays que la Palestine. (Saul Friedländer *L'Allemagne nazie et les juifs*, Ed. Seuil 1997, p. 177)

Après la **Nuit de cristal,** du **pogrom** dont le prétexte était un attentat contre un diplomate allemand à Paris, la répression antijuive se durcit, la coopération des sionistes avec les hitlériens prit d'autres formes. Dans les pays occupés, par l'action des ***Judenrat*** (Conseils juifs contrôlés dans les ghettos et les camps de concentration par les nazis) et, dans le Yichouv de Palestine, par la **sélection** opérée par les sionistes, ne cherchant à tirer des griffes d'Hitler que les éléments riches ou compétents et abandonnant à leur sort les juifs âgés ou incapables de servir à la construction du futur Etat, considérés comme un **matériel humain** indésirable.

b Les Conseils juifs (*judenrat*)

Le problème du rôle des *judenrat*, (Conseils juifs) sous le règne d'Hitler a été soulevé avec éclat par Hannah Arendt dans son livre : *Eichmann à Jérusalem*. Non seulement

il ne fut pas traduit en hébreu [1] , mais il souleva des réactions hystériques car ses critiques concernaient à la fois les *judenrat* et les sionistes qui en furent généralement les chefs.

Et pourtant son analyse est confirmée par Poliakov dans son livre : *Le Bréviaire de la haine*. Il écrit (p. 102) :

> Beaucoup d'encre a déjà été versée à propos des Conseils juifs, ces instruments d'exécution des volontés allemandes à tous ses stades, isolation ou exterminations. Un opprobre indélébile semble s'attacher à ces organes de collaboration par excellence, dont les membres étaient des seigneurs dans le ghetto et bénéficiaient de prérogatives certaines; une comparaison avec les Quisling ou les Laval vient d'elle-même sous la plume.

Le rôle de ces *Judenrat*, sous le contrôle des nazis était considérable : d'abord il incombait à ces conseils juifs de fournir les bataillons de main d'œuvre exigés par l'occupant. (*Ibidem*, p. 103)

> Les Conseils faisaient les listes de déportés. Les juifs s'inscrivaient, remplissaient d'innombrables formulaires, des questionnaires de plusieurs pages concernant leurs biens, qu'on allait pouvoir saisir d'autant plus facilement.

Et voici le témoignage d'Hannah Arendt :

> Au procès d'Eichmann à Jérusalem, le juge Halevi découvrit, en procédant au contre interrogatoire d'Eichmann, que les nazis considéraient la coopération des juifs comme pierre angulaire de la politique juive... Partout où il y avait des juifs, il y avait des responsables juifs reconnus comme tels, et ces responsables, à de très rares exceptions près, collaborèrent, d'une façon ou d'une autre, pour une raison ou pour une autre. Toute la vérité, c'est que, si le peuple juif avait été vraiment désorganisé et sans chefs, le chaos aurait régné, et beaucoup de misère aussi, mais selon les calculs de Freudiger, cinquante pour cent des Juifs auraient pu se sauver s'ils n'avaient pas suivi les Instructions des Conseils juifs. (Hannah Arendt, *op. cit.* p. 205)

M. Poliakov dans son *: Le Bréviaire de la haine* en donne des exemples concrets :

> Parmi les ghettos importants, celui de Lodz, en Pologne annexée, mérite une mention particulière; deuxième ville de Pologne, Lodz était le principal centre industriel du pays. Son ghetto, constitué dès février 1940, comptait lors de son premier recensement plus de 160.000 habitants. C'était, après celui de Varsovie, de loin le ghetto le plus important. Ses fabrications de tout genre, et en particulier ses industries textiles, constituaient pour l'économie allemande un appoint de grande valeur.

[1] Pas plus d'ailleurs que celui de Hilberg *La destruction des juifs d'Europe*, dont elle partage les analyses et qui réduit de 4 à 2 millions le nombre de juifs victimes de l'antisémitisme d'Hitler à Auschwitz.

> De même que partout ailleurs, l'exécution des volontés allemandes au ghetto de Lodz se faisait par l'intermédiaire d'un Conseil juif. Son président, Chaïm Rumkowski, au ghetto un dictateur omnipotent, tous les pouvoirs de haute et de basse justice se trouvaient concentrés entre ses mains : il levait impôt, frappait monnaie, et s'entourait d'une coterie de courtisans et de thuriféraires. Des poètes de cour rédigeaient des cantates à sa gloire; les enfants des écoles du ghetto lui adressaient des vœux manuscrits de nouvelle année.

En France l'UGIF (Union générale des israélites de France) joua le rôle des *Judenrat :* elle écrit, pour le compte du Commissariat aux questions juives et des autorités allemandes, le fichier des juifs français et surtout étrangers et opère le tri, par exemple, entre les juifs français et étrangers, tenant déjà le langage discriminatoire de ceux que leurs successeurs appellent des **néo-nazis**.

Jacques Heilbronner, président du Consistoire, la représentation centrale des juifs de France, voyait les choses ainsi :

> La France, comme n'importe quel autre pays, déclara-t-il dès juin 1933, a ses chômeurs, et tous les réfugiés juifs d'Allemagne ne méritent pas de rester [...] S'il y a 100 à 150 intellectuels qu'il vaille la peine de garder en France, car ce sont des scientifiques ou des chimistes qui détiennent des secrets que nos propres chimistes ignorent, nous les garderons, mais les 7.000, 8.000, peut-être 10.000 juifs qui arriveront en France, est-il véritablement dans notre intérêt de les garder ?

Pour lui, les réfugiés juifs n'étaient que **de la racaille**, le rebut de la société, des éléments qui n'auraient pu être d'aucune utilité chez eux.

La défaite de la France n'atténua nullement l'hostilité de Heilbronner, toujours à la tête du Consistoire, à l'égard des juifs étrangers. (Friedländer. *L'Allemagne nazie et les juifs*. Seuil, 1997. p. 222)

Dans leur livre : *Vichy et les juifs*, Marris et Paxton confirment : "Certaines personnalités juives en France exprimèrent leur hostilité à la présence parmi eux de juifs étrangers tenus pour responsables de l'agitation anti-allemande." (Note de la p. 407 de Segev).

C'est une habitude ancienne: le 19 novembre 1938, le Grand rabbin Weill déclarait au journal *La Nation* qu'il ne voulait prendre aucune initiative "qui pourrait entraver en quoi que ce soit les tentatives actuellement en cours de rapprochements franco-allemands."

Dans la préface au livre de Maurice Rajsfuss : *Des juifs dans la collaboration*, Vidal-Naquet écrit (p. 14) :

> Dans l'ensemble, le doute n'est pas permis : les notables du judaïsme français sont entrés dans le jeu dangereux de la coopération avec l'ennemi, ils sont entrés dans une politique qui visait, suivant l'expression de Sartre, à sérialiser les juifs, à laisser s'opposer les uns aux autres "Français et étrangers", anciens combattants irréprochables et immigrés récents, Français de souche et

> naturalisés. Les notables ont fourni l'armature de l'U.G.I.F., quelles qu'aient été les intentions et le destin de ses fondateurs, elle a contribué... à alimenter la machine à tuer des juifs.

Et voici le témoignage d'Albert Akerberg, secrétaire général, sous l'Occupation, du Comité d'union et de défense des juifs de France :

> J'ai appris que les dirigeants de l'UGIF étaient passés devant un Jury d'Honneur présidé par Léon Meise, président du C.R.I.F. Ce jury était constitué par des gens qui avaient passé la guerre en Suisse, aux USA ou ailleurs, sans trop de risques. A cette occasion je devais écrire à Léon Meise pour protester contre cette façon de faire et lui dire que l'on aurait pu consulter au moins ceux qui avaient lutté sous l'Occupation et avaient également un point de vue à formuler. La réponse de Léon Meise était simple : il fallait, dit-il, savoir oublier les événements. On a absous les dirigeants de l'UGIF, mais on ne pouvait pas faire autrement pour les intérêts supérieurs de la communauté juive.

Cela est d'autant plus scandaleux qu'aujourd'hui la télévision nous passe plusieurs fois par mois des films sur les souffrances des juifs sous l'occupation mais jamais, par exemple, sur les juifs héroïques qui ont combattu le fascisme, les armes à la main et jusqu'à la mort, comme volontaires juifs des Brigades Internationales, qui constituaient un tiers de la Brigade américaine Lincoln, et la moitié de la brigade polonaise Dombrowski. Pourquoi ce silence ?

Parce que les dirigeants de Londres, à la question posée à leur sujet : "Les juifs doivent-ils participer aux mouvements antifascistes ?" répondaient : "Non!..." et fixaient l'objectif unique : la construction de la terre d'Israël. (*Jewish life*, avril 1938 p. 11)

Membre de l'exécutif de l'Agence juive, Ytzhak Gruenbaum déclarait le 18 janvier 1943 :

> Le sionisme passe avant tout... Ils vont dire que je suis antisémite, répondit Gruenbaum, que je ne veux pas sauver l'Exil, que je n'ai pas "a warm yiddish heart" [...] Laissons-les dire ce qu'ils veulent. Je n'exigerai pas de l'Agence juive qu'elle alloue la somme de 300000 ni de 100000 livres sterling pour aider le judaïsme européen. Et je pense que quiconque exige de telles choses accomplit un acte antisioniste. (Source : Gruenhaum : *Jours de destruction*, p. 68.)

C'était aussi le point de vue de Ben Gourion :

> La tâche du sioniste n'est pas de sauver le "reste" d'Israël qui se trouve en Europe, mais de sauver la terre d'Israël pour le peuple juif." ou encore : "Le désastre qu'affronte le judaïsme européen n'est pas mon affaire. (Ben Gourion à l'assemblée des militants du Mapaï, le 8 décembre 1942; Cité par Yoav Gelba : "La politique sioniste et le sort des juifs européens", *Yad Vashem, Etudes collectives* n°·13. 1980 p. 147.)

Et, parlant des victimes du génocide : "Ils n'ont pas voulu nous écouter. Avec leurs morts ils ont saboté le rêve sioniste." 8 décembre 1942 (Ces deux textes cités par Tom Segev. *op. cit*. p. 122)

> Les dirigeants de l'Agence juive s'entendaient sur le fait que la minorité qui pourrait être sauvée devait être choisie en fonction des besoins du projet sioniste en Palestine. (Source : *Ibidem* p. 125)

Cette collaboration des sionistes avec Hitler dura jusqu'à la fin de la guerre : en avril 1944 Eichmann proposa au délégué sioniste Rudolf Käsztner d'échanger un million de juifs contre 10.000 camions qui seraient utilisés exclusivement sur le front russe. Ben Gourion et Moshe Sharett (Shertok) appuyèrent cette offre.

Käsztner était accusé également d'avoir témoigné en faveur de son partenaire nazi, Becher.

En outre il avait, en accord avec les dirigeants sionistes (dont plusieurs, étaient, au moment de son procès, ministres), négocié avec Eichmann la libération et l'émigration en Palestine de 1.684 juifs **utiles** pour la construction du futur Etat d'Israël, en échange de quoi, il ferait croire à 460.000 juifs hongrois qu'il s'agissait d'un simple transfert et non d'un envoi au camp de la mort d'Auschwitz. Le juge Halevi montra que tous ces crimes, il les avait commis avec l'accord de l'Agence juive et du Congrès juif mondial. Le juge est formel :

> Il n'y eut ni vérité, ni bonne foi dans le témoignage de Käsztner... Käsztner s'est parjuré sciemment, dans son témoignage devant cette Cour, lorsqu'il a nié qu'il était intervenu en faveur de Becher. En outre, il a caché ce fait important : sa démarche en faveur de Becher était faite au nom de l'Agence juive et du Congrès juif mondial... il est clair que la recommandation de Käsztner ne fut pas faite en son nom personnel, mais aussi au nom de l'Agence juive et du Congrès juif mondial... et c'est pourquoi Becher fut relâché par les Alliés.

Après le jugement, l'opinion israélienne fut ébranlée. Dans le journal *Haaretz* le Dr Moshé Keren écrivait, le 14 juillet 1955 : "Käsztner doit être inculpé de collaboration avec les nazis..." Mais le journal du soir *Yediot Aharonoth* (23 juin 1955) expliquait pourquoi il ne pouvait en être ainsi...: "Si Käsztner est mis en jugement, c'est le gouvernement tout entier qui risque un effondrement total devant la nation, par suite de ce que ce procès va découvrir."

Ce qui risquait d'être découvert c'est que Käsztner n'avait pas agi seul mais avec l'accord des autres dirigeants sionistes qui siégeaient, au moment du procès, dans le gouvernement. La seule façon d'éviter que Käsztner parle et que le scandale éclate, c'est que Käsztner disparaisse. Il mourut en effet opportunément, assassiné sur les marches du palais de justice et le gouvernement israélien introduisit un recours devant la Cour Suprême pour le réhabiliter. Ce qu'il obtint.

L'Association des immigrants allemands se plaignait de ce que les représentants de l'Agence juive à Berlin allouaient des certificats d'immigration à des invalides. "Le matériel humain arrivant d'Allemagne est de pire en pire" dénonçait l'Association près d'un an après l'arrivée du gouvernement nazi. "Ils n'ont ni le désir ni la capacité de

travailler, et ils ont besoin d'une assistance sociale" (29 décembre 1933) (Association des immigrants allemands). Un an plus tard l'association envoya à Berlin une liste de noms de personnes qu'il ne fallait pas, selon elle, laisser partir pour la Palestine (28 mars 1934) (ACS, S 7563)

Henrietta Szold, qui dirigeait la division du travail social de l'Agence juive, protestait elle aussi fréquemment contre l'existence de malades et de nécessiteux parmi les immigrants. De temps à autre, Szold demandait que certains de ces *cas* soient renvoyés en Allemagne nazie pour empêcher qu'ils ne deviennent un fardeau pour le Yishouv (19 août 1934)

En 1937, le Joint Distribution Committee, une organisation américaine qui prêtait assistance aux juifs nécessiteux, négocia avec les autorités allemandes la libération de 120 prisonniers juifs du camp de concentration de Dachau. "Je ne suis pas certain que, d'un point de vue politique, il soit souhaitable que tous les prisonniers libérés se rendent en Palestine", écrivit un dirigeant de l'Agence juive à l'un de ses collègues. "La plupart n'étaient pas sionistes; et il pouvait bien y avoir des communistes parmi eux."

Senator, qui s'était activé pour faire venir des juifs allemands en Palestine, prévint le bureau de l'Agence juive à Berlin que, s'il n'améliorait pas la qualité du "matériel humain" envoyé, l'Agence serait acculée à restreindre le nombre des certificats alloués aux capitalistes juifs allemands.

Il fut décidé que les candidats de plus de trente-cinq ans recevraient des certificats d'immigration "à la condition que rien ne laisse penser qu'ils puissent représenter un fardeau pour le pays". Par conséquent, ils devaient avoir une profession. "Toute personne qui s'adonnait au commerce, était-il déclaré, ou à toute autre activité similaire, ne recevra de certificat en aucune circonstance, sauf s'il s'agit d'un vétéran sioniste."

Cela se passait en 1935. "Dans les périodes d'abondance, il est possible d'assumer ce matériel, expliquait Itzhak Gruenbaum. Dans les périodes de pénurie et de chômage, ce matériel nous causera beaucoup de problèmes... Nous devons avoir l'autorisation de choisir pour l'immigration les réfugiés qui en valent la peine, et la permission de ne pas les accepter tous."

Les juifs allemands qui recevaient des permis d'immigrer "simplement comme réfugiés" étaient considérés eux aussi, comme du "matériel indésirable" par Eliahu Dobkin, un membre de l'exécutif de l'Agence juive. "Je comprends fort bien la situation particulière dans laquelle se trouvent les institutions d'outre-mer qui s'occupent des réfugiés allemands, mais je voudrais pouvoir croire que vous êtes d'accord avec moi sur le fait que nous devons aborder cette question non pas d'un point de vue philanthropique mais du point de vue des besoins du pays, écrivait Dobkin à l'un de ses collègues. Mon opinion est que nous devons amener les réfugiés répondant à ces besoins." Les responsables des immigrants juifs allemands en Palestine acquiescèrent. "Selon moi, 90 % d'entre eux ne sont pas indispensables ici", écrivait l'un de ces responsables à un de ses collègues.

Le Mémorandum du Comité de sauvetage de l'Agence juive, en 1943, disait :

> Devons-nous aider tous ceux qui en ont besoin sans tenir compte des caractéristiques de chacun? Ne devons-nous pas donner à cette action un caractère national sioniste et tenter de sauver en priorité ceux qui peuvent être utiles à la Terre d'Israël et au judaïsme ? Je sais qu'il peut sembler cruel de poser la question de cette façon, mais nous devons malheureusement établir clairement que si nous sommes capables de sauver 10000 personnes parmi les 50000 personnes qui peuvent contribuer à la construction du pays et à la renaissance nationale ou bien un million de juifs qui deviendront pour nous un fardeau ou au mieux un poids mort, nous devons nous restreindre et sauver les 10000 qui peuvent être sauvées - malgré les accusations et les appels du million de laissés-pour-compte. (Source : *Mémorandum du Comité de sauvetage de l'agence juive*, 1943. Cité par Tom Segev. (*Op. cit.*)
>
> Il faut sauver la jeunesse pionnière, principalement celle qui a bénéficié d'un entraînement et qui est spirituellement capable de mener à bien le sionisme. Il faut sauver les dirigeants sionistes, ils méritent que le mouvement les paye de retour pour leurs tâches [...]
>
> Un sauvetage purement philanthropique, comme celui des juifs allemands [...] ne peut que causer du tort aux perspectives sionistes, particulièrement si les chances sont aussi limitées que le désastre est grand. Nous pouvions agir en faveur des juifs allemands tant qu'ils représentaient un avantage, tant qu'ils venaient avec leurs biens. Les réfugiés actuels ne représentent plus cet avantage puisqu'ils arrivent les mains vides. Par conséquent, ils n'ont rien à offrir au Yishouv et nous ne pouvons nous attendre qu'à ce que nous avons déjà constaté chez une grande partie des juifs allemands : une distance totale, parfois une hostilité à la Terre d'Israël; une attitude irrespectueuse à l'égard de tout ce qui est juif et hébraïque [...].
>
> Ceux qui sont arrivés via Téhéran montrent également quels résultats désastreux peut entraîner une immigration mal sélectionnée. Avec les pionniers et les dirigeants sionistes arrivent des masses de gens sans aucun lien avec le sionisme et totalement dénués d'attachement national.(Apolinari Hartglass : *Commentaire sur l'aide et le sauvetage.* ACSS/26 1232. Cité par Tom Segev p. 124 - 125)

Pour Itzhak Gruenbaum, les besoins du Yishouv étaient prioritaires : "Je pense qu'il est nécessaire d'affirmer clairement ici : le sionisme passe avant tout."

Ce fanatisme inspire, par exemple, l'attitude de la délégation sioniste à la conférence d'Evian, en juillet 1938 où 31 nations s'étaient réunies pour discuter de l'absorption des réfugiés d'Allemagne nazie : la délégation sioniste exige comme seule solution possible, d'admettre deux cent mille juifs en Palestine.

Je dois m'excuser de si longues citations mais elles sont au centre de ce procès : lorsque Ben Gourion, dans une interview au *Times*, dit, comme le font mes accusateurs d'aujourd'hui : "quand ils disent les "sionistes" ils veulent dire "les juifs."

Le seul rappel de ces textes montre toute la différence entre le judaïsme, religion que je respecte et le sionisme politique, nationaliste et colonialiste que je combats comme tous les autres nationalismes.

Ils révèlent en outre l'imposture de ceux qui aujourd'hui brandissent les cadavres des victimes qu'ils n'ont pas voulu sauver.

Où sont, en tout cela mes **diffamations** contre les dirigeants sionistes ?

A moins que l'on appelle diffamation dénoncer l'infamie.

d) - Du mépris à la sacralisation des victimes

Et ceci d'autant plus que les sionistes d'alors ne se contentaient pas d'abandonner les victimes, mais encore ils les méprisaient.

L'écrivain Yehudi Hendel déclara un jour à la télévision israélienne en juin 1989 :

"Disons-le brutalement, il y avait quasiment deux races dans le pays. Ceux qui pensaient qu'ils étaient des dieux; ils avaient eu l'honneur et le privilège de naître à Degania ou bien dans le quartier Borochov de Guivataim; j'ai grandi dans un quartier ouvrier près de Haïfa. On peut dire avec certitude que là vivait une race inférieure. Des gens que nous considérions comme inférieurs, qui étaient affectés d'une sorte de malformation, une espèce de bosse dans le dos; c'était ceux qui étaient arrivés après la guerre. On m'a appris à l'école que la chose la plus laide, la plus vile n'était pas l'exil, mais le juif qui en venait."

"Ces gens sont laids, moralement appauvrissant, suspects et difficiles à aimer." déclara Leah Goldberg, lors d'une réunion d'écrivains convoqués par Ben Gourion. (Cité par Tom Segev, *op. cit.* p. 218.)

Pour Ben Gourion en effet, si les victimes juives étaient persécutées dans les pays dominés par Hitler, c'est qu'ils n'avaient pas écouté à temps son appel pour se réfugier en Palestine.

Un Membre de l'Agence juive, osa même dire que s'était élevé un **mur étrange** entre les survivants du massacre et les Israéliens de naissance. Ben Gourion l'appela **une barrière de sang et de silence, d'angoisse et de solitude**.

L'on conçoit dès lors aisément pourquoi Joseph Proskauer, juge à New-York, et président honoraire du Congrès juif américain, envoyait à Ben Gourion, le 31 mai 1961, une lettre de protestation contre la prétention de Ben Gourion de parler au nom du judaïsme mondial. (Cit. par Tom Segev, *op. cit*., p. 391)

Tout comme le Conseil américain pour le judaïsme envoyait une lettre à M. Christian Herter "pour dénier au gouvernement israélien le droit de parler au nom de tous les juifs." (*Le Monde* du 21 juin 1960)

Ben Gourion répondit qu'il était "un juif qui ne s'intéresse pas à ce que les non-juifs racontent." (Lettre à Itzhac Cohen du 11 avril 1961.)

"Au lieu de se laisser conduire au massacre comme des moutons." comme l'écrivait Friedenson dans son livre : *Un chemin dans les cendres* p. 155-157.

"Pourquoi, ils ne se sont pas battus ?" (p. 157)

Il s'attachait d'ailleurs à les défendre.

Les Ben Gourion, protégés, en Palestine, par les Anglais qu'ils haïssaient, ne savaient pas ce que coûtait la résistance dans un camp de concentration. Nous qui l'avons vécue, déportés à Djelfa, au Sahara, en 1941, parce qu'on ne déportait pas encore en Allemagne, lorsque nous avons voulu saluer, par notre chant : **Allons au-devant de la vie** l'arrivée des autres déportés des Brigades internationales, le Commandant du camp ordonna de nous fusiller. Nous ne dûmes la vie qu'au refus des soldats Ibadites (une secte musulmane du sud) pour qui un homme armé ne tire pas sur un homme désarmé.

De notre résistance, inefficace mais symbolique, nous avons au moins appris que si l'on ne peut pas toujours défendre sa vie l'on peut toujours défendre son honneur.

C'est pourquoi nous n'avons jamais distingué dans nos camps, qui était juif, comme Bernard Lecache, et qui ne l'était pas, et nous avons pu comprendre fraternellement la situation de nos camarades, juifs ou non juifs, des camps d'Allemagne.

Et puis, brusquement, après la guerre des Six jours, l'attitude des dirigeants sionistes changea et le mépris des victimes de la Diaspora se transforma en son contraire, avec la même exagération : les déportés n'étaient pas tous des héros, mais ils étaient tous des victimes.

Une fois de plus était proclamée la singularité des victimes juives, comme si la mort des autres échappait à cette loi.

A propos du procès qui m'était fait et de la campagne médiatique menée contre moi et contre mon frère l'abbé Pierre, Francis Martens, de l'université catholique de Louvain, écrivait dans *Le Monde* du 21 mai 1996:

"Ce n'est pas un hasard si le terme "mythe" s'échappe aussi souvent de leurs plumes... De l'hypothèse selon laquelle la mythologisation banalisation d'Auschwitz, fait le lit du négationnisme, découle qu'il faut peser nos mots. Parler d'"Holocauste" ou de "Martyrs" dans le cas du génocide est tout aussi malvenu que l'évocation du "détail" il ne s'agit pas de "martyrs" mais de victimes. Les martyrs meurent parfois choisissent de mourir pour une cause. Les victimes ont seulement le tort de croiser le chemin du bourreau.

"Quant au terme d'"Holocauste" (repéré chez Mauriac dès 1958), il y a là une métaphore au lyrisme aberrant. Dans l'univers sacrificiel des Hébreux, l'holocauste est l'offrande faite à Dieu, par consumation totale, d'un animal pur et sans tache. Appliquée au génocide, la logique de cette image assimile le Führer au Grand Prêtre d'Israël et voile la réalité crue de l'extermination d'une rhétorique à l'imaginaire délirant.

La sacralisation d'une Shoah parfois perçue comme envers satanique du mythe de "l'élection" ne vaut pas mieux que son instrumentation médiatique."

Dans la voie de cette **unicité** de la souffrance juive, où tout se passe comme si la souffrance des autres n'existait pas puisqu'elle ne s'inscrivait pas, comme celle des juifs, dans le dessein éternel de Dieu, la tendance s'inverse chez les sionistes, et prend même la forme caricaturale que lui donne Elie Wiesel :

"Pourquoi est-il admis que nous pensions à l'holocauste avec honte? Pourquoi ne le revendiquons-nous pas comme un chapitre glorieux de notre histoire éternelle ?

Aujourd'hui, tout tourne autour de l'expérience de l'Holocauste, Pourquoi alors y faisons-nous face avec une telle ambiguïté ? Peut-être que cela devrait être la tâche des éducateurs et des philosophes juifs : de rouvrir l'événement comme une source de fierté, de le reprendre dans notre histoire." (JV, p. 288)

Ce revirement sioniste était dû à des raisons politiques (la guerre des Six jours), et à la volonté de réintroduire la catastrophe antérieure dans la continuité théologique de l'histoire du peuple élu.

3) - La contradiction fondamentale du sionisme et sa politique terroriste

Cette contradiction du sionisme était contemporaine de la création de l'Etat d'Israël : Ben Gourion, "un homme qui considérait le judaïsme comme la catastrophe historique du peuple" 5 (Comme témoigne le professeur Leibowitz en rapportant ses conversations avec lui. (Dans son livre : *Israël et judaïsme*, Ed. Desclée de Brouwer p. 138) avait fait en 1948, un compromis avec les juifs orthodoxes. Bien qu'il souhaitât la séparation de la religion et de l'Etat, il imposa l'enseignement religieux dans les écoles (pour maintenir la clé de voûte de la doctrine sioniste sur la **Promesse de la terre**), et il accepta que les lois sur le mariage, le divorce, les funérailles, relèvent de la tradition talmudique du rabbinat.

Une loi dite : "Loi sur la juridiction des tribunaux rabbiniques" (loi 5713. 1953) stipule :

"- Article 1 : Tout ce qui concerne le mariage ou le divorce des Juifs en Israël, nationaux ou résidents, est exclusivement de la compétence des tribunaux rabbiniques.

- Article 2 : Les mariages et divorces des Juifs s'effectueront, en Israël, en vertu de la loi établie par la Thora."

Après 1967, il fallut donc dans le même esprit, donner une signification messianique à toute l'histoire, la fondation de l'Etat d'Israël devenant un événement eschatologique et se trouvant ainsi sacralisé comme une nouvelle idole.

C'est en ce sens que Schlomo Avineri pouvait écrire : "Être juif aujourd'hui signifie être lié à Israël." (*The Making of Modern Zionism*) (1981, p. 219)

Cette sacralisation comportait de multiples conséquences : L'Holocauste devenait un argument fondamental à l'appui de l'idée de la création de l'Etat d'Israël et de sa politique.

D'abord parce que Dieu l'avait voulu, ensuite parce que Hitler (comme autrefois Nabuchodonozor, en avait été l'instrument pour châtier et racheter **son** peuple). Israël pouvait se placer au-dessus de toute loi humaine, en particulier ne tenir aucun compte des résolutions ou des condamnations des Nations Unies.

Dès la décision de partage de la Palestine, Ben Gourion déclarait: "L'Etat d'Israël considère que la résolution des Nations Unies du 29 novembre 1947, est nulle et non avenue." (*New York Times* du 6 décembre 1953) et il commençait son œuvre de grand expulseur.

Une autre conséquence fut la prétention de cet Etat de considérer ses lois comme prévalant sur la loi de tous les autres peuples.

Les dirigeants sionistes ne cachaient pas ce rôle de leur lobby. Ben Gourion déclarait clairement : "Quand un Juif, en Amérique ou en Afrique du Sud, parle à ses compagnons juifs de "notre" gouvernement, il entend le gouvernement d'Israël." (Source : *Rebirth and Destiny of Israël*, 1954, p. 489).

c) - La *sélection* sioniste

Au procès d'Eichmann à Jérusalem le rôle de Käsztner ayant été évoqué, le Procureur général Haïm Cohen rappelait aux juges : "si cela ne coïncide pas avec votre philosophie vous pouvez critiquer Käsztner. Il a toujours été dans notre tradition sioniste de sélectionner une élite pour organiser l'immigration en Palestine... Käsztner n'a rien fait d'autre." (Source : *Court record* 124/53. Jérusalem district court)

Ce haut magistrat invoquait en effet une doctrine constante du mouvement sioniste : il n'avait pas pour objectif de sauver des juifs mais de construire un Etat juif fort.

Le professeur Leibowitz le confirme dans son livre. Il répond à cette question: Acceptez-vous ce jugement que le "Yishouv" (nom donné à la communauté juive de Palestine avant la proclamation de l'Etat d'Israël) n'a pas fait assez pour sauver les juifs d'Europe pendant la Shoah?

"Il n'a rien fait du tout, mais vous pouvez en dire autant du judaïsme américain."

L'objectif essentiel des sionistes n'était pas de sauver des vies juives mais de créer un Etat juif en Palestine. Le premier dirigeant de l'Etat d'Israël, Ben Gourion, proclame sans ambages, le 7 décembre 1938, devant les dirigeants sionistes du **Labour** : "Si je savais qu'il est possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les amenant en Angleterre, et seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Eretz Israël, je choisirais la deuxième solution. Car nous devons tenir compte non seulement de la vie de ces enfants, mais aussi de l'histoire du peuple d'Israël." (Source : Yvon Gelbner, "Zionist policy and the fate of European Jewry", dans ***Yad Vashem Studies***, Jérusalem. Vol. XII, p. 199.)

En effet, malgré les massacres d'Hitler, le sionisme n'avait pas réalisé ses objectifs : rassembler tous les juifs du monde en Palestine. Ni les motivations religieuses, ni les massacres d'Hitler, n'y avaient suffi : 16 % seulement des immigrés juifs de l'Europe dominée par les nazis avaient choisi la Palestine alors que 78 % avaient choisi l'Union Soviétique et 6 % les pays occidentaux.

Ce cynisme n'était pas propre à Ben Gourion, mais à tous les dirigeants sionistes de l'Agence juive et du Yishouv que les résistants juifs appelaient Le Judenrat de Palestine La question, dit Tom Segev (op. cit. p. 56 p. 126 sqq) était de savoir que faire des réfugiés qui n'étaient ni sionistes ni aptes à aider à la construction d'une société nouvelle en Palestine. "Dieu seul sait comment la pauvre petite terre d'Israël pourrait intégrer ce fleuve humain et s'en sortir avec une structure sociale saine", écrivait Chaïm Weizmann (**The letters and papers of Chaim Weiztmann**, 1er décembre 1935 (ACS, S7144)

Au 23e Congrès de l'organisation sioniste mondiale il précise à propos des devoirs d'un Juif à l'étranger, que : "l'obligation collective de toutes les organisations sionistes de diverses nations d'aider l'Etat juif en toute circonstance est inconditionnelle, **même si une telle attitude entre en contradiction avec les autorités de leurs nations respectives."** (Source: Ben Gourion: "Tasks and character of a modern Zionist," ***Jerusalem Post*** du 17 août 1952 et **Jewish telegraphic Agency** du 8 août 1951.)

Cette confusion du judaïsme comme religion (respectable comme toute autre) avec le sionisme politique comportant allégeance inconditionnelle à l'Etat d'Israël se substituant au Dieu d'Israël, ne saurait que nourrir l'antisémitisme.

A partir de cette fausse transcendance tous les moyens étaient justifiés pour atteindre une fin divine.

Nous avons montré, et l'ouverture des archives israéliennes l'a confirmé, que la "terre promise" était une terre conquise, l'expulsion des autochtones par le fer et le feu, comme à Deir Yassin, était justifiée par l'accomplissement d'une promesse divine.

Quiconque mettait en cause cette promesse méritait la mort de la main d'un assassin de droit divin. Et ceci depuis 50 ans : le 16 septembre 1948, le comte Bernadotte remettait aux Nations Unies son rapport **A 648** décrivant "le pillage sioniste à grande échelle et la destruction de villages."

Il concluait à la nécessité du retour "des réfugiés arabes enracinés dans cette terre depuis des siècles."

Son rapport **A 648** fut déposé le 16 septembre 1948, le 17 septembre il était assassiné dans la partie de Jérusalem occupée par les sionistes. Son assassin Nathan Friedman-Yellin arrêté, condamné à 5 ans de prison est amnistié. Deux ans plus tard, en 1960, il est élu député à la Knesset.

Lord Moyne secrétaire d'Etat britannique avait déclaré, le 9 juin 1942, que les juifs actuels n'étaient pas les descendants des anciens hébreux, et qu'ils n'avaient pas de "revendication légitime sur la terre sainte". Le 6 novembre 1944, Lord Moyne est abattu au Caire par deux membres du groupe Stern d'Itzac Shamir. Un tiers de siècle

plus tard le 2 juillet 1975, *l'**Evening Star*** d'Auckland révélait que les corps des deux assassins étaient enterrés au Monument des héros, à Jérusalem.

Tout comme le meurtrier de 29 Arabes en prière au tombeau des patriarches, Baruch Goldstein, reçut l'hommage des colons de Kiriat Arbat, à Hébron, ils lui érigèrent un mausolée portant la mention: "Au héros Baruch Goldstein" et, sans réaction du gouvernement, ils viennent en pèlerinage lui porter des fleurs.

De même le président Rabin, en châtiment de ses tentatives de paix qui comportaient la restitution de certains territoires **bibliques** aux Palestiniens, abattu par un autre assassin de droit divin, à qui les intégristes apportent des fleurs et des présents dans sa prison.

Le meurtre est ainsi devenu pratique courante et même sacrée dans la politique israélienne qui invoque la **sécurité** des colons et de l'Etat.

Ces prétextes de **sécurité** assimilent, comme le faisait Hitler, la **résistance** et le **terrorisme**.

1 116 Palestiniens ont été tués depuis le début de l'Intifada (la révolte des pierres), le 9 décembre 1987, par les tirs des militaires, des policiers ou des colons. Soit 626 en 1988 et 1989, 134 en 1990, 93 en 1991, 108 en 1992, et 155 du 1er janvier au 11 septembre 1993. Parmi les victimes figurent 233 enfants âgés de moins de dix-sept ans d'après une enquête réalisée par Betselem, l'association israélienne des droits de l'homme.

Des sources militaires chiffrent à près de vingt mille, le nombre des Palestiniens blessés par balles, et l'Office des Nations Unies pour l'aide aux réfugiés de Palestine (U.N.R.W.A.), à quatre-vingt-dix mille.

Trente-trois soldats israéliens ont été tués depuis le décembre 1987, soit 4 en 1988, 4 en 1989, 1 en 1990, 2 en 1991, 11 en 1992 et 11 en 1993.

Quarante civils, pour la plupart des colons, ont été tués dans les territoires occupés, selon un décompte établi par l'armée.

Selon les organisations humanitaires, quinze mille Palestiniens, en 1993, sont détenus dans les prisons de l'administration pénitentiaire et dans les centres de détention de l'armée.

Douze Palestiniens sont morts dans les prisons israéliennes depuis le début de l'Intifada, certains dans des conditions qui n'ont pas encore été éclaircies, assure Betselem. Cette organisation humanitaire indique aussi qu'au moins vingt mille détenus sont torturés, chaque année, dans les centres de détention militaire, au cours d'interrogatoires. (Source : ***Le Monde*** du 12 1993.)

Le périodique israélien ***Migvar*** de novembre 1982 écrivait : "Selon les données du ministre de l'Intérieur Yosef Burg, en 1988, dix juifs ont été tués par les terroristes et huit en 1982. Par contre, nous avons tué environ mille terroristes, en 1982, et causé la mort de plusieurs milliers d'habitants d'un pays ennemi (le Liban. R. G.). Il en résulte

donc que pour 18 juifs tués nous avons tué, en revanche des milliers de Gentils. C'est indiscutablement un succès spectaculaire du sionisme. J'oserais même dire excessif." Cité par Noam Chomsky dans son livre : (***The Fateful triangle*** (le triangle fatal) p. 74.)

Les assassinats de dirigeants résistants de l'OLP sont innombrables. Pour n'en retenir que quelques exemples Said Hamman assassiné à Londres en 1978; Naim Kider à Bruxelles en 1981; Sartawi au Portugal lors d'un Congrès de l'Internationale socialiste en 1983, et bien d'autres, jusqu'à la tentative manquée des services secrets israéliens en Jordanie pour assassiner le chef du Hamas.

La milice armée du Bétar (celle qu'Hitler autorisa pendant cinq ans, de 1933 à 1938) a poursuivi ses activités, porter l'uniforme et le drapeau avec la chemise brune, publier son bulletin, délivrer même des permis d'émigration en Palestine (Tom Segev : ***Le septième million*** p. 45). Elle poursuit ses agressions dans la France d'aujourd'hui: deux militants du Bétar furent condamnés mardi 10 février 1998 pour avoir frappé, à coups de battes de base-ball, des personnes dont la plupart septuagénaires, assistant à une conférence sur la collaboration de Vichy. (***Le Monde***, du 12 février 1998). Même le journal israélien ***Haaretz*** dénonce son racisme. (***Libération***, 26 décembre 1997).

En Israël, à l'occasion du 50e anniversaire de l'Etat, fut projeté à la télévision un film ***Tekouma*** (Résurrection), en 22 feuilletons. Le film retrace toute l'histoire d'Israël. L'une des émissions était consacrée au terrorisme palestinien et, dans un souci d'objectivité, donnait la parole à des réfugiés arabes évoquant les massacres commis par l'armée israélienne en 1967 et 1982. La réalisatrice Ronit Weiss Berkovitz, l'a intitulé **Biladi** (Notre pays.) du nom de l'hymne national palestinien. Le scandale fut grand chez les intégristes, car on avait donné la parole à l'ennemi et ils n'admettent aucun dialogue : des images d'archives montraient des camps de réfugiés et Mme Golda Meir niant l'existence du peuple palestinien. Un autre épisode sur autre Israël évoquait la difficulté d'intégration des juifs séfarades, venus des pays arabes au cours des années 1970 dans un pays fondé par les Ashkénazes (venus d'Europe). Le ministre de la communication Limor Livnat, sans avoir vu le film, mais sous l'impulsion d'Ariel Sharon, demande la censure. La télévision résiste.

Alors pleuvent chez la réalisatrice les menaces anonymes de mort, du genre : "On va te brûler, gauchiste, pro-arabe". C'est la seule réponse que connaissent les disciples des **hommes noirs** à toute tentative de pensée critique.

(Voir l'article de Christophe Boltansky dans ***Libération*** du 5 avril 1998 et celui du correspondant du ***Monde*** à Jérusalem dans ***Le Monde*** du 6 avril 1998).

Tout comme, après la sortie de mon livre, et plus encore après le lynchage médiatique dont je fus l'objet, et le prononcé du premier jugement, je reçus des menaces de mort du même genre.

Les milices du Bétar se livrèrent, dans ce palais de Justice, à une véritable *ratonnade*, contre six journalistes dont deux durent être hospitalisés d'urgence à l'Hôtel Dieu.

Le ministre de l'Intérieur, à qui avait été communiquée ma plainte, me répondit, dans une lettre signée de sa main.

Ces incidents donnent à ma demande d'appel tout leur sens : demander à la justice de mettre fin à ces agressions verbales ou physiques, si contraires à la tradition française en matière de liberté d'expression dans le livre ou la presse lorsqu'elles ne comportent, comme le reconnaît le premier jugement, aucun appel à la violence.

Quant à la sécurité des frontières de l'Etat, il serait plaisant, si ce n'était sinistre de l'évoquer pour un pays qui occupe les frontières de tous ses voisins, au Liban comme au Golan.

Est-ce une **diffamation** de dénoncer cette politique meurtrière ?

Oui, si on appelle **diffamation** la protestation contre l'infamie.

Alors en quoi consiste une **diffamation** ?

A parler de mythe et de lobby ?

La réponse est aisée.

a) - Déconstruire les mythes sionistes

En ce qui concerne les **mythes,** expression qui avait tant indigné mes accusateurs, les choses sont devenues plus claires depuis le procès dont nous faisons aujourd'hui appel.

Le professeur Ze'ev Sternhell, professeur de sciences politiques à l'université hébraïque de Jérusalem et auteur du livre : ***The Founding Myths of Israel Nationalism***, (Les mythes fondateurs du nationalisme israélien) publié à Princeton University Press en 1997, écrit dans ***Le Monde Diplomatique*** de mai 1998, "Jamais la remise en cause de nos mythes fondateurs n'avait été aussi répandue."

Je n'ai pas la prétention de m'en attribuer le mérite car le mouvement a commencé, en Israël même, avant mon livre, mais je suis fier d'y avoir apporté ma contribution et de continuer à participer à ce mouvement de libération intellectuelle.

En France même, le remarquable essai de M. Ilan Greilshammer, professeur de sciences politiques à l'université Bar Ilan : ***La nouvelle histoire d'Israël***, vient de sortir chez Gallimard. L'abbé Pierre a, le premier, attiré mon attention, sur cet ouvrage en me disant : "Lis-le vite, il confirme nos idées." En l'étudiant j'ai pu voir, même au-delà de la partie de mon livre où je traite de problèmes historiques (bien que ce ne soit pas mon problème principal qui est celui de la manipulation de l'histoire pour justifier une politique) qu'il confirmait toutes mes analyses. Je comprends fort bien que le professeur Greilshammer, pour publier un ouvrage aussi audacieux, ait besoin de se couvrir en parlant de mon **antisémitisme délirant** alors que je défie quiconque de trouver dans mon livre une seule ligne où le mot juif soit employé en un sens péjoratif. Mais je lui suis reconnaissant d'avoir apporté une si érudite confirmation à la partie historique de mon livre, et contribué si puissamment au dévoilement de la vérité.

Mme Françoise Smyth, ancienne doyenne de la faculté protestante de Paris, y avait aussi contribué sur le plan de l'exégèse par son livre : ***Les mythes illégitimes***. Après que je lui eus soumis mon livre et qu'elle y eût apporté quelques précisions, elle m'écrivait, dans sa lettre du 21 décembre 1996 : "raconté ainsi et même sans Netanyahou, tu n'es pas attaquable."

Sur le même plan le théologien André Laudouze écrivait dans sa recension de mon livre : ***L'affaire Israël : le sionisme politique***, de 1983 : "Quant à la prétention biblique, l'idée de peuple "élu est "historiquement infantile" politiquement criminelle et théologiquement insupportable. Car, des "Elus" impliquant des "Exclus", toute politique prétendant se fonder sur ce mythe conduit à la négation et au refus de l'autre."

(Bien entendu, cet auteur se référait à la lecture sioniste de la Bible et non à l'Esprit de l'Ecriture.)

Enfin, du point de vue juif, le rabbin Elmer Berger, président du Conseil américain pour le judaïsme dans une conférence à l'université de Leiden en Hollande, publiée le 20 mars 1968, à New York, sous le titre: ***Prophecy, Zionism and the State of Israel***, avec une Préface d'Arnold Toynbee, disait: "Sion n'est sainte que si la loi de Dieu y règne, et ce n'est pas la même chose que de dire: toute loi qui vient de Sion est sainte."

Dénonçant une théologie prostituée il conclut: "L'actuel Etat d'Israël n'a absolument aucun droit, en raison de sa conception totalitaire selon laquelle l'Etat est tout, à prétendre qu'il est l'accomplissement de l'ère messianique."

Il cite les paroles de Jérémie contre le roi Sedecias qui n'a pas respecté l'Alliance : "Voici ce que vous direz à Sedecias : " Les armes que vous maniez pour faire front au roi de Babylone et aux Chaldéens qui vous assiègent, je vais les détourner contre vous pour amener l'ennemi au coeur de la ville. Etendant la main et de toute la force de mes bras, c'est moi qui vous ferai la guerre. Je m'acharnerai contre vous de toute ma colère et de toute ma fureur." (Jérémie XX, 4-5).

"Israël, ajoute le rabbin Elmer Berger, n'est pas au-dessus des lois sous prétexte qu'il existerait et agirait comme instrument de la loi supérieure du Dieu de tous les hommes. Tel est le point crucial."

Tous les mythes fabriqués par les dirigeants sionistes israéliens pour justifier leur politique et leurs exactions, tendent à masquer ces vérités historiques et théologiques par une manipulation idéologique médiatiquement orchestrée.

Dans un article intitulé : ***De la mythologie à l'histoire*** l'auteur cite le livre de Ze'ev Sternhell :

"La continuité historico-religieuse a constitué un pilier du sionisme, la BIBLE étant lue comme un titre de propriété sur la terre", poursuit l'auteur des "origines d'Israël."

De là ont pu naître certains mythes fondateurs : une "terre sans peuple pour un peuple sans terre"; un nouvel **Etat idéal** tout de justice et de beauté, des guerres "défensives menées dans la pureté des armes".

Depuis une dizaine d'années, les chercheurs ont entamé un travail de "déconstruction" des mythes : Benny Morris avec la ***Naissance du problème des réfugiés palestiniens***. Tom Segev avec ***Les premiers israéliens*** et ***Le septième million***, Ilan Pappe, Avi Shlaim et d'autres. Pour eux il s'agit moins de *nouvelle histoire*, que d'histoire tout court, puisqu`"avant il n'y avait que de la mythologie" selon Morris.

Nous ne reviendrons pas sur le mythe le plus délirant, celui d'une "terre sans peuple pour un peuple sans terre", dont Mme Golda Meir tirait son affirmation que les Palestiniens n'existaient pas et que les sionistes arrivaient dans un désert. Mensonge d'autant plus flagrant et conscient que Mme Golda Meir ne pouvait ignorer le témoignage de l'un des plus anciens sionistes Asher Ginsberg (dont le pseudonyme était Ahad Ha'am (Un du peuple) :

"A l'extérieur, nous sommes habitués à croire que Eretz-Israël est aujourd'hui quasi désertique, un désert sans cultures, et que quiconque désire acquérir des terres peut venir ici s'en procurer autant que son coeur désire. Mais en vérité il n'en est rien. Sur toute l'étendue du pays, il est difficile de trouver des champs non cultivés. Les seuls endroits non cultivés sont des champs de sable et des montagnes de pierres où ne peuvent pousser que des arbres fruitiers, et ce, après un dur labeur et un grand travail de nettoyage et de récupération." (Source : Ahad, ***œuvres complètes*** (en hébreu). Tel-Aviv, Devir Publ. House, 8e édition. p. 23.)

Un autre mythe fut celui du départ volontaire des Palestiniens autochtones, alors que Benny Morris, dépouillant les archives, a montré qu'il s'agissait d'une sanglante chasse à l'homme.

Ce qu'un historien israélien d'aujourd'hui appelle ***Le péché originel d'Israël*** avait été dénoncé depuis longtemps.

Pour Meir Pail dans ***Yedioth Aharonoth*** du 29 avril 1972, dont le témoignage sur le massacre de Deir Yassin était confirmé par le représentant de la Croix Rouge, Jacques de Reynier qui était sur les lieux le jour du crime et en a tout vu, le mythe ou plutôt le mensonge créé par Ben Gourion a été nourri pendant un demi-siècle de propagande sioniste jusqu'à ce que le professeur Benny Morris retrouve, dans les archives enfin ouvertes, la vérité, et qu'il ait le courage de la dire dans son livre publié aux Etats-Unis par Cambridge University Press en 1987. Cette vérité lui valut d'être, en Israël, chassé de sa chaire. Alors que l'on savait que, dés 1947, le mot d'ordre de Joseph Weitz, directeur du département de la terre au Fonds national juif, était: "expulser autant d'Arabes que possible de nos régions... J'ai adressé la liste des villages arabes dont je pense qu'ils doivent être nettoyés afin d'homogénéiser les zones juives." (Joseph Weitz ***Journal*** p. 100.)

Toutes les guerres préventives de l'Etat d'Israël celle de l'expédition de Suez en 1956, avec la complicité de la France et de l'Angleterre, celle des Six jours, en 1967, qui commença par un véritable Pearl Harbour, l'aviation égyptienne étant bombardée et détruite au sol, le 5 juin 1967, sans déclaration de guerre (comme les Japonais avaient coulé la flotte américaine à Pearl Harbour sans déclaration de guerre), l'invasion du Liban en 1982, tous ces crimes contre l'humanité entraînant la mort de milliers de victimes, femmes, enfants, vieillards, furent couverts par le mythe selon lequel "il n'y avait pas d'autre choix."

Un exemple typique est celui de la guerre des six jours dont les sionistes israéliens ont fait leur plus beau titre de gloire. Là encore nul ne doutait, surtout pas les dirigeants israéliens que la vie d'Israël n'était nullement en péril.

Le 12 juin 1967 le Premier ministre Levi Eskhol annonça à la Knesset que "l'existence de l'Etat d'Israël tenait seulement à un fil, mais que les espoirs des dirigeants arabes d'exterminer Israel ont été anéantis."

Aucun dirigeant israélien ne pouvait croire à ce mensonge pour naïfs, à usage externe et interne. Un ancien ministre d'Israël, Mordekai Bentov le dénonça publiquement : "Toute cette histoire sur le danger d'extermination a été inventée et gonflée après coup pour justifier l'annexion de nouveaux territoires arabes." [1]

Ce que confirmait, du côté des militaires, le général Ezer Weizmann : "Il n'y a jamais eu un quelconque danger d'extermination." [2]

Ou le général Matityahu Peled : [3]

"La thèse selon laquelle le danger de génocide était suspendu sur nos têtes en juin 1967, et qu'Israël combattait pour son existence physique n'était qu'un bluff, né et développé après la guerre."

Le général Rabin écrit : [4]

"Je ne pense pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il envoya au Sinaï le 14 mai n'auraient pas été suffisantes pour lancer une offensive contre Israël. Il le savait et nous le savions."

L'agression et le mensonge conjugués avaient permis à Israël d'occuper le Sinaï. Mensonge, car les représentants officiels de l'Etat sioniste n'avaient cessé d'affirmer qu'ils ne cherchaient aucune annexion.

Il s'agissait d'une guerre de rapine et de conquête, dont le véritable caractère ne fut révélé qu'en mai 1997 par la publication d'une lettre du général Moshe Dayan, authentifiée par sa fille Yael Dayan, actuellement députée à la Knesset, montrant que l'entrée en guerre de la Syrie fut délibérément provoquée par Israël. Comme l'écrivait ***Témoignage Chrétien*** du 20 juin 1997 dans le courrier d'un lecteur, Pedro Scaron, "**Un énième mythe sioniste s'écroule**."

Je passe sur beaucoup d'autres mythes que démasque le professeur Ilan Greilshammer, qu'il s'agisse de ce qu'il appelle **le mythe de Massada** (p. 82-83) ou du mythe de la propriété collective :

"des Kibboutz, qui, selon le professeur Sternhell, ne groupait qu'une minorité infime de la population juive de Palestine et dont la fonction consistait essentiellement en la conquête de la terre. 75 % de l'argent arrivé dans le pays pour les financer provenait

---

[1] Mordekai Bentov, ***Al Hamishmar***, 14 avril 1972.
[2] Général Ezer Weizmann, ***Ma'ariv***, le 19 avril 1972.
[3] ***Ha'aretz***, 19 mars 1972.
[4] ***Ibidem*** (cité dans ***Le Monde*** du 3 juin 1972.)

du capital privé. L'âge d'or des pionniers, dit-il, était un mythe mobilisateur au service du nationalisme, tout comme l'égalité, au sein de la "Histadrout", centrale syndicale et géant économique qui, à la veille de l'indépendance, contrôlait 25 % de l'économie nationale... avec des disparités de salaires énormes." (***Le Monde*** du mardi 21 mai 1996)

Ajoutons que les travailleurs non-juifs n'étaient pas admis dans ce syndicat.

Citons encore le mythe de David et Goliath présentant l'Etat d'Israël comme un petit David face au géant arabe, alors que la supériorité militaire d'Israël, dès 1948, était écrasante: son armée, la Hagana, durant la guerre de 1948 comptait 60.000 hommes armés par les pays de l'ouest comme de l'Est (en particulier la Tchécoslovaquie) en face de 25.000 à 30.000 hommes des armées arabes constituées par un amalgame de Palestiniens décimés par la répression de la grande révolte de 1936-1939 contre les Anglais, et d'une coalition arabe hétéroclite et sans plan stratégique commun.

Lors de l'invasion du Liban, en 1982, se manifestèrent les mêmes impostures :

- D'abord le déclenchement de cette nouvelle guerre préventive. Le prétexte en fut identique à celui de la ***Nuit de cristal*** : le 7 novembre 1938, un diplomate allemand était assassiné à Paris par un jeune juif appelé Grinspan. Ce fut le prétexte du premier grand *pogrom* nazi et d'une répression qui excluait les juifs de la vie économique.

En 1982, un attentat est commis à Londres contre un diplomate israélien : les dirigeants israéliens l'attribuent aussitôt à l'O.L.P et envahissent le Liban sous prétexte de **légitime défense**. Le crime était d'autant plus odieux qu'il reposait sur un mensonge.

Madame Thatcher a apporté devant la Chambre des Communes, la preuve que ce crime était l'œuvre d'un ennemi déclaré de l'O.L.P. Aussitôt après l'arrestation des criminels et au vu de l'enquête policière, elle déclare :

"Sur la liste des personnalités à abattre, trouvée sur les auteurs de l'attentat, figurait le nom du responsable de l'O.L.P. à Londres... Ceci tend à prouver que les assaillants n'avaient pas, comme l'a prétendu Israël, le soutien de l'OLP... Je ne crois pas que l'attaque israélienne sur le Liban soit une action de représailles consécutive à cet attentat : les Israéliens y ont trouvé un prétexte pour rouvrir les hostilités."

L'agression était en effet préméditée.

Ben Gourion en avait précisé l'objectif :

Le 21 mai 1948 Ben Gourion écrivait dans son ***Journal :***

"Le talon d'Achille de la coalition arabe, c'est le Liban. La suprématie musulmane dans ce pays est artificielle, et peut aisément être renversée; un Etat chrétien doit être instauré en ce pays. Sa frontière sud serait la rivière du Litani." (Source : Michaël Bar Zohar. ***Ben Gourion. Le prophète armé.***)

Le 16 juin, le général Moshé Dayan précise la méthode. (Cf. p. 32.)

Sur les moyens qui illustrent l'imposture du mythe de David et de Goliath, l'ambassadeur de France à Beyrouth à cette époque, M. Paul Marc Henry, dans son livre : ***Les jardiniers de l'enfer*** (p. 124) témoigne :

"Il s'agit d'une concentration armée sans précédent. Au moment le plus fort de l'invasion, Tsahal mobilise au Liban près de cent mille hommes. Plus de mille blindés (M. 60, Merkava de plus de soixante tonnes et Chieftain), ainsi qu'un nombre équivalent de VTT M113, y sont déployés. Les colonnes blindées sont entièrement autonomes et disposent du soutien de plusieurs milliers de véhicules divers pour assurer le ravitaillement en armes, munitions et carburant de l'armée en campagne. Tous les détachements sont reliés par un système de communication et de transmission électronique, considéré par les experts comme le plus sophistiqué du monde.

Cette armée vise à la domination absolue de l'espace terrestre par l'élimination physique de toute opposition. Elle bénéficie du contrôle quasi total de l'espace aérien...

Enfin, la marine israélienne est entièrement maîtresse de l'espace maritime. Equipée de vedettes rapides et ultra-armées (les "vedettes de Cherbourg" et leurs dérivés), elle est en mesure d'interdire tout envoi de secours de l'extérieur, de protéger les tentatives de débarquement, d'apporter l'appui de sa considérable puissance de feu au matraquage des villes assiégées, comme Beyrouth et Damour.

Sur l'usage de cette force Randal (dans son livre : ***La guerre de mille ans***) témoigne :

"Indéniablement, les Israéliens préféraient, aux méthodes artisanales des guerriers libanais, la technologie moderne et la puissance de feu éprouvée, les F-16, les bombes téléguidées, le phosphore blanc, les tanks, les bombes anti- personnel, et les canons de leurs navires.

Pour ce qui est de soulever le cœur, je ne connais rien de tel que le service des grands brûlés d'un hôpital; à Beyrouth, après que les artilleurs israéliens, naguère renommés pour leur précision, eurent commencé à expédier des obus sur les institutions signalées par d'énormes drapeaux marqués d'une croix rouge, y compris le quartier général du Comité international de la croix Rouge, les hôpitaux de fortune installés dans les sous-sols et les garages étaient particulièrement atroces. Les chirurgiens durent se lancer, à leur corps défendant, dans ce qu'ils baptisèrent l'amputation Begin", c'est-à-dire l'ablation de membres déchiquetés par des bombes anti-personnel et d'autres projectiles perfectionnés utilisés par les Israéliens."

Restait à égorger les Palestiniens des camps.

Le témoignage d'un témoin oculaire du siège, l'ambassadeur de France Paul-Marc Henry, est particulièrement saisissant :

"L'ordre général donné à l'armée israélienne pour leur entrée dans Beyrouth Ouest aux petites heures du matin du 15 septembre indique précisément que "nous n'entrerons pas dans les camps de réfugiés. Le ratissage et le nettoyage des camps seront effectués conjointement par les Phalanges et l'armée libanaise". Quant à l'armée libanaise elle

est "autorisée à entrer n'importe où à Beyrouth selon sa demande". En fait, d'après le rapport Kahane, l'entrée des Phalanges dans les camps de réfugiés avait déjà été décidée d'un commun accord, entre le général Sharon, ministre de la Défense, et le général Drori, la veille au soir, à vingt heures trente.

Au cours de la journée du jeudi 15 l'armée israélienne avait procédé à un bouclage complet de la zone des camps, ce dont nous avons pu nous rendre compte nous-mêmes en partant de la Résidence des Pins." (Paul-Marc Henry. ***op. cit.*** p. 207.)

La très indulgente commission Kahane chargée de l'enquête sur Sabra et Chatila, attribuait le massacre à des **négligences** ou à l'ignorance des faits; elle demandait pourtant des sanctions contre les responsables de ce que nous sommes obligés d'appeler un crime contre l'humanité : écarter les chefs responsables : Ariel Sharon et Raphaël Eytan.

Aujourd'hui : Sharon est le principal ministre et l'élément moteur du gouvernement Netanyahou, Eytan a aussi son siège dans le ministère.

Et moi, je suis le **diffamateur** de cette infamie.

A l'époque, avec le Père Lelong et le Pasteur Matthiot, nous avons montré, dans ***Le Monde*** du 17 juin 1982 que l'agression du Liban était dans la logique du sionisme politique. La LICRA nous traduisit devant les tribunaux qui, à trois reprises, en instance, en appel et en cassation, la déboutèrent et la condamnèrent aux dépens.

Maintenant que reste-t-il de ces diffamations ?

Celles de quelques écrivains et cinéastes, metteurs en scène des **Mythes fondateurs du nationalisme israélien** comme dit le professeur Ze'ev Sternhell.

Par exemple, en ce qui concerne les films, parmi les multitudes qui nous sont assénées chaque semaine, à la télévision comme dans les salles, nous retiendrons seulement les plus célèbres : ***Holocauste*** et ***Shoah***. L'on m'a reproché d'avoir, à leur propos, parlé de **navet** et de **Shoah-business** ? J'ai emprunté les deux termes à M. Vidal-Naquet.

Dans la revue ***Esprit*** d'avril 1979, parlant de ***Holocauste***, qu'il traite dans ***Les assassins de la mémoire*** (p. 149) de "reconstitution romanesque", il a ajouté en note: "J'ai rendu compte de cette minable fiction dans "Le navet et le spectacle" (Revue *Esprit*, avril 1979). Il ajoute d'ailleurs (p. 28), "Le chiffre de 6 millions de juifs assassinés qui provient de Nuremberg, n'a rien de sacré ni de définitif.""

Il dénonce "ce qu'il faut bien appeler l'instrumentalisation quotidienne du grand massacre par la classe politique israélienne. Du coup le génocide juif cesse d'être une réalité historique vécue... pour devenir un instrument banal de la légitimation politique... voire une occasion de tourisme et de commerce." (***op. cit.*** p. 130)

C'est lui qui parle de **Show-business** dont je reprends l'expression à propos de ***Shoah***. Déjà, en 1981(dans ***Yad Vashem Studies***, Jérusalem n·214) Léon Jick écrivait : "Il n'y a pas de business qui vaille la Shoah-business."

Je rappelais seulement que "Shoah", en 1985, avait reçu de Begin 850.000 dollars pour ce projet d'intérêt national. (**Agence télégraphique juive** du 20 juin 1986, et ***The Jewish Journal*** de New York du 27 juin 1986 p. 2).

"L'Holocauste n'est pas une marque déposée, ni un fonds de commerce !" s'exclame Alain Vidalies ("L'Holocauste, dommages et intérêts", ***Sud-Ouest***, 23 octobre 1990).

Alain Finkelkraut écrit :

"Claude Lanzmann se considère comme le concessionnaire exclusif de l'Extermination... il a inventé une nouvelle définition de l'antisémitisme : l'antisémite, c'est celui qui ne fait pas ses dévotions au Film unique. Cette auto-idolâtrie est grotesque et dégoûtante. Si Le "Nouvel Observateur" avait eu une once de charité, il n'aurait pas ainsi donné en spectacle la déchéance d'un artiste en mamamouchi." ("Le cas Lanzmann", ***Le Nouvel Observateur***, 31 janvier 1991, p. 118).

Tzvetan Todorov estime : "Shoah, film sur la haine, est fait avec de la haine et enseigne la haine." ***Face à l'extrême***, Seuil 1991. p. 255.

M. Vidal-Naquet ou M. Finkelkraut sont-ils donc des diffamateurs antisémites ?

b) - Démasquer le *Lobby* sioniste

J'aurais aussi, selon mes accusateurs, **diffamé** non seulement des personnes mais des groupes ethniques ou confessionnels, en employant le terme de **Lobby sioniste**.

Avant d'employer le mot (qui n'était pas encore en circulation de son temps) le fondateur même du sionisme politique, Théodore Herzl, a donné une parfaite expression de son contenu.

Dans sa lettre à Cecil Rhodes il expose : (***Diaries***, p. 1193)

"Au cours de cinq congrès, il a été créé une organisation qui compte des milliers d'associations dans le monde entier. Les Sionistes obéissent à un même mot d'ordre (*command*) de la Mandchourie à l'Argentine, du Canada au Cap de Bonne Espérance et à la Nouvelle-Zélande. La plus grande concentration de nos adhérents est en Europe de l'Est. Des cinq millions de Juifs de Russie, certainement quatre millions approuvent notre programme. **Nous avons des organisations** dans toutes les langues civilisées. Nos exigences sont formulées de telle manière qu'aucun gouvernement ne peut aller contre, même le gouvernement de Russie. En 1898 j'ai été reçu à Jérusalem avec quatre de mes collaborateurs comme représentant du sionisme; j'ai transmis un mémorandum au Sultan."

C'est en effet dans son entrevue avec le sultan Abdul Hamid pour lui acheter la Palestine qu'il précise le rôle de son groupe de pression.

"Que le Sultan nous donne ce morceau de terre, et, en échange, nous remettons ses finances en ordre et nous influencerons l'opinion publique en sa faveur dans le monde entier." (8 juin 1896, T. I, p. 363).

Voilà qui précise donc les leviers essentiels du sionisme : l'argent et les médias. Il ajoute :

"Je puis influencer la presse européenne (à Londres, à Paris, à Bonn et à Vienne) pour que la question arménienne soit abordée dans un esprit plus favorable aux Turcs" (21 juin 1896, T. I, p. 387).

Lorsqu'à Paris Bernard Lazare défend les Arméniens, Herzl le lui reproche (T. III, p 1201).

C'était en effet enlever à l'entreprise sioniste l'un de ses atouts : "Il y a un autre moyen de gagner le Sultan : c'est de le soutenir dans l'affaire arménienne." (7 mai 1896, T. I, p. 346).

Herzl faisait volontiers valoir la puissance de son lobby : "En Angleterre nous avons des amis chrétiens sans nombre, dans l'Eglise comme dans la presse, et, à la chambre des communes, trente-sept députés ont promis leur appui au sionisme." (T. III, p. 1195).

Son langage au Sultan est donc clair : Vendez-moi la Palestine et je redresserai vos finances, je paierai vos dettes, et je rehausserai votre image de marque par mon pouvoir de manipuler des médias.

Cette méthode est d'application universelle de la Palestine à l'Argentine.

"J'inviterai un petit nombre d'hommes à venir me voir, en leur faisant prêter serment de garder de secret, je leur révélerai le plan." (12 juillet 1895, T. I, p. 82).

"L'expropriation volontaire sera accomplie par nos agents secrets... Nous ne vendrons qu'à des Juifs. Certes nous ne pourrons pas faire cela en déclarant non valables les autres ventes. Même si cela ne va pas à l'encontre de la justice au sens du monde moderne, notre force ne suffirait pas à passer au travers." (12 juin 1895, T. I, p. 89).

En Amérique du Sud, par exemple, "au début, avant même qu'ils sachent où nous voulons en venir, nous pourrions obtenir de grandes concessions en échange du simple espoir d'un prêt à moins de un pour cent !" (12 juin 1895, T. I, p. 92).

Après la création de l'Etat d'Israël, Théodore Herzl, eut un parfait disciple en Ben Gourion qui donna au lobby mondial sa pleine dimension politique.

Dans la ***Jewish Newsletter*** du 9 janvier 1961 :

"Quand un juif, en Amérique ou en Afrique du Sud, parle à ses compagnons juifs de "notre gouvernement, il entend : le gouvernement d'Israël, de même que le public juif, dans divers pays, considère l'ambassadeur d'Israël comme son propre représentant."

Au vingt-troisième congrès de l'Organisation sioniste mondiale, en 1951, le premier chef de l'Etat sioniste, Ben Gourion, non seulement déclare: "Un sioniste doit venir en Israël en immigrant" mais, dans le même discours, définissant les devoirs des sionistes résidant à l'étranger, il précise que ces devoirs comportent, rappelons-le:

"l'obligation collective de toutes les organisations sionistes des diverses nations d'aider l'Etat juif en toute circonstance et inconditionnellement, même si une telle attitude est en contradiction avec les autorités de leurs nations respectives." ("Tasks and Character of a Modern Zionist" - ***Jérusalem Post*** du 17 août 1952 et **Jewish Telegraphic Agency**) Même au Congrès juif mondial, des opposants protestèrent, faisant valoir que l'action d'un tel statut du **mouvement sioniste mondial** risquait de susciter l'antisémitisme.

Cette directive claire a été depuis lors respectée, les sionistes se rangeant inconditionnellement aux côtés d'Israël.

Par exemple :

Au moment de l'invasion du Liban, en 1982, Elie Wiesel déclarait : "Comme juif je suis totalement solidaire de ce qui se passe en Israël et ce que fait Israël il le fait en mon nom aussi." (***Paroles d'étranger***, 1982)

En 1990, le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, déclarait à Jérusalem au premier ministre israélien Itzhac Shamir : "Chaque juif français est un représentant d'Israël... Soyez assuré que chaque juif en France est un défenseur de ce que vous défendez." (Source : Radio israélienne du lundi 9 juillet 1990).

Ce propos fut repris par ***Le Monde*** du 12 et du 13 juillet 1990 et par le quotidien de la Communauté juive de France : ***Jour J***, du jeudi 12 juillet 1990, où il ajoutait : "*Il n'y a pas dans mon esprit la moindre idée d'une double allégeance"*. On eût pu en effet s'y tromper !

L'une des incriminations portées contre moi comme preuve de **discrimination raciale** est l'emploi de l'expression **lobby sioniste** ou **lobby israélien**. Son existence est ancienne car, sans être encore baptisée, elle possédait son statut dans la loi de la Knesset du 24 novembre 1952 sur L'Organisation sioniste mondiale qui en fait une sorte d'organe extérieur de l'Etat d'Israël.

Article 5 : "L'Etat d'Israël compte sur la participation de tous les juifs et de toutes les organisations juives à l'édification de l'Etat." (***Israel Government Yearbook***, Jérusalem 1953-1954 p. 243).

Dans une nouvelle décision de la Knesset : **Principes fondamentaux du programme du gouvernement.** Le paragraphe 59 de cet acte législatif stipule: "En accord avec l'Organisation sioniste mondiale et la convention entre le gouvernement et l'exécutif sioniste, le Gouvernement accordera son soutien loyal au Mouvement sioniste, en soulignant ses exigences: réalisation des objectifs du sionisme contribution financière volontaire accrue, propagation de la langue hébraïque, développement du mouvement des pionniers; expansion de l'immigration et de l'installation, et afflux de capitaux vers Israël...; lutte contre toute manifestation de la tendance à l'assimilation et à la négation que les Juifs constituent un peuple."

Aux Etats-Unis ce lobby puissant est officiellement accrédité.

Dans un article intitulé : "Le poids du Lobby pro-israélien", le correspondant du ***Monde*** à Washington l'appelait "l'ambassade bis". Bien qu'il ne représente, avec ses 55.000 membres, qu'à peu près 1/100e de la communauté juive américaine de plus de cinq millions, il détient les leviers de commande du gouvernement.

FORTUNA, le magazine des affaires, vient de classer le lobby pro-israélien numéro deux au palmarès américain. Devant l'énorme centrale syndicale AFL-CIO; et loin, très loin, devant tout ce que le capitalisme compte aux Etats-Unis de puissants lobbies d'affaires.

Un exemple de cette puissance : lorsque le président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, le Sénateur Fulbright, fit une enquête sur le lobby et qu'il la résuma à la chaîne de télévision CBS du 7 octobre 1973, disant : "Les Israéliens contrôlent la politique du Congrès et du Sénat", aux élections suivantes il perdit son siège de Sénateur.

En novembre 1976, Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, vint à Washington voir le président, et ses conseillers, Vance et Brzezinski. Il donna à l'Administration Carter ce conseil inattendu : "briser le lobby sioniste aux Etats-Unis." (Source : ***Stern***, New York, 24 avril 1978.)

Goldmann, qui a consacré sa vie au sionisme, considérait le lobby comme une "force destructive" et "un obstacle majeur à la paix au Moyen-Orient."

Six ans plus tard, Cyrus Vance, l'un des interlocuteurs de cette rencontre, confirme les propos de Goldmann : "Goldmann nous a suggéré de briser le lobby, mais le président et le Secrétaire d'Etat répondirent qu'ils n'en avaient pas le pouvoir." (Source : Interview de Cyrus Vance à Edward Tivnan, ***The Lobby.*** Ed. Simon and Schuster. 1987 p. 123)

En France, le général de Gaulle a seul osé déclarer "il existe en France un puissant lobby pro-israélien exerçant notamment son influence dans les milieux d'information. Cette affirmation, à l'époque, fit scandale. Elle contient pourtant une part de vérité qui est toujours d'actualité."

(Source : Philippe Alexandre, "Le préjugé israélien", ***Le Parisien Libéré*** du 28 février 1988)

En 1990, un ancien ministre du général, aujourd'hui académicien, M. Peyrefitte, écrit, lors de la guerre contre l'Irak: "Deux puissants groupes de pression poussent les Etats-Unis au déclenchement du conflit.

1 Le "lobby Israélien" Les juifs américains jouent dans le système médiatique d'outre-Atlantique un rôle essentiel. Le compromis permanent entre le président et le Congrès amène la Maison Blanche à tenir le plus grand compte de leurs instances.

2 Le "lobby des affaires" en est venu à penser que la guerre pouvait relancer l'économie. Bienheureuse guerre qui ramènerait la prospérité en Amérique..." (Source : Alain Peyrefitte : ***Le Figaro*** du 5 novembre 1990)

"Il est difficile de surestimer l'influence politique de l'American Israeli Public Affairs Committee (A.I.P.A.C.) disposant d'un budget qui a quadruplé de 1982 à 1988 (1.600.000 dollars en 1982; 6.900.000 dollars en 1988)" (Source : ***Wall Street Journal*** du 24 juin 1987)

En France les pressions s'exercent de manières moins officielles, mais aussi efficaces.

Par exemple la presse du 30 avril 1996 (y compris ***L'Humanité***) annonçait "Le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Henri Hadjenberg, a demandé hier que la hiérarchie de l'Eglise de France prenne position sur le livre négationniste de Roger Garaudy et le soutien de plus en plus net que lui apporte l'abbé Pierre."

L'Episcopat s'incline aussitôt : M. Hadjenberg a prononcé son diktat le 29 avril. Aussitôt est publié le texte de l'épiscopat qui "déplore l'engagement de l'Abbé Pierre aux côtés de Roger Garaudy."

M. Hadjenberg se dit satisfait de la position de l'Eglise de France qui a marginalisé l'Abbé Pierre. Le même jour le bureau de la LICRA exclut l'Abbé Pierre parce qu'il "maintient son soutien à Roger Garaudy."

Mais cela ne suffisait pas à la LICRA : il fallait que l'Eglise de France demandât **pardon** aux sionistes pour son attitude envers les juifs sous le régime de Vichy.

Il eût été normal que, non pas **l'Eglise**, avec ses milliers de chrétiens qui participèrent à la Résistance et protégèrent tant de résistants et de juifs contre l'occupant hitlérien, mais que **l'Episcopat** se reconnut coupable d'avoir poussé les catholiques à la **collaboration**.

Les évêques français ont suivi l'exemple des évêques allemands qui dans leur Lettre pastorale du 24 décembre 1936, appelaient les catholiques au soutien d'Hitler, disant unanimement : "Adolf Hitler s'est rendu compte à temps de l'avalanche du bolchevisme... Les évêques allemands considèrent comme leur devoir de soutenir le chef du Reich dans cette lutte."

Le pape publia le 17 mars 1937 l'encyclique ***Mit Brennender Sorge***, condamnant le racisme, mais ne rompit pas avec le Concordat signé avec Hitler, si bien qu'en 1940, à la conférence des évêques allemands, à Fulda, l'épiscopat allemand unanime exhorta de nouveau à soutenir le Führer dans ce "dur combat".

L'épiscopat français suivit : "Bénissons Dieu de nous avoir donné ce chef" (Pétain) disait le primat des Gaules le 20 décembre 1940, et le 24 juillet 1941, les cardinaux et archevêques (à l'exception du Cardinal Salièges, de Toulouse) publiaient une déclaration plus explicite d'appel à la collaboration : "nous encourageons nos fidèles à... collaborer sans crainte." Fort heureusement des millions de catholiques ne répondirent pas à ces appels. Dans le journal clandestin **Défense de la France** du 5 juillet 1943, un prêtre de France écrivait: "Dans l'ensemble le clergé des paroisses a eu, depuis trois ans, les mêmes réactions honnêtes que toute la partie saine de la population... Ce contact direct avec le peuple de France a malheureusement fait défaut aux dignitaires de l'Eglise. C'est même, dans notre pays, un drame chronique que le

haut clergé vive, pense et agisse complètement séparé du peuple qu'il a mission de conduire."

Ce n'est pas seulement un drame français : en novembre 1946, dans le ***Cosmopolitan Magazine*** le cardinal américain Spellman écrivait : "le communisme est une provocation à l'adresse de tous ceux qui croient en l'Amérique et en Dieu." C'est lui qui ira dire aux troupes américaines du Vietnam : "Vous êtes les soldats de Dieu !"

Pour en revenir à la France les actuels évêques n'avaient aucun droit de "demander pardon" au nom de l'Eglise : les curés et les catholiques non-collaborateurs sont aussi l'Eglise. D'ailleurs nul, sauf la LICRA, ne leur demandait ce pardon, car tous les responsables étaient morts.

Le même lobby, en France a même le pouvoir de faire plier le président de la République sur la signification historique de Vichy.

Le général de Gaulle refusait :

1·- toute légitimité aux figurants de Vichy qu'il n'a jamais considéré comme un Etat : "J'ai proclamé l'illégitimité d'un régime qui était à la discrétion de l'ennemi." (***Mémoires*** I, p. 107)

"Il n'existe pas de gouvernement proprement français." (I, p. 388) "Hitler a créé Vichy." (1,389).

Or le 14 juillet 1995 sous la présidence du grand rabbin, les sionistes obtenaient du président de la République ce double démenti du général de Gaulle : sur Vichy -Etat et sur l'attitude du peuple français :

"La folie criminelle de l'occupant a été secondée par les Français et l'Etat français", reconnaissant en Vichy un Etat français et faisant du peuple de France un collaborateur.

Le lendemain le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives en France) salue avec enthousiasme cet abaissement de la France : il exprime "une immense satisfaction de voir reconnaître par la plus haute autorité française la continuité de l'Etat français entre 1940 et 1944."

2·- De Gaulle n'a pas ce mépris pour le peuple de France :

"l'immense majorité du peuple français, loin d'accepter un régime imposé par la violence et la trahison voit dans l'autorité de la France Libre l'expression de ses voeux et de sa volonté." (I, p. 394)

et il ajoute la preuve :

la levée du peuple de Paris : "quatre années d'oppression n'avaient pu réduire l'âme de la capitale, la trahison n'était qu'une écume ignoble à la surface d'un corps resté sain." (III, p. 442). "Fût-ce aux pires moments notre peuple n'a jamais renoncé à lui-même." (III, p. 194)

Si Vichy était un Etat légitime, de Gaulle était un *déserteur* (comme le nommait Vichy) et nous, les Résistants, tous des traîtres et des *terroristes.*

Enfin, si le mot **lobby** est injurieux je m'étonne que, dans ***Le guide du judaïsme français***, publié par des personnalités telles que Mme Orlanda Hajdenberg, l'on trouve cette expression à la page 74 :

"Le Renouveau juif, fondé en 1971 par Henri Hajdenberg, voulut implanter en France le système lobby..."

La lecture de ce guide nous offre des révélations suggestives sur l'orientation de ce lobby.

En voici quelques extraits :

P. 80 "Les juifs de France sont, dans leur immense majorité, des inconditionnels d'Israël. Chaque parti politique Israélien a des succursales en France."

P. 150 : "En attaquant Israël, on attaque ce qui fait la raison d'être des juifs en France."

P. 91 : "Plusieurs organisations juives, nées en Amérique, sont représentées en France... Créé en 1906 par de richissimes juifs allemands installés aux U.S.A, l'American Jewish Committee..."

P. 92: "De longues années durant le "Joint" tint financièrement à bout de bras les judaïcités occidentales et apporta une aide financière..."

P. 74 : "Bénéficiant de l'appui de certaines personnalités Israéliennes, notamment d'Avi Primor et composé pour l'essentiel de militants ashkénazes... Le "Renouveau juif" a, en quelques années, conquis une audience considérable."

p. 82 : "Cela dit l'ensemble de ces organismes ne pourraient vivre sans le concours financier de l'Agence juive émanation de l'organisation sioniste mondiale.

Quant à l'ambassade d'Israël elle n'est pas insensible à l'évolution interne de la Communauté...

Toutefois certaines expériences récentes montrent que les institutions juives, si elles entendent bénéficier d'un appui humain et financier de l'Etat d'Israël, tiennent avant tout à leur indépendance." (!) (le point d'exclamation est de moi (R.G.))

p. 62 : "Les sommes collectées par l'AJUIF sont partagées, de manière inégale entre l'Etat d'Israël et la communauté juive de France.

Elles permirent au "Fonds social juif unifié" d'accroître son emprise sur la quasi totalité des institutions juives de France."

P. 74 : "Les prochaines échéances politiques verront-elles une nouvelle manifestation politique du judaïsme français? La question demeure en suspens mais certains partis

politiques n'ont pas attendu pour créer des filières en milieu juif, que ce soit "Judaïsme et liberté" pour le RPR ou "Socialisme et judaïsme" pour le Parti socialiste."

Je pense que ces textes n'appellent aucun commentaire. Tout y est : l'aveu de l'existence du lobby, de son financement étranger, de l'infiltration dans tous les partis, du vote juif, sauf l'aveu que ce lobby tout puissant dans les rouages de la société et surtout du pouvoir (politique ou médiatique) ne représente pas un dixième des juifs de France comme le reconnaît Théo Klein.

Les juifs de France dans leur immense majorité ne sont ni représentés par ces gens, ni responsables de leurs vilenies. Le drame, c'est que la place occupée par cette oligarchie risque de susciter, par ses gesticulations, une vague d'antisémitisme contre laquelle nous avons à lutter.

En tout cas le fait de parler de Lobby Sioniste rend coupable de diffamation, Les **diffamateurs** antisémites sont nombreux et souvent éminents, après que Herzl et Ben Gourion en ont défini le contenu, mes précurseurs comptent parmi eux depuis M. Nahum Goldmann, président du Congrès juif mondial, le général de Gaulle, M. Alain Peyrefitte et jusqu'à M. Hajdenberg, voilà beaucoup de monde visé par le verdict qui m'a frappé.

Chapitre II - Qui minimise les crimes d'Hitler ?

(Ceux qui les situent dans l'histoire juive ? ou ceux qui les situent dans l'histoire universelle ?)

Note préliminaire

Avant d'aborder, aussi succinctement que possible, l'examen des chiffres, je tiens à souligner, une fois de plus - ce que mes accusateurs ont feint de ne pas entendre et que j'ai pourtant répété à maintes reprises dans mon livre : **Il ne s'agit pas d'une comptabilité macabre... n'y eut-il qu'un seul innocent, Juif ou non-Juif massacré; c'était déjà un crime contre l'humanité.**

J'ai insisté sur ce point pour deux raisons :

1· - Si le nombre des victimes, un million ou dix millions, n'enlève et n'ajoute rien à l'énormité du crime (pour le bourreau sinon pour les victimes), alors pourquoi veut-on sacraliser l'un de ces chiffres, **six millions** ?

2· - Ce que je conteste ce n'est pas tel ou tel chiffre (je m'en remets, pour cela, aux spécialistes et ne fais que répéter leurs évaluations, celles par exemple de Reitlinger ou de Hilberg parmi les plus fiables) et je proteste seulement contre les **exploitations politiques** des chiffres **tabous**.

1) - Note sur l'exemplarité du Tribunal de Nuremberg

L'on m'accuse de minimiser les crimes d'Hitler;

Etrange accusation de la part de gens qui ne rappellent jamais que cette guerre a fait cinquante millions de morts et qui minimisent ainsi les crimes d'Hitler.

Déjà Mme Annah Arendt écrivait : "Pour l'accusation tout cela n'était que le pogrom le plus atroce de l'histoire juive." (***Eichmann à Jérusalem*** p. 431)

Peut-être pensent-ils comme Begin à propos des massacres de Sabra et Chatila : "**Des non-juifs ont tué des non-juifs**; en quoi cela nous concerne-t-il ?", et qu'il n'existe pas d'histoire universelle dans laquelle tous les hommes sont impliqués et responsables.

Ainsi les sionistes ont-ils parlé du plus grand génocide de l'histoire, ce qui est vrai de l'histoire juive mais, hélas! non de l'histoire universelle qui, semble-t-il, n'a pas d'importance pour eux.

Il est significatif pourtant que même à Nuremberg il n'en fut pas ainsi "sur 115 pages de l'exposé général des crimes, constate Maître Varaut dans son livre sur : ***Le procès de Nuremberg*** (p. 379) sept pages seulement étaient consacrées à la persécution des juifs."

La plus profonde analyse du procès, faite par le grand juriste Donnedieu de Vabres, qui fut juge au procès de Nuremberg, et dont nous évoquerons, plus loin, le Cours magistral qu'il fit à ce sujet à la Faculté de droit de Paris, va dans le même sens.

Encore le nombre des victimes juives a-t-il été délibérément gonflé par les médias depuis cinquante ans. Le témoignage de Reitlinger, dans l'impressionnante synthèse qu'il fit dans son livre ***La solution finale***, dès 1953, apporte un témoignage précieux. Il écrit page 459 dans son livre :

"La plus haute de mes estimations est encore loin des six millions qui ont été si largement acceptés. Cette différence d'un million et demi... a été ajoutée sans rapport avec la réalité des faits."

A la page 500, il ajoute: "Si l'on fait l'analyse de ces destructions l'on trouve que plus d'un tiers des juifs manquant en Europe mourut non pas de violences physiques directes mais de travail forcé, de maladies, de faim, d'absence de soins... Auschwitz, en dépit de son immense signification **symbolique**, a constitué moins d'un cinquième du nombre des victimes."

"Le monde, écrit-il (p. 480) est devenu méfiant sur les rectifications de chiffres et celui de 4 millions (pour Auschwitz) est devenu ridicule : l'arithmétique russe a occulté le fait têtu et indubitable que moins d'un million d'êtres humains ont péri à Auschwitz."

Les recherches ultérieures de la **communauté scientifique** en particulier, celles de Poliakov, d'Hilberg, de Bédarida, de Pressac, ont apporté une confirmation à la prudence de Reitlinger, et à la fragilité du chiffre tabou des **six millions**.

M. Poliakov, dans son ***Bréviaire de la haine*** (p. 383) écrit :

"Nous ne croyons pas nous tromper en avançant que c'est le Tribunal international des grands criminels de guerre qui est à son origine, et qui lui donna une diffusion si grande. On trouve, en effet, à la page 266 de son jugement, cette phrase : "Adolf Eichmann, que Hitler avait chargé du programme d'extermination, a estimé que cette politique avait causé la mort de six millions de Juifs, dont quatre millions périrent dans camps d'extermination. " La source de cette information n'est pas indiquée, mais si on se rapporte au procès-verbal des débats, on constate que le tribunal s'est basé sur deux témoignages de seconde main, ceux des SS Wilhelm Höttl et Dieter Wisliceny, qui tous deux assuraient tenir ce chiffre d'Eichmann. Il serait donc possible d'objecter qu'un chiffre si imparfaitement étayé doit être considéré comme sujet à caution.

M.Poliakov, qui fut expert français à la délégation française de Nuremberg, note dans son ***Bréviaire de la haine*** sur le chiffre total des victimes juives :

"La grande majorité des publications consacrées à la dernière guerre, lorsqu'elles traitent des persécutions raciales, indiquent le chiffre de six millions de Juifs exterminés par les Nazis. Cependant, ce total, qu'on retrouve dans un grand nombre de publications parues dans les pays les plus divers, est généralement avancé sans éléments de preuve ni statistiques à l'appui. D'où provient-il donc et quelle foi peut-on lui ajouter ?"

Il nous donne l'explication à la page 388.

Comment donc peut-il arriver à six millions ?

S'il est vrai, en employant la méthode préconisée par M. Poliakov et qu'a appliqué Raoul Hilberg, auquel se réfère Bédarida, que le Tribunal de Nuremberg... soutenait que la politique d'extermination avait causé la mort de 6 millions de Juifs dont **quatre millions dans les camps**, si l'on retranche, par exemple pour Auschwitz, 3 millions sur quatre, comment peut-on arriver à 6 millions sinon en affirmant que 6 -- 3 = 6, même sans tenir compte des révisions en baisse pour les autres camps?

M. Poliakov, nous donne la clé de cette difficile opération :

"La deuxième méthode appliquée par les spécialistes de la démographie juive, et, en particulier, par l'économiste et statisticien de New-York, M. Jacob Lestchinsky, consistait à comparer les données respectives sur la population juive des différents pays européens avant la guerre et après la guerre. C'est de cette manière que certaines organisations juives internationales, sont arrivées, dès 1945, au chiffre, toujours le même, de 6 millions.

On voit donc que **faute de pouvoir établir un bilan statistique très précis, on peut accepter définitivement** ce chiffre comme le plus probable, même si ses éléments **constitutifs peuvent être parfois sujets à caution**."

Ainsi donc le chiffre de six millions avait été obtenu par le Congrès juif mondial simplement en comparant "les données respectives sur la population juive des différents pays européens avant la guerre et après la guerre", c'est-à-dire sans tenir compte des émigrations !

Voilà donc l'origine du dogme et de la sacralisation du **nombre d'or.**

Y eut-il dix-sept millions de morts en Russie ou vingt millions comme le prétendent les Soviétiques ? 70.000 communistes français fusillés comme le prétend leur Parti ou 35.000 comme le dit le général de Gaulle dans ses ***Mémoires*** ? Soixante millions de morts pendant la guerre ou cinquante millions comme l'affirme le pape ? Tout cela peut se discuter, mais pas les six millions consacrés par la presse, les manuels scolaires, ou les encyclopédies.

Il ne s'agit pas ici, comme je l'ai répété à plusieurs reprises dans mon livre, de se livrer à une "comptabilité macabre" (p. 159 de mon livre). J'ajoute même, à deux reprises (p. 159 et 247) "L'assassinat d'un seul innocent qu'il soit juif ou qu'il ne le soit pas, constitue déjà un crime contre l'humanité."

Car le centre de la question n'est pas là : le crime n'est ni moindre ni plus grand que l'on ait assassiné 9 millions de juifs comme il est dit dans le beau film d'Alain Resnais : ***Nuit et brouillard***, ou un seul.

Ce que je dénonce dans mon livre c'est l'exploitation politique et financière de tous les mythes amplificateurs, qu'il s'agisse d'une donation, signée Dieu, d'une terre à un seul peuple aux dépens de tous les autres, ou d'une manipulation arithmétique qui ne servit pas seulement à indemniser les victimes (ce qui était juste) mais, comme le reconnaissait Nahum Goldmann à créer les infrastructures de l'Etat d'Israël. (***Autobiographie***, p. 286)

Ce qui est une atteinte à mon honneur c'est de m'attribuer une négation de ces crimes contre l'humanité. Mon livre ne cesse de dénoncer "**le dessein monstrueux d'Hitler**" (p. 62 et 251), sa sauvagerie (p. 97); ses "**crimes immenses n'ont besoin d'aucun mensonge pour révéler leur atrocité."** (p. 135). Ayant décrit "**les conditions horribles qui firent des dizaines de milliers de victimes.**", je conclus "**Tel fut le martyrologue des déportés juifs et slaves et la férocité des maîtres hitlériens les traitant en esclaves n'ayant même pas valeur humaine.**" (p. 257)

J'ajoute : "**Ces crimes ne peuvent être sous-estimés ni les souffrances indicibles des victimes."** (p. 257)

"**Sans aucun doute les juifs ont été l'une des cibles préférées d'Hitler en raison de sa théorie raciste de la supériorité de la race aryenne."** (p. 152)

J'ai toujours considéré que l'antisémitisme était un crime justement puni par la loi et je demande seulement à la justice de réparer la diffamation de la LICRA à mon égard, comme le fit la cour de Cassation en 1987, avant l'infamie de la Loi Gayssot.

La cour de Cassation, après notre analyse de l'agression du Liban déclare sur l'accusation de **diffamation**.

"Attendu que, par l'exploit susvisé, la LICRA a poursuivi les mêmes prévenus du chef de **diffamation** à caractère ethnique, national, racial ou religieux, reprochant à ces prévenus, sous ladite qualification, le passage suivant : "Est, en effet, considéré comme juif à Tel Aviv comme à Nuremberg, quiconque est né d'une mère juive. La postérité d'Abraham est ainsi définie, d'une manière raciste, non par la communauté de la foi, mais par la continuité du sang";

"Attendu qu'à juste titre, la cour d'appel a constaté que ce passage, quelle que fût l'appréciation qu'il portait sur la règle qu'il prétendait décrire, n'imputait pas à un groupe de personnes un fait qui portât atteinte à son honneur ou à sa considération; que, dès lors, abstraction faite de tous autres motifs, l'arrêt attaqué a décidé à bon droit que cet écrit, seul retenu par la citation comme constitutif du délit prévu par l'alinéa 2 de l'article 32 de la loi du 29 juillet 1881, ne caractérisait pas ladite infraction;

D'où il suit que le moyen doit être écarté;

Et attendu que l'arrêt est régulier en la forme :

Rejette le pourvoi

Condamne la demanderesse aux dépens."

Aujourd'hui avec la politique de guerre de Netanyahou, héritier spirituel d'Itzac Shamir et de Begin à la tête du Likoud, il apparaît avec clarté, deux ans après le premier verdict, que mon seul tort est d'avoir eu raison avant d'autres qui reconnaissent aujourd'hui les exactions des dirigeants israéliens.

La minimisation des crimes d'Hitler découlerait-elle comme on m'en accuse, de la critique des procédures de Nuremberg qui ne tombe nullement sous le coup de la loi scélérate concernant seulement ceux qui "auront contesté... l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du Tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945."

Ce qui n'est en aucune manière mon cas.

Sur ce point je m'en tiendrai surtout à ce que disait à ce sujet le grand juriste Donnedieu de Vabres, l'un des juges français à Nuremberg, dans le cours magistral qu'il fit à la Faculté de droit de Paris sur **Le tribunal de Nuremberg**.

Le professeur Donnedieu de Vabres rappelle la signification de ce procès, donnée fort clairement par son président, le procureur général des Etats-Unis, Robert E. Jackson, à l'audience du 6 juillet 1946 "Les alliés se trouvent encore techniquement en état de guerre avec l'Allemagne... en tant que tribunal militaire, ce tribunal représente une continuation des efforts de guerre des alliés." Comme dernière expression des actes de guerre sanctionnant la victoire, le professeur Donnedieu de Vabres ne conteste pas son utilité. Il souligne seulement qu'il s'agit d'un **Tribunal d'exception.**

Mme Annah Arendt dira ***Tribunal des vainqueurs*** et ajoutera "la façon dont on justifie couramment la compétence, en la matière, du Tribunal militaire de Nuremberg, n'a rien de très recommandable."

Donnedieu de Vabres note qu'il ne s'agit pas d'un Tribunal international mais "**plus exactement d'un Tribunal interallié**" (p. 96) que ce procès est un *procès politique* (p. XIII) et son statut une loi de circonstance (p. 90). Que le procès a été mené selon des "règles de procédure" qui ne correspondent pas au droit français mais anglo-saxon (p. X) : par exemple, souligne-t-il (p. 154) : "les plaidoiries précèdent le réquisitoire... l'inverse est suivi en France."

Ce qui, évidemment, en limite l'exemplarité juridique et exclut d'en faire un critère de la vérité historique.

Le statut de ce tribunal est en effet celui-ci :

"- Article 19 : le Tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration des preuves. Il adoptera et appliquera autant que possible une procédure rapide (la version anglaise dit : "expeditive") et non formaliste, et admettra tout moyen qu'il estimera avoir une valeur probante.

- Article 21 : le Tribunal n'exigera pas que soit apportée la preuve des faits de notoriété publique, mais les tiendra pour acquis. Il considère également comme preuves authentiques les documents et rapports officiels des gouvernements des Alliés."

Ce qui explique le flou de la définition du crime contre l'humanité. Donnedieu de Vabres nous dit : "La Charte avait fait entrer par la petite porte une nouvelle espèce de crime; le "crime contre l'humanité" et ce crime s'envola par la même porte lorsque le tribunal prononça son jugement."

Cité par Hannah Arendt (***Le procès de Jérusalem***) (p. 416)

Seul, en effet, Julius Streicher, auteur des lois antisémites de Nuremberg, fut condamné et exécuté pour ce crime contre l'humanité.

Le professeur Donnedieu de Vabres souligne les caractères suivants de la procédure :

a) - Le refus du "*tu quoque*"

1· - **Interdiction d'invoquer** le *Tu quoque*; c'est-à-dire d'invoquer les crimes de guerre des alliés, leurs crimes contre la paix et contre l'humanité.

Notons par exemple que les statuts ont été datés le 8 août 1945, c'est-à-dire deux jours après Hiroshima (6 avril) et la veille de Nagasaki (9 avril) alors que, comme le souligne M. Paul Marie de la Gorce dans son livre : ***39-45 une guerre inconnue*** (p. 532-533), aucune de ces actions n'avaient une utilité militaire puisque la décision de capitulation avait déjà été prise par l'Empereur du Japon et que le décodeur anglais Magic avait déjà déchiffré les intentions japonaises. Il s'agissait donc d'un authentique crime contre l'humanité.

L'on comprend dès lors que l'argument du *Tu quoque* fut interdit.

D'autant plus qu'il ne s'agissait déjà pas d'un fait isolé :

Le 10 mars 1945, le général Eisenhower avait signé un ordre créant un statut des prisonniers allemands, celui des Forces ennemies désarmées, par lequel ils ne sont plus prisonniers de guerre, c'est-à-dire protégés par la convention de Genève qui exigeait notamment que les prisonniers de guerre reçoivent la même ration alimentaire que les soldats. Il y a alors quatre millions de prisonniers en Allemagne. Les convois de vivres du Comité international de la Croix-Rouge sont empêchés de les ravitailler, l'armée américaine refoulant ces trains de vivres dès juin 1945, puis en août 1945, malgré les protestations du général Robert Little John signalant au Haut commandement que des milliers de captifs sont en train de mourir de faim. Le général Patton écrivit alors à Eisenhower, lui reprochant d'appliquer aux soldats allemands "pratiquement les méthodes de la Gestapo." (Source : James Bacque. "J'en ai assez de tous les mensonges que l'on répand." (7 mai 1995)

Déjà le 13 février 1945, alors que Dresde n'était plus un objectif militaire en raison de l'avance des armées soviétiques, et ne comptait plus que des réfugiés et des civils, sur ordre de Churchill elle fut détruite par l'aviation anglo-américaine utilisant des

bombes au phosphore qui incendièrent la ville entière et firent plus de victimes qu'Hiroshima. De 135000 à 250000 morts carbonisés en une seule nuit. L'un des plus terribles crimes contre l'humanité (R.H.S Crossman dans *New Statesman* du 3 mai 1963, cité dans ***Le Nouvel Observateur*** du 7 mars 1996).

b) - Le refus d'examiner les causes historiques de l'ascension d'Hitler

De même, dit encore M. Donnedieu De Vabres, "toute discussion est interdite concernant la légitimité du traité de Versailles." (p. 191). Clause d'autant plus étrange que l'ascension au pouvoir d'Hitler par l'obtention d'une majorité électorale montre combien sa démagogie sanglante avait pénétré l'opinion. Elle était essentiellement due à la situation désespérée créée à l'Allemagne par ce Traité. Le célèbre économiste Lord Keynes, écrivait dans son livre ***Les conséquences économiques de la paix* :** "si nous cherchons délibérément à appauvrir l'Europe centrale, j'ose prédire que la vengeance sera terrible : d'ici vingt ans nous aurons une guerre qui, quel que soit le vainqueur, détruira la civilisation.".

J'ai donné dans mon livre (p. 93) les statistiques montrant le parallélisme des montées du chômage en Allemagne et de la montée du Parti nazi aux élections.

D'où ce dialogue du 5 juillet 1946, au Tribunal de Nuremberg, entre le Docteur Seidel, avocat de Rudolf Hess et le président.

"Dr Seidl : Monsieur le Président, je ne peux pas laisser le tribunal dans l'incertitude sur le fait que le Traité de Versailles et les conséquences qu'il a entraînées sont en rapport étroit avec la prise du pouvoir par le national-socialisme. Ce fut l'une des conséquences du Traité de Versailles, et ma plaidoirie porte en partie sur ce sujet; il serait pour moi...

Le président : Dr Seidl, je vous ai déjà dit que le tribunal ne vous entendra pas parler du Traité de Versailles.

Dr Seidl: Si donc, lors des élections du Reichstag du 14 septembre 1930, le parti national-socialiste a remporté une grande victoire électorale et n'a pas eu moins de cent sept députés dans le Reichstag, ce n'est pas, en dernier lieu, une conséquence de la crise économique d'alors, de l'immense chômage, du règlement, contre toute raison économique, des réparations par le Traité de Versailles et, du refus des puissances victorieuses, malgré les avertissements les plus pressants, de bien vouloir réviser ce traité. Il était parfaitement exact...

Le président : La justice ou l'injustice du Traité de Versailles n'ont rien à voir avec les guerres d'agression allemande."

Et il coupa la parole à l'avocat. (T.M.I. tome XVII, page 562) cité par Hannah Arendt (**op. cit.**, pages 72-73).

c) -- Le refus d'un examen critique des témoignages

3·En ce qui concerne les témoignages, M. Donnedieu de Vabres, nous apprend (p. 152 et 153) que, "parmi les victimes une quinzaine de témoins sélectionnés, ceux dont les

dépositions ont été les plus **suggestives**, sont conduits devant le tribunal pour être entendus par lui." Ceci en vertu de l'article 17 des Statuts "aux termes duquel le Tribunal est compétent pour nommer des mandataires officiels à l'effet de remplir toute mission qui sera fixée par le Tribunal et notamment pour recueillir des preuves par délégation." (**op. cit.**, p. 153)

Ce critère de choix n'exige aucun commentaire. M. Donnedieu de Vabres, après avoir énuméré et décrit quelques-uns de ces témoins ajoute (p. 203) : "Les exemples qui précèdent font ressortir le caractère des dépositions ou tout au moins de la plupart des dépositions reçues au Procès de Nuremberg. Il est difficile de penser que ces dépositions, même reçues sous la foi du serment, donnassent une idée très scrupuleusement fidèle de la vérité. Leurs auteurs sont trop évidemment intéressés à donner un coup de pouce, à la déguiser suivant l'intérêt de leur propre dépense..."

Ceci vaut d'ailleurs pour les témoins de l'accusation comme pour ceux de la défense.

En ce qui concerne les témoignages des bourreaux M. Vidal-Naquet constate dans son livre : ***Les assassins de la mémoire*** (Ed. de la Découverte 1987, p. 45) : "Dans les documentations d'Auschwitz, il existe des témoignages qui donnent l'impression d'adopter entièrement le langage des vainqueurs."

L'exemple le plus typique (et retenu comme le plus important) est celui de l'ancien commandant d'Auschwitz, le sinistre SS Rudolf Hess : dans ses premières déclarations, du 5 avril 1946, puis dans la version développée qu'il en donna à l'audience, il observe parfaitement le scénario qu'attendaient de lui les accusateurs. Son récit des horreurs n'était pas seulement bourré de contradictions et de contrevérités, relevées ensuite par les historiens, mais il fallut attendre 1983 pour que, dans ***Les légions de la mort*** de Ruppert Butler, celui qui le captura, Bernard Clarke, raconte avec fierté les tortures par lesquelles il lui arracha et lui fit signer les déclarations qui servirent de synopsis à son autobiographie où Hess révèle : "les aveux ont été obtenus en me battant. Je ne sais pas ce qu'il y a dans le rapport, mais je l'ai signé." (***Commandant à Auschwitz*** (p. 174).

M. Pressac, dans ***Les crématoires d'Auschwitz***. (1993 p. 131) confirme qu'il fut passé à tabac si violemment et plusieurs fois qu'il frôla la mort avant de signer ses aveux.

Il en est de même du **Rapport Gerstein**, si visiblement aberrant que le Tribunal de Nuremberg, pourtant si peu exigeant sur les preuves, refusa d'en tenir compte; du livre : ***Médecin à Auschwitz*** (Julliard 1961) du docteur Miklos Nyiszli, médecin hongrois, déporté à Auschwitz si invraisemblable aussi, que l'***Encyclopaedia Judaica*** (1971) ni ***L'Encyclopaedia de l'Holocauste*** (1990) ne le mentionnent même pas.

Quant aux témoins de l'accusation, M. Georges Wellers, président de la commission d'histoire du Centre de documentation juive à Paris, écrit, (à propos du remaniement du comité directeur au musée d'Auschwitz) lorsqu'on changea la plaque commémorative remplaçant "quatre millions de morts" par "environ un million". "Il ne fallait pas tenir compte des estimations irresponsables d'anciens déportés." (***Le Monde Juif***, octobre--décembre 1990. p. 187 et 195.)

Plusieurs d'entre eux, ont, après coup, reconnu avoir témoigné de ce qu'ils n'avaient pas vu.

Un exemple typique et illustre est celui du Dr Benedict Kautsky, qui succéda à son père à la direction du Parti social-démocrate autrichien.

Après avoir déclaré qu'à Auschwitz le maximum de survie était de trois mois (alors qu'il y fut détenu lui-même pendant 3 années), il écrit dans son livre : ***Teufel und Verdammt*: (Le diable et le damné,** publié en Suisse en 1946), à propos des chambres à gaz: "Je les ai pas vues moi-même mais leur existence m'a été affirmée par beaucoup de gens dignes de foi".

Un grand historien français, Michel de Boüard, doyen de la Faculté de Caen, Membre de l'Institut, et ancien déporté à Mathausen, écrit en 1986 (***Ouest-France*** des 2 et 3 août 1986): "Dans la monographie de Mathausen que j'ai donnée en 1954, à deux reprises je parle de "chambre à gaz". Où ai-je acquis la conviction qu'il y avait une chambre à gaz à Mathausen? Ce n'est pas pendant mon séjour au camp car ni moi ni personne ne soupçonnait qu'il pourrait y en avoir; c'est donc un "bagage" que j'ai reçu après la guerre; c'était admis."

La seule chose incontestable c'est qu'Hitler pratiquait l'amalgame d'un grand nombre d'opposants - notamment communistes - et des juifs. Son slogan du **judéo-bolchevisme** l'amenait à porter aux juifs la même haine qu'aux bolcheviks et aux Slaves: selon lui ils avaient ensemble créé son ennemi principal: le communisme, en Russie avec Trotsky, en Hongrie avec Bela Kun, en Allemagne avec Liebknecht et Rosa Luxembourg.

(Ce qui ne l'empêchait pas d'accuser les juifs d'être aussi maîtres du capitalisme).

Il ne s'agit donc pas de minimiser les crimes commis par Hitler contre les juifs et contre les opposants bolcheviks ou tenus pour tels, mais simplement de dire que fixer le nombre de victimes et les méthodes industrielles de leur massacre peuvent être l'objet d'une recherche scientifique et non d'une exploitation au profit d'une politique de guerre.

Note sur les chambres à gaz

Un pauvre hère trompé par la campagne médiatique haineuse qui a été dirigée contre moi écrit dans sa menace de mort que je nie l'existence des camps de concentration (où j'ai vécu trente-trois mois)!

D'autres qui n'ont pas l'excuse de l'ignorance, me faisant le procès d'un autre, ont prétendu que mon livre niait l'existence de chambres à gaz, et ceci malgré l'évidence, car je demandais un débat scientifique et public sur ce problème.

Je demande ce débat pour deux raisons:

1·J'ai cité dans mon livre, n'étant ni chimiste, ni architecte, les thèses de Leuchter, spécialiste des gazages de condamnés à mort aux Etats-Unis, et j'ai cité aussi les

contre-expertises demandées par le musée d'Auschwitz aux laboratoires de Cracovie et de Vienne qui confirmaient, pour l'essentiel, les analyses de Leuchter.

J'ai noté que le seul film présenté aux juges du Tribunal de Nuremberg représentait la chambre à gaz de Dachau, où, comme l'a révélé M. Martin Broszat, de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich et qui en devint directeur, le 22 août 1960: "**la chambre à gaz de Dachau ne fut jamais achevée et n'a jamais fonctionné."**

Si elle n'a jamais été achevée et que le film l'a montrée achevée c'est qu'il s'agissait d'un montage, fabriqué par les services américains, installés à Dachau, et qu'on l'a fait visiter aux touristes, car au Procès de Nuremberg, l'on avait accepté les témoignages de **témoins oculaires** sur les gazages dans les camps situés dans l`ancien Reich, jusqu'à ce que M. Broszat publie, dans le journal *Die Zeit* du 19 août 1950, ce communiqué: "Ni à Dachau, ni à Bergen-Belsen, ni à Buchenwald des juifs ou d'autres détenus n'ont été gazés." mais, ajoutait-il, "seulement en territoire polonais occupé."

Il y avait pourtant eu autant de témoins oculaires sur les gazages des camps de l'Ouest que pour ceux de l'Est.

A Nuremberg, le 26 juillet 1946, Sir Harley Shawcross, mentionnait l'existence "*des chambres à gaz? non seulement à Auschwitz et à Treblinka, mais aussi à Dachau.*" T.M.T. tome XIX, p. 4563.)

Cela n'impliquait pas la négation de l'existence de toute chambre à gaz, c'est pourquoi je ne concluais pas à cette négation. Je demandais seulement un débat scientifique et public "*pour fixer définitivement quelle avait été l'arme du crime."* (p. 163)

Or ce débat a été refusé constamment et l'on ne répondit que par la répression des experts.

2 · La deuxième raison pour laquelle je demande un débat sur toutes les méthodes qui ont conduit à d'incontestables massacres, sans fixation obsessionnelle sur l'un d'eux, c'est que de ce moyen de tuerie on ne trouve aucune trace chez aucun des plus célèbres vainqueurs d'Hitler et qui en dénonçaient la barbarie: pas un mot sur les chambres à gaz, ni dans les ***Mémoires de guerre*** de Churchill, ni dans la ***Croisade en Europe*** d'Eisenhower, ni dans les ***Mémoires*** du général de Gaulle.

Quant à un historien non polémique, dont la volonté d'objectivité est indubitable, comme M. René Rémond, qui fut **président du Comité d'histoire de la déportation**, ses deux ouvrages fondamentaux: ***Introduction à l'histoire de notre temps*** (1960) et ***Le XXe siècle de 1914 à nos jours*** (1974), (ce dernier comportant mille pages) ne contient pas un mot sur cette question. C'est en effet une vraie question à laquelle il s'agit de répondre par un examen critique et serein ne partant d'aucun ***a priori*** d'affirmation ou de négation, pour examiner toutes les méthodes de torture et de mort employées par Hitler contre tous ses opposants.

Il est remarquable que l'un des plus farouches sionistes des historiens américains dont le livre traduit en français sous le titre: ***Les bourreaux volontaires d'Hitler*** est devenu un best-seller, en Amérique, par l'orchestration médiatique qui le loue, écrit: "Les

chambres à gaz des camps de la mort ont toujours été la préoccupation dominante de l'opinion et même des historiens... l'attention prioritaire accordée à ces installations industrielles a eu deux effets dommageables. Elle a empêché d'accorder une attention suffisante aux autres institutions du génocide... moins connues et trop perdues de vue." (p. 170) et il ajoute (p. 504): "contrairement à ce que disaient les historiens et à ce que croit l'opinion, le gazage est plutôt un **épiphénomène**."

J'ai voulu vérifier le sens que Goldhagen donnait à ce mot **épiphénomène**. (**épiphénomène**. existe en effet en anglais. Le dictionnaire Standard publié par *l'Encyclopaedia Britannica*, donne cette définition:

"Phénomène secondaire qui est un sous-produit d'un autre phénomène et l'accompagne sans exercer une influence causale.")

Le Grand Robert (T II, p. 588), donne plus de précisions en distinguant:

"1 Le terme médical: Symptôme accessoire qui se surajoute aux symptômes essentiels.

2 Le terme philosophique: Phénomène accessoire qui accompagne le phénomène essentiel sans être pour rien dans son apparition ou son développement."

J'ai été, alors, étonné que M. Goldhagen n'encoure pas les foudres de ceux qui nous accusent de **minimiser** les crimes d'Hitler pour en avoir dit bien moins.

J'ajoute que la fixation obsessionnelle sur cet aspect du massacre conduit à minimiser les autres moyens de destruction: en août 1942 un rapport polonais sur Treblinka ne se rapporte pas à des chambres à gaz mais à des chambres à vapeur d'eau bouillante équipées d'une chaufferie, ce qu'accepte le Tribunal de Nuremberg le 14 décembre 1945, (P.-S. 3311)

Le ***New York Times*** du 3 juin 1942 parle d'un **bâtiment** d'exécution où l'on fusillait 1000 Juifs par jour. Le 7 février 1943 il parlait de **stations d'empoisonnement du sang** en Pologne occupée.

En décembre 1945, Stefan Szende, dans son livre: ***Der letze Jude aus Poland***, fait entrer les Juifs dans une piscine où l'on fait passer un courant à haute tension. Il conclut (p. 290): "Le problème de l'exécution de millions d'hommes était résolu."

Jan Karski dans ***Story of a Secret State***, traduit en français en 1948 sous le titre: ***Un témoignage devant le monde***, parle de chaux vive répandue dans des wagons où l'on entassait les victimes.

Le même Karski, dans un autre rapport de novembre 1942, ne parle plus des **trains de la mort** et de chaux vive. Il retourne à l'exécution des victimes par électrocution, avec une variante; elle se pratique, non plus dans une piscine, mais "dans une baraque dont le sol était constitué par une plaque métallique."

Tout ceci ne peut être déclaré vrai ou faux sans une recherche historique critique profonde. C'est pourquoi je ne nie ou n'affirme rien avant un véritable débat avec des spécialistes de chacune de ces méthodes.

Par contre ce qui me paraît incontestable c'est qu'on a minimisé le crime le plus atroce, celui d'une mort lente, dont il existe, à la différence de tous les autres (dont, par définition, aucune victime ne pouvait apporter la preuve puisque la mort était instantanée et sans possibilité d'en réchapper) des survivants pouvant témoigner. C'est celui que décide Wannsee.

L'exemple le plus terrible de cette minimisation, c'est la falsification du compte rendu de la conférence de Wannsee tenue le 20 janvier 1942 par de hauts responsables hitlériens où l'histoire officielle a prétendu, jusqu'en 1984, qu'y avait été prise la décision d'exterminer les juifs européens. En 1992, Yehuda Bauer, écrit dans ***The Canadian Jewish News*** du 30 janvier, que cette interprétation de Wannsee est "stupide" (silly). Le plus récent porte-parole des **antirévisionnistes** Jean Claude Pressac, confirme cette nouvelle révision de l'orthodoxie: "Si une action de **refoulement** des juifs vers l'Est fut bien prévue... personne ne parla alors de liquidation industrielle..." (***Les crématoires d'Auschwitz*** p. 35)

Dans la chronologie de la fin du livre il indique, à la date du 20 janvier 1992: ***Conférence de Wannsee sur le refoulement des juifs vers l'est***. (p. 114.)

Par contre le compte rendu de la conférence de Wannsee, s'il est vérifié qu'il est authentique (car la présentation du texte n'a aucun caractère officiel), évoque une méthode d'assassinat massif plus terrible encore que celle des chambres à gaz: "Au cours de la solution finale les juifs seraient acheminés sous direction appropriée vers l'Est pour utiliser leur travail. Ils seront séparés selon les sexes. Les juifs capables de travailler seront conduits en grosses colonnes dans les régions de grands travaux pour construire des routes, et, par conséquent, sans aucun doute, **un grand nombre succombera par sélection naturelle."**

Voilà une méthode de destruction, occultée, comme le dit Goldhagen, par celle des chambres à gaz, qui est incontestable parce que vérifiable par des preuves matérielles (les chantiers), testimoniales (celles des rescapés), historiques: les besoins de main d'oeuvre d'ouvriers pendant la guerre contre l'URSS: morts par l'épuisement, la faim et, dans cet état de délabrement, les ravages plus meurtriers des épidémies de typhus.

Je rejoins ici les conclusions de Reitlinger ouvrant la voie à la recherche: "En raison du manque d'informations fiables les chiffres doivent être considérés comme "conjectures"" (p. 509) il dit (500): "Si l'on fait l'analyse de ces destructions l'on trouve que plus d'un tiers de Juifs manquant en Europe mourut, non pas de violences physiques directes mais de travail forcé, de maladies, de faim, d'absence de soins... Auschwitz, en dépit de son immense signification **symbolique**, a constitué pour moins d'un cinquième du nombre des victimes."

La diversité de ces méthodes d'assassinat dont je n'affirme ou ne nie aucune, exige un grand effort de recherche critique sans quoi, comme disait Mme Simone Veil lors du vote de la loi Gayssot qui interdit recherche et débat: "Nous donnons l'impression que nous avons quelque **chose** à cacher."

Ceci permettrait de mettre à jour toutes les formes du massacre véritable en les élevant au-dessus du doute que peut soulever l'amalgame avec les **bobards** de toutes les guerres recyclés lors de la dernière.

L'histoire du savon fait de graisse humaine recycle un bobard de la première guerre mondiale. M. Laqueur, dans son livre, cite cet aveu:

"Au milieu des années vingt, Austen Chamberlain, le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, reconnut devant le Parlement que l'histoire de l'usine à cadavres était sans fondement. Et en février 1938 encore, à la veille d'une autre guerre, Harold Nicolson déclarait, également à la Chambre des Communes, que "nous avions menti odieusement", que ces mensonges avaient beaucoup desservi la Grande-Bretagne, et qu'il espérait ne jamais assister à nouveau à de telles campagnes de propagande (p. 16-17)."

Voici l'un de ces sinistres **bobard**s dont se fait le colporteur Simon Wiesenthal. En 1946 il apportait une variante aux chambres d'exécution: elles comportaient des rigoles pour recueillir la graisse des juifs assassinés pour en faire du savon. Chaque savonnette portait l'inscription RJF (pure graisse juive). Le Tribunal de Nuremberg accepta des échantillons de ces savonnettes sans faire procéder à une analyse chimique.

Aujourd'hui l'Institut de Yad Vashem a rétabli la vérité: il n'y eut jamais de fabrication de ce savon avec la graisse des détenus. Toute cette affabulation repose sur la confusion d'un faussaire (volontaire ou non): entre RJF et RIF (fabrication industrielle.)

De telles impostures conduisent à minimiser les crimes hitlériens et à introduire le doute: si l'on a menti sur de tels points, peut être l'a-t-on fait pour d'autres. Tant que l'ensemble des problèmes posés par le massacre "ne feront pas l'objet d'une **discussion libre**, le doute subsistera."

Je conclus mon livre sur les ***Mythes*** (p. 260): "Il n'est pas de plus efficace réquisitoire contre l'hitlérisme que l'établissement de la vérité historique. C'est à cela que, par ce dossier, nous avons voulu contribuer."

Où est en tout ceci ma minimisation qui est une atteinte à mon honneur alors que, je le répète, tout au cours de mon livre: ses "crimes immenses n'ont besoin d'aucun mensonge pour révéler leur atrocité" (p. 135)

"Tel fut le martyrologue des déportés juifs et slaves et la férocité des maîtres hitlériens les traitant en esclaves n'ayant même pas valeur humaine." (p. 257)

d) - Le refus de la critique des textes.

Il en est de même pour la critique des textes en comparant ceux qui pourraient être considérés comme prouvant la volonté **d'extermination** et ceux qui montrent qu'il s'agit **d'expulsion** des juifs, d'abord d'Allemagne puis d'Europe occupée.

Pour la première catégorie les choses sont claires;

L'on évoque souvent les vociférations et les rodomontades d'Hitler, avant son arrivée au pouvoir, pour montrer qu'il existait déjà chez lui, un plan déterminé d'anéantissement de la race juive comme il le dit en effet dans l'un de ses discours, encore que, Joseph Billig dans son livre: ***La solution finale et la question juive***, en 1977, p. 51 (que l'on ne saurait suspecter de minimiser les crimes d'Hitler), estime que le terme *Vernichtung* ne signifiait pas qu'on était déjà arrivé à l'extermination ni même à l'intention délibérée d'y aboutir "mais seulement: la liquidation du rôle des Juifs en Europe."

La querelle interne aux historiens sionistes, entre **intentionnalistes** prêtant à Hitler un plan de destruction de la judaïté dès sa prise de pouvoir et les **fonctionnalistes** qui le font naître des péripéties de la guerre, est tranchée puisqu'ils ont même précisé les dates d'élaboration du plan: l'entrée en guerre contre l'Union soviétique, où les pressions de la défaite, ou d'autres encore.

Par exemple:

En 1951 M. Poliakov écrivait: "Tout ce que nous pouvons affirmer avec certitude c'est que la décision génocidale a été prise par Hitler... au début de 1941." (***Le Bréviaire de la haine*** 1951; réédition de 1979 par Calmann-Lévy. p. 126 et 129.)

Cette affirmation, Léon Poliakov la retire en 1991. L'historien avoue avoir succombé à "une sorte de pression dénonciatrice", il n'avait formulé cette assertion que "sur la foi de quelques témoignages de deuxième ou de troisième main." ("Histoire et polémiques à propos du génocide.", ***Commentaire*****.** Julliard, printemps 1991, p. 203)

Que nous enseignent d'abord les textes sur les différentes décisions qui conduiraient à une décision d'extermination?

D'abord il n'existe aucun texte d'Hitler ou des plus hauts responsables au régime comportant cet ordre d'extermination.

Dès 1960, le Dr Kubovy du Centre de Documentation de Tel-Aviv, reconnaissait: "il n'existe aucun document signé par Hitler, Himmler, ou Heydrich, parlant d'exterminer les juifs". Il en est de même chez Mme Lucy Davidowicz dans son livre: ***La guerre contre les juifs***, 1975, p. 121.

En 1981, Laqueur confirme:

"Jusqu'à aujourd'hui on n'a pas trouvé d'ordre écrit de Hitler en vue de détruire la communauté juive européenne et selon toute probabilité cet ordre n'a jamais été donné." ***Le terrible secret***. Francfort 1981 p. 190)

Après un colloque tenu à la Sorbonne en 1982 pour combattre le révisionnisme, Raymond Aron et François Furet déclaraient en conclusion de leur conférence de presse:

"Malgré les recherches les plus érudites on n'a jamais pu trouver un ordre d'Hitler d'exterminer les juifs."

Dès lors les obstinés invoquent un langage **codé** grâce auquel on peut faire dire n'importe quoi à n'importe qui, à condition de poser ***a priori*** la conclusion à laquelle on veut arriver: une extermination qui n'apparaît dans aucun texte et qu'au contraire contredisent, comme nous allons le voir, de multiples textes. Jamais d'ailleurs ne nous est donnée, en dehors de ce parti pris, la moindre preuve ou même la moindre présomption de l'existence de ce **code**.

Au temps de l'occupation, un message de Londres à la résistance: "Saluez Tante Claire" pouvait signifier: "Faites sauter tel pont."

Mais l'hypothèse du langage **codé**, pour arriver à une signification préconçue, ne repose sur rien. Mme Hannah Arendt avec un évident bon sens, et sur le ton de la dérision, montre l'invraisemblance et même l'impossibilité de tenir secrète une entreprise aussi gigantesque que l'extermination de centaines de milliers de personnes qui suppose une organisation non seulement policière mais industrielle impliquant un très grand nombre d'exécutants Elle écrit: "Eichmann fut un des premiers responsables aux échelons inférieurs à être informé de ce secret d'Etat (qui demeure secret d'Etat même après que la nouvelle en fut répandue dans toutes les firmes qui employaient des ouvriers esclaves et dans tous les corps d'officiers des forces armées). Mais le secret était gardé dans un but pratique. Ceux qui furent informés des ordres du Führer n'étaient plus de simples "porteurs d'ordres" (chargés de mission): ils étaient promus au rang de "porteurs de secret"." (***Eichmann à Jérusalem*** p. 143)

M. Jean-Claude Pressac, le dernier en date des pourfendeurs du **révisionnisme**, déclare crûment: "Il n'y a jamais eu de camouflage, contrairement à ce que l'on dit." (cité par Laurent Greilshammer dans ***Le Monde*** du 26 et 27 septembre 1993.)

Il est remarquable que M. Pressac lui- même, pratique volontiers l'équivoque: jouant sur le fait que, dans l'opinion publique, l'on confond souvent chambre à gaz avec crématoire, il écrit d'abord un livre réservé à un public restreint et qui se veut dévastateur pour quiconque aurait un doute, intitulé ***Auschwitz : Technique and Operation of the Gas Chambers***; lorsqu'il vulgarise cet ouvrage pour le grand public français, il l'intitule modestement: ***Les crématoires d'Auschwitz***. Et pour confirmer que l'on n'a aucune raison d'invoquer le secret d'un langage codé, il brandit une lettre du 3 mars 1943, de l'entreprise Topf und Söhne (fournisseur de Zyklon-B) sur l'envoi de détecteurs de gaz. Or une telle lettre pourrait concerner n'importe quel dispositif de sécurité sur l'usage d'un gaz toxique quel que soit l'emploi qu'on en fait.

Ce qui demeure c'est qu'il a fallu, pour soutenir la thèse du langage codé, falsifier le sens de tous les mots.

Par exemple M. Pressac contredit les interprétations dantesques sur les mesures spéciales (*Sondermassnahmen*). "Ces termes, dit-il (p. 107) n'ont pas de connotation criminelle."

Ils peuvent même désigner, ajoutons-nous, des mesures de faveur telles que l'envoi de personnalités ou de vieillards, à Theresienstadt, où le régime était moins rigoureux que dans les autres camps.

La même réserve pourrait être faite sur d'autres mots détournés de leur sens.

Par exemple! ***Aussrotung***, déraciner, mot qui est employé par des hitlériens pour extirper le christianisme (ce qui ne signifie pas massacrer les chrétiens) est traduit, lorsqu'il s'agit de juifs par "exterminer".

Au procès de Nuremberg un incident révèle le mécanisme de la falsification:

Goering, dans une lettre à Heydrich employa l'expression ***die Endlösung der Judenfrage*** dans le sens de **liquidation du problème** et non de **la liquidation de ceux qui en faisaient l'objet**. Pris en flagrant délit de traduction tendancieuse par Goering lui-même, à Nuremberg le 20 mars 1946, le juge Jackson, fut bien obligé d'en convenir (T. IX p. 552). Mais, de cet incident, qui détruisait toute une théorie, la presse ne souffla mot.

Le sens de "solution finale" est en effet éclairé par un grand nombre de textes évoquant l'infamante décision des nazis d'expulser tous les Juifs des territoires sous leur domination (Judenrein). Rappelons quelques-uns des emplois de Solution Finale dans les décisions des nazis concernant la question juive.

Le dessein monstrueux d'Hitler de chasser tous les juifs d'Allemagne puis d'Europe lorsqu'il en fut le maître, s'affirme explicitement dans les statuts du Parti national socialiste (Point 4):

"Aucun juif ne peut être citoyen à part entière."

Le point 24 leur interdit certaines professions.

Dès le mois de mai 1940, avant même la défaite de la France, Himmler écrit: "J'espère voir la notion de juif définitivement effacée grâce à l'évacuation totale de tous les juifs vers l'Afrique ou dans une colonie." Ce fut la ligne de conduite constante des nazis.

Le 3 juillet 1940, Franz Rademacher, responsable des affaires juives au ministère des Affaires étrangères, faisait un rapport disant: "La victoire imminente donne à l'Allemagne la possibilité de résoudre la question juive en Europe. La solution souhaitable est: tous les juifs hors d'Europe."

Dès l'armistice de juin 1940 est lancée l'idée d'une expulsion de tous les juifs sur Madagascar. Projet irréalisable en raison de la supériorité maritime des Anglais.

Il fallait trouver une solution provisoire de remplacement.

La question juive se posait désormais à l'échelle de l'Europe, occupée par les nazis.

Les victoires en Europe permirent d'envisager une autre solution. Le Führer déclare le 2 janvier 1942: "Les juifs doivent quitter l'Europe. Le mieux est qu'ils aillent en Russie."

A Wannsee (en janvier 1942) nous avons noté déjà: au cours de la solution finale les Juifs seront... acheminés vers l'Est pour utiliser leur travail... et... il est dit dans le procès verbal:

"C'est le Reichsführer SS et chef de la police allemande, qui sera responsable de l'ensemble des mesures nécessaires à la solution finale (Endlösung der Judenfrage), **sans considération de limites géographiques."** (Source. N.G. 2586 g.)

La solution définitive ne pouvait en effet être réalisée qu'après la guerre; elle est toujours cherchée dans la même voie: l'expulsion de tous les juifs d'Europe. C'est ce que dit expressément Hitler à l'ambassadeur à Paris, Abetz: le Führer lui dit qu'il avait l'intention d'évacuer tous les juifs d'Europe après la guerre. (Source: ***Documents on German Foreign Policy***, 1918-1945. Series D. Vol. X p. 484.)

Dès le 24 juin 1940 Heydrich avait informé Ribbentrop de son désir de réaliser au plus tôt la solution finale. Il écrivait:

"Le problème global posé par la présence actuelle de quelque 3.400.000 juifs dans les territoires placés aujourd'hui sous la souveraineté allemande ne peut plus être résolu par l'émigration: une solution finale **territoriale** devient dès lors nécessaire." (Source: Pièce justificative n·464 du procès d'Eichmann à Jérusalem.)

A la même époque, Himmler avait adressé à Hitler un mémoire dont la conclusion était: "J'espère voir la question juive définitivement réglée grâce à l émigration de tous les juifs vers l'Afrique ou dans une colonie." (Source: ***Vierteljahreshefte***, 1957, p.197.)

Hitler se rallia à cette suggestion puisque le 10 février 1942 le responsable de la Deutschland III, au ministère des Affaires étrangères, Rademacher écrivait, dans une lettre officielle:

"Entre-temps, la guerre contre l'Union Soviétique nous a permis de disposer **de nouveaux territoires pour la solution finale.** En conséquence, le Führer a décidé de déplacer les juifs non pas vers Madagascar, mais vers l'Est. Ainsi, **il n'est plus besoin d'envisager Madagascar pour la solution finale."** (Source: Document N.G. 3933, du procès de la Wilhelmstrasse, cité par Reitlinger. ***The final solution*** p. 79, où il interprète encore au sens de fiction ou camouflage sans en donner la moindre justification.)

Quelques faits confortent encore la thèse que l'extermination des Juifs n'était pas l'objectif essentiel d'Hitler.

Dans son livre: ***Le paradoxe juif*** (Ed. Stock 1976) M. Nahum Goldmann, longtemps président du Congrès juif mondial écrit: "En 1945 il y avait quelque 600.000 survivants juifs des camps de concentration qu'aucun pays ne voulait accueillir."

Mme Arendt, dans son livre: ***Eichmann à Jérusalem*** écrit (p. 270): "En avril 1944, deux mois avant le débarquement de Normandie, il y avait encore deux cent cinquante mille Juifs en France, et tous ont survécu."

Et, ceci, après onze ans de domination hitlérienne absolue.

Ce qui conduit à se poser les questions auxquelles répond le professeur Zimmerman, directeur du département d'Etudes germaniques à l'Université hébraïque de Jérusalem, lors d'une interview du 29 avril 1995 au journal ***Yerushalaim**:*

Question: Les juifs, dans *Mein Kampf* sont désignés comme un germe à détruire. Ce livre a toujours été considéré comme un plan opérationnel d'Hitler, exprimant son intention de détruire les juifs.

Zimmerman: Alors, pourquoi aurait-il attendu deux ans et demi pour faire les lois de Nuremberg? Et, s'il avait l'intention préméditée de détruire les juifs, avait-il besoin de lois ?"

Minimiser les crimes d'Hitler c'est précisément les réduire à une guerre contre les juifs alors que ces persécutions incontestables contre les juifs ne sont qu'un aspect d'un plan beaucoup plus vaste dominé par une préoccupation dominante: la destruction du bolchevisme.

2) - La dernière infamie: un million de juifs contre 10000 camions, et une paix séparée avec Hitler.

1· - La plus éclatante preuve que le principal objectif d'Hitler était de détruire l'Union Soviétique, c'est l'ultime marchandage d'avril 1944 par lequel Eichmann proposa au délégué sioniste Brand, l'échange d'un million de juifs contre dix mille camions (Bauer: ***Juifs à vendre*** (Ed. Liana Levi. Paris 1996) pp. 227-229)

Le témoignage de Bauer est d'autant plus probant que l'objet de son livre était de montrer que la guerre d'Hitler était "une guerre contre les juifs." (p. 72), et non pas contre le communisme.

Or lui-même nous apprend (p. 87) qu'en avril 1944 Eichmann proposa au délégué sioniste Brand, d'échanger un million de juifs contre dix mille camions (Bauer p. 227 et 229) qui seraient utilisés exclusivement sur le front russe (p. 229).

Bauer ajoute (p. 86):

"Une note personnelle de Himmler, rédigée le 10 décembre 1942, dit: J'ai demandé au Führer ce qu'il pensait de l'idée de relâcher les juifs contre une rançon. Il m'a donné les pleins pouvoirs pour approuver des opérations de ce type". (cité par Bauer p. 148)

"Tous les historiens s'accordent pour dire que Himmler préparait une paix séparée avec l'Occident afin de consacrer toutes ses forces contre la menace bolchevique." (Bauer p. 167).

Papen croyait fermement à une future entente avec les Etats-Unis et l'Allemagne pour faire barrage au communisme. (Bauer p. 189)

L'objectif des nazis était:

"Utiliser les filières juives pour entrer en contact avec les puissances occidentales." (Bauer p. 283) Cette préoccupation dominait toutes les autres, les nazis connaissant le poids des lobbies sionistes auprès des dirigeants occidentaux:

"Les nazis savaient que, contrairement aux Russes, le gouvernement de sa Majesté et celui des Etats-Unis ont la faiblesse politique de subir les pressions que les juifs exercent sur eux." (Cité par Bauer p. 260)

Ces dirigeants hitlériens faisaient aisément passer leur antisémitisme au second plan: "A la fin de 1944, la volonté de Himmler d'établir le contact avec l'Ouest en se servant dans ce but, entre autres, des juifs, était devenue manifeste." (Bauer p. 326)

"Echanger des juifs contre des équipements stratégiques, ou même encore établir des contacts diplomatiques avec l'Ouest, contacts qui pourraient conduire à une paix séparée, voire - telle était l'espérance à une guerre associant les Allemands et les Occidentaux contre les Soviétiques." (Bauer, p. 343)

Ces tractations entre les nazis et les sionistes échouèrent finalement car les Américains et les Anglais en informèrent les Soviétiques sans qui ils ne pouvaient vaincre Hitler.

2·- Cela prouve aussi que la priorité d'Hitler n'était pas l'extermination des Juifs mais la lutte contre le bolchevisme qui lui avait valu, jusqu'en 1939, l'indulgence, sinon la complaisance, des Occidentaux voyant en lui le meilleur rempart contre le bolchevisme.

A Stalingrad avait été blessée mortellement la bête nazie, et l'armée soviétique supportait, en 1944, le poids de 236 divisions des nazis et de leurs satellites, alors que seules 19 divisions allemandes s'opposaient en Italie aux troupes américaines, et que 64 étaient réparties de la France à la Norvège. Bauer le reconnaît:

"Le rôle essentiel de l'URSS dans la lutte contre l'Allemagne nazie fut le principal soutien de la fermeté alliée. La Wehrmacht a été défaite en Russie par l'Armée rouge. L'invasion de la France, le 6 juin 1944, contribua certes, à cette victoire finale, mais ne fut pas le facteur décisif. Sans les Soviétiques, sans leurs terribles souffrances et leur héroïsme indescriptible, la guerre aurait duré encore des années, et peut-être n'aurait-elle pas été vraiment gagnée." (p. 347)

Ce dernier épisode de la collaboration entre les sionistes et Hitler révèle donc:

1·) - Qu'en avril 1944 Hitler, après 11 ans de pouvoir absolu, n'avait heureusement pas exterminé les juifs puisqu'il en détenait encore au moins 1 million.

2·) - Que l'objectif permanent des nazis était d'abattre l'Union Soviétique. Cette volonté est si constante que le 8 mai 1945, lors de la capitulation sans condition signée par les délégations allemandes qui ont les pouvoirs de l'Amiral Dönitz, chef suprême après la mort d'Hitler, délivrant son message d'adieu à la Wehrmacht, l'Amiral Dönitz déclare: "Nous devons collaborer avec les puissances occidentales; c'est le seul moyen de récupérer ultérieurement notre terre des mains des Russes." (Arendt op. cit. p. 290)

Chapitre III - La politique israélienne, détonateur d'une nouvelle guerre mondiale

Le fil conducteur de ma réflexion sur le rôle nouveau de la politique israélienne, en ce qui concerne non plus seulement le Proche Orient, mais la politique de domination mondiale des Etats-Unis, fut le véritable **Discours sur l'histoire universelle** que constitue l'article - programme de Samuel Huntington sur ***Le choc des civilisations*** (publié dans la revue *Commentaire* n·66, à l'été 1994.)

Jusque-là le Pentagone avait simplement exprimé l'utopie optimiste de son rêve de domination mondiale avec le livre de Fukuyama sur ***La fin de l'histoire*** qui consisterait à imposer au monde entier la pire théorie libérale de la domination: le monothéisme du marché

La thèse de Samuel Huntington est plus subtile: elle montre les obstacles à la réalisation de ce *nouvel ordre mondial.*

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire pendant un demi - siècle, la politique de surarmement américain avait donné pour prétexte: la menace soviétique.

C'était, au nom de la sécurité américaine, la justification d'agressions en tous les points du monde jusqu'au Vietnam ou en Corée, de soutien à toutes les dictatures militaires en Amérique latine comme aux Philippines de Marcos, à la protection de l'apartheid dans l'ancienne Afrique du Sud.

Après l'effondrement de l'URSS il fallait trouver un remplaçant dans le rôle du **méchant**, de l'Empire du mal, à combattre sur trois continents, et ce fut l'Islam, afin qu'une menace mondiale de terrorisme justifie la continuation et même l'accélération de la course aux armements, et les occasions "d'intervention" économique ou militaire dans tous les points du monde.

Les thèses d'Huntington sur le ***Choc des civilisations*** constituent la base théorique de cette nouvelle orientation stratégique.

Ses conclusions sont révélatrices:

"Le choc des civilisations dominera la politique mondiale. Les lignes de fracture entre civilisations seront les lignes de front de l'avenir...

Dans ses conclusions il montre clairement les implications de son analyse du point de vue de la politique internationale:

"Limiter l'accroissement de la force militaire des Etats confucéens et musulmans; ne pas trop réduire les capacités militaires occidentales et conserver une supériorité militaire en Extrême-Orient et dans l'Asie du sud-ouest; exploiter les différences et les

conflits entre Etats confucéens et Etats musulmans; soutenir, dans les civilisations non occidentales, les groupes favorables aux valeurs et aux intérêts de l'Occident.

L'occident devra par conséquent conserver la puissance économique et militaire nécessaire à la protection de ses intérêts dans ses relations avec ces civilisations."

Voilà qui a au moins le mérite d'être clair.

Quel peut être le rôle d'Israël dans la géopolitique ainsi conçue?

Israël a une position stratégique déterminante dans cet affrontement des deux mondes.

Le père spirituel de l'Etat d'Israël lui avait assigné, avant même qu'il n'existât, sa mission fondamentale. Pour créer l'Etat juif, dans toutes ses démarches auprès des puissances occidentales alors colonialistes (Angleterre, Allemagne, Italie, Russie) son argument majeur était que si l'une d'elles était la protectrice de cet Etat juif, elle aurait non seulement un avantage décisif sur toutes ses rivales, mais cet Etat représenterait pour tous un coin enfoncé en Orient, pour la pénétration coloniale de l'Occident. Il écrivait, en 1895, dans son livre: ***L'Etat juif*****:** "Pour l'Europe nous constituerions là-bas un morceau du rempart contre l'Asie, nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie." (***L'Etat juif*** Ed. Lipschutz. Paris 1926. p. 95)

Eisenhower considérait déjà le Moyen-Orient comme "le lieu stratégique le plus important du monde." (cité par Steven Spiegel: ***The Other Arab-Israeli Conflict***, Université de Chicago 1985 p. 51)

Israël a l'avantage de trois privilèges majeurs:

1·- Sa position stratégique au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique.

2 - Sa position économique au coeur de cette partie du monde qui contient la moitié du pétrole du monde, nerf de la croissance (au sens occidental du mot.)

3·- Sa légende théologique de peuple élu de Dieu, servant de couverture aux convoitises occidentales sur la position stratégique et la position économique d'Israël, en plaçant ses exactions, quelles qu'elles soient, au-dessus de toute loi et de toute sanction humaines, en particulier au-dessus de toute décision de la communauté internationale (par exemple des 192 condamnations de l'ONU prononcées contre elle, et dont le *veto* des Etats-Unis la protège en dernière instance.)

a) - Sa position stratégique au carrefour de trois continents

La Palestine qu'Israël veut annexer tout entière, comme première étape de la conquête de ce qu'Hitler appelait déjà son espace vital (***Lebensraum***), c'est-à-dire tout le Proche et Moyen Orient, de l'Euphrate au Nil, par la désintégration de tous les Etats voisins (Liban, Syrie, Irak, Jordanie, Egypte), est située au carrefour géographique et stratégique de trois continents: l'Europe, dont elle est le front avancé, l'Asie et l'Afrique, et d'abord le passage obligé vers l'Océan Indien et l'Asie du Sud- Ouest: de là sa première ambition déjà réalisée, de s'installer dans le Golfe d'Akaba qui s'ouvre sur la Mer Rouge, à condition que le détroit de Tiran soit en de bonnes mains. Les

Etats-Unis et Israël ont obtenu en deux temps cette garantie: d'abord par les accords de Camp David, le Munich égyptien, signé aux Etats-Unis et sous leur pression le 18 septembre 1977, par lequel était brisé un possible front uni des pays voisins d'Israël et menacés par son expansionnisme.

Quatrième point du programme d'aide: Israël reçut, de 1948 à 1952, autant, à lui seul, que cinq pays du Machrek (Egypte, Liban, Jordanie, Syrie, Irak) comptant une population 20 fois supérieure.

La coopération militaire, commencée en 1961, prit une ampleur considérable après Camp David: le Protocole d'entente stratégique signé à Washington, le 30 novembre 1981, comportait une livraison d'armes par Reagan, plus grande que celle prévue par les accords antérieurs, notamment 75 nouveaux chasseurs F-16, quelques jours avant l'invasion du Liban. Si bien que six semaines après l'évacuation du désert du Sinaï, se produisait l'invasion du Liban. Ainsi commençait à se réaliser le projet de Grand Israël et d'un véritable empire du Moyen Orient qu'Ariel Sharon avançait déjà en décembre 1981.

A l'exemple des Etats-Unis chassant les Indiens sans fixer de limites à leur propre expansion, Moshe Dayan en 1982, ajoutait: "Prenez la Déclaration américaine de l'indépendance. Elle ne contient aucune mention de limites territoriales. Nous ne sommes pas obligés de fixer les limites de l'Etat." (***Jerusalem Post*** du 10 août 1967).

Tout ceci sous la protection inconditionnelle des Etats-Unis, non seulement opposant leur veto à toute sanction, mais fournissant les armes du crime. L'*International Herald Tribune* du 22 juillet 1982 nous apprend que "le gouvernement israélien aura dépensé cette année 5 milliards et demi de dollars en armements et équipements militaires. Le tiers de cette somme provient du Trésor américain."

Cette politique de surarmement est couronnée par un équipement nucléaire sur lequel, Israël, se plaçant, en ceci comme en tout, au-dessus de toute légalité internationale (192 condamnations de l'ONU sont restées lettres mortes depuis 1972) refuse tout contrôle.

Le 29 juin 1975, le journal israélien *Haaretz* écrivait, sous la plume de Shlomo Aharonson:

"L'arme nucléaire est l'un des moyens qui peuvent renverser l'espérance des Arabes d'une victoire finale sur Israël... Un nombre suffisant de bombes atomiques pourrait causer des dommages énormes dans toutes les capitales arabes, et provoquer l'effondrement du barrage d'Assouan. Avec une quantité supplémentaire, nous pourrons toucher les villes moyennes et les installations pétrolières... Il y a, dans le monde arabe, une centaine de cibles dont la destruction... enlèverait aux Arabes tous les avantages qu'ils ont retirés de la guerre du Kippour..."

L'Etat d'Israël n'est plus seulement le mandataire d'un colonialisme collectif de l'Occident sous hégémonie américaine. Il est devenu, pour les Etats-Unis, une pièce majeure dans le rapport des forces sur l'échiquier planétaire, et ceci bien au-delà du Proche Orient.

b) - Sa surveillance des pays pétroliers du Golfe.

Dans cette politique mondiale, Israël joue un rôle privilégié comme gendarme des champs pétroliers du Moyen Orient.

Or, plus encore que depuis la chute du Shah d'Iran qui assurait aux Etats-Unis le contrôle du Golfe Persique, et notamment du détroit d'Ormuz où transite la moitié du pétrole mondial, Israël est investi de cette charge.

C'est pourquoi d'ailleurs, dans son rêve d'expansion du Grand Israël qui coïncide si bien avec les visées des Etats-Unis dans la région, son rôle essentiel, grâce à son hégémonie dans les médias mondiaux, est de diaboliser le nouvel Iran en lui attribuant la fonction satanique d'être le chef d'orchestre clandestin du terrorisme mondial.

Lorsque les Etats-Unis envoyèrent leurs troupes en Arabie Saoudite en août 1990 "Les Etats-Unis n'envoient pas des troupes dans le golfe uniquement pour aider l'Arabie Saoudite à résister à l'agression mais pour appuyer le pays de I'OPEC qui est le plus à même de servir les intérêts de Washington." (*Wall Street Journal* du 31 août 1989.)

Il s'agissait là, de faire un exemple pour montrer au Tiers-monde tout entier qu'il n'est permis à aucun peuple, sous peine de destruction, de s'élever au plus haut niveau technique, d'exploiter ses richesses nationales (en l'occurrence: le pétrole) sans le contrôle de leurs prix par les grandes puissances, et surtout d'échapper à la religion qui n'ose pas dire son nom mais qui est imposée au monde entier par les Etats-Unis: le monothéisme du marché et l'idolâtrie de l'argent.

Le bombardement de l'Irak coûta, selon la Croix Rouge, plus de 200.000 morts à la population civile, et le maintien arbitraire de l'embargo a déjà tué plus encore d'enfants par manque de nourriture et de soins.

c) - Son mythe pseudo-thélogique de *peuple élu*

La logique biblique du Grand Israël, avec l'appui inconditionnel de Washington, peut ainsi servir de détonateur à une troisième guerre mondiale, ou, pour reprendre l'expression de Huntington, à la première **guerre civilisationnelle.**

Nous nous contenterons ici de deux séries de remarques:

1·- La revendication biblique du grand Israël, de l'Euphrate au Nil, par une lecture intégriste de la Bible, c'est-à-dire une lecture littéraliste, transformant les grandioses paraboles des patriarches et des prophètes, en une histoire nationaliste et même tribale, est l'hérésie nécessaire à la politique sioniste. Elle conduit à ce paradoxe: les statistiques du gouvernement israélien estiment que 15 % seulement des israéliens sont religieux, et pourtant l'on fait croire à la grande majorité du peuple que cette terre lui appartient parce qu'elle lui a été promise par un Dieu... auquel il ne croit pas.

La référence aux textes bibliques pour justifier les agressions et les massacres de la politique israélienne est une constante de cette politique. Cette utilisation sanglante des textes bibliques pour justifier une politique criminelle ne repose sur aucune base

religieuse, mais sur une lecture intégriste, littéraliste, des textes sacrés, lecture intégriste qui devient une escroquerie raciste sanglante.

L'intégrisme consiste, (comme les talibans le font pour le Coran), en une lecture littérale, tribale, qui, transformant la parabole en une fausse histoire, transforme par exemple la promesse faite, par leurs dieux, à toutes les tribus nomades du Fertile Croissant, d'une Terre féconde et d'une postérité nombreuse pour toutes les familles de la terre en une donation inconditionnelle signée par un Dieu tribal excluant tous les peuples pour en privilégier un seul pour l'éternité. Abraham Herschel dans son livre: ***Israel: an Echo of Eternity*** (Doubleday. N.Y. 1969, p. 115: "L'Etat d'Israël, c'est la réponse de Dieu à Auschwitz.".) Cela dure aujourd'hui: le professeur Moshe Zimmerman chef du département d'études germaniques à l'Université hébraïque de Jérusalem, spécialiste de l'étude du nazisme, déclare dans le journal *Yerushalayim* du 28 avril 1995: "Il est de bon ton de dire que l'Holocauste est la justification principale de l'instauration d'Israël.", et il ajoute: "Il y a un secteur entier de la population juive que je définis sans hésitation comme une copie des nazis allemands. Regardez les enfants des colons juifs d'Hébron, ils ressemblent exactement à la jeunesse hitlérienne. » En 1974 déjà, dans le journal *Yediot Ahronot*, Menahem Barash exaltait l'enseignement du rabbin Moshe Ben-Zion qui utilisait les textes bibliques pour définir l'attitude israélienne à l'égard des Palestiniens, "cette peste déjà dénoncée dans la Bible,... pour nous emparer de la terre promise par Dieu à Abraham. Nous devons suivre l'exemple de Josué pour conquérir la terre d'Israël et nous y installer, comme le commande la Bible... Il n'y a pas place, en cette terre, pour d'autres peuples que celui d'Israël. Ce qui signifie que nous devons en expulser tous ceux qui y vivent... C'est une guerre sainte exigée par la Bible."

Deux mois plus tard le rabbin Elazar Valdman du **Gush Emounim** écrivait dans le journal ***Nekurah*** des colons de la Cisjordanie: "Nous devons évidement établir l'ordre au Moyen Orient et dans le monde. Si nous n'en prenons pas la responsabilité nous sommes des pécheurs, non seulement devant nous-mêmes mais devant le monde. Car qui peut rétablir l'ordre dans le monde? Tous les dirigeants occidentaux ont des caractères faibles" (Repris dans Davar, 8 octobre 1982).

L'un des fondateurs du mouvement, Yehuda Ben Meir dénonçait les conséquences d'une telle politique: "D'après **Gush Emounim**, nous devons conquérir non seulement la Syrie et la Turquie mais le sang de nos enfants doit devenir le gardien du monde entier".

Ariel Sharon, lors de la convention du Likoud de mai 1993, a proposé ouvertement qu'Israël fonde sa politique officielle sur la notion des frontières bibliques.

Cette hérésie, dont le fondateur est Théodore Herzl, a été dénoncée, dès son apparition, par les rabbins et les juifs fidèles à la foi de leurs prophètes.

Parmi beaucoup d'autres exemples, le rabbin Moshé Menuhin (le père du génial musicien Yehudi Menuhin) écrit un livre: ***The Decadence of Judaism***, dans lequel il montre que cette décadence du judaïsme, c'est précisément le nationalisme sioniste. Le titre primitif de son livre était: **Le nationalisme juif: un crime et une malédiction historique monstrueuse**.

Il établit qu'à l'encontre de l'universalisme des prophètes juifs, l'interprétation tribale et nationaliste de l'alliance et du peuple élu, par ceux qu'il appelle "les barbares tribaux comme Ben Gourion, Moshé Dayan, et tout le gang militaire qui a dévoyé Israël" (p. XIII) ont fait de l'Agence juive et des organisations sionistes, dans le monde entier "des organes du gouvernement d'Israël" (pp. 350, 429 et 457); avec la même idéologie raciale que les antisémites. (p. 308)

Le rabbin Elmer Berger ne cessait de rappeler que la Promesse était conditionnelle:

Lévitique. XXV, 18: "Mettez mes lois en pratique... et vous habiterez en sécurité dans le pays."

XXVI, 3: "Si vous suivez mes lois, **si** vous les..... mettez en pratique..... 9: Je maintiendrai mon alliance avec vous... 14...

Deutéronome:

XI, 26: "Je mets aujourd'hui devant vous bénédiction et malédiction,

27. La bénédiction **si** vous écoutez les commandements du Seigneur, votre Dieu...

28. La malédiction **si** vous n'écoutez pas les commandements du Seigneur votre Dieu.

La tentative, en 1956, d'envahir l'Egypte pour s'emparer du Canal de Suez, avec la complicité de la France et de l'Angleterre, échoua. Surtout parce que les Etats-Unis n'acceptaient pas, comme le général de Gaulle le montra plus tard dans son discours de Pnom Penh, que le contrôle de la Mer Rouge leur échappe pour leurs entreprises au Vietnam et en Extrême Orient.

Les dirigeants israéliens retinrent la leçon: leur prochaine entreprise d'expansion devait s'appuyer prioritairement sur les E.U. Le Protocole d'entente stratégique, signé à Washington le 30 novembre 1981, comportait une livraison d'armes,... si bien que dix semaines après l'évacuation du désert du Sinaï, grâce aux accords de Camp David qui l'assuraient de n'avoir pas à combattre sur deux fronts, était engagée l'invasion du Liban: sur 567 avions dont disposait alors Israël, 457 venaient des Etats-Unis subventionnés par les dons et les prêts de Washington.

Après la guerre des Six jours, Israël, qui avait occupé toutes les frontières de ses voisins, du Liban au Golan et à la Cisjordanie, annexait Jérusalem alors qu'elle n'avait été admise à l'ONU qu'à trois conditions:

1. Ne pas toucher au statut de Jérusalem,

2 Permettre aux Palestiniens le retour chez eux,

3 Respecter les frontières de la partition.

La loi internationale était ainsi tenue pour un chiffon de papier ainsi que l'avait dit déjà Ben Gourion lors de la première guerre d'expansion de 1948.

En décembre 1981, avant même l'invasion du Liban, Ariel Sharon déclarait: "Dans les années qui viennent la sphère des intérêts stratégiques d'Israël ne s'étend pas seulement aux pays arabes de la Méditerranée, mais à tout le Proche-Orient, et elle doit s'étendre à l'Iran, au Pakistan, au Golfe, à l'Afrique et à la Turquie.»

Ce plan, exposé en clair dans la revue ***Kivounim*** (Orientations) publiée à Jérusalem par l'Organisation sioniste mondiale sous le titre: Plan stratégiques d'Israël, exige la désintégration de tous les Etats voisins d'Israël, du Nil à l'Euphrate. En voici les passages essentiels:

"En tant que corps centralisé, l'Egypte est déjà un cadavre, surtout si l'on tient compte de l'affrontement de plus en plus dur entre musulmans et chrétiens. Sa division en provinces géographiques distinctes doit être notre objectif politique pour les années 1980, sur le front occidental.

Une fois l'Egypte ainsi disloquée et privée de pouvoir central, des pays comme la Libye, le Soudan, et d'autres plus éloignés, connaîtront la même dissolution. La formation d'un Etat copte en Haute-Egypte, et celle de petites entités régionales de faible importance, est la clef d'un développement historique actuellement retardé par l'accord de paix, mais inéluctable à long terme.

En dépit des apparences, le front Ouest présente moins de problèmes que celui de l'Est. La partition du Liban en cinq provinces... préfigure ce qui se passera dans l'ensemble du monde arabe. L'éclatement de la Syrie et de l'Irak en régions déterminées sur la base de critères ethniques ou religieux, doit être, à long terme, un but prioritaire pour Israël, la première étape étant la destruction de la puissance militaire de ces Etats.

Les structures ethniques de la Syrie l'exposent à un démantèlement qui pourrait aboutir à la création d'un Etat chi'ite le long de la côte, d'un Etat sunnite dans la région d'Alep, d'un autre à Damas, et d'une entité druze qui pourrait souhaiter constituer son propre Etat - peut-être sur notre Golan - en tout cas avec l'Houran et le nord de la Jordanie... Un tel Etat serait, à long terme, une garantie de paix et de sécurité pour la région. C'est un objectif qui est déjà à notre portée.

Riche en pétrole, et en proie à des luttes intestines, l'Irak est dans la ligne de mire israélienne. Sa dissolution serait, pour nous, plus importante que celle de la Syrie, car c'est lui qui représente, à court terme, la plus sérieuse menace pour Israël." (Source: Kivounim. Jérusalem. n· 14, n· de février 1982. Pages 49 à 59.)

(Le texte intégral, dans son original hébreu, est reproduit dans mon livre: ***Palestine, terre des messages divins*** Ed. Albatros. Paris 1986 p. 377 à 387, et dans sa traduction française à partir de la page 315.)

Pour la réalisation de ce vaste programme les dirigeants israéliens disposaient d'une aide américaine sans restriction.

Ce plan d'embrasement de tout le Moyen Orient (avec les implications mondiales qu'il est aisé de concevoir) n'a cessé, avant même d'être explicité avec tant de cynisme, d'orienter toute la politique de guerre d'Israël et de violer toutes les décisions de la Communauté internationale des Nations Unies, avec l'appui inconditionnel des Etats-Unis.

Pour ne retenir que l'essentiel rappelons que, sous prétexte de sécurité l'Etat d'Israël occupe, depuis 1968, les frontières de tous ses voisins: le Liban et la Syrie notamment (malgré la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU affirmant "I'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre" et exigeant "le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés"). Il ne cesse d'émietter, par sa colonisation, le territoire palestinien dont il contrôle 96 %.

Là encore, Natanayou a franchi de nouvelles étapes: pour mieux tenir Jérusalem sous sa griffe (malgré la résolution unanime de l'ONU) il ouvre dans la partie arabe de Jérusalem, à Bar Homa, un chantier pour construire 2000 appartements de plus réservés à des juifs.

Il refuse d'exécuter les engagements pris à Oslo au nom de l'Etat d'Israël de retirer ses troupes d'une partie des territoires occupés. Il viole délibérément les accords malgré les protestations internationales.

Le mardi 18 mars 1997, les Etats-Unis, la France, la Grande Bretagne ont vivement critiqué la décision israélienne d'engager les travaux de construction d'une onzième colonie à Jérusalem Est.

Il maintient, à Hébron, une véritable poudrière: au milieu de 120000 habitants palestiniens, sont installés 500 colons, ceux là mêmes qui fleurissent le tombeau de l'assassin Baruch Goldstein, qu'ils tiennent pour un Héros et où règne l'esprit du vieux Parti national religieux qui prétend faire une synthèse entre le judaïsme orthodoxe et le nationalisme séculier du sionisme politique en donnant à la colonisation une légitimation religieuse.

Même le président d'Israël, chef de l'Etat, Ezer Weitzman, accuse Netanyahou d'être responsable du blocage des négociations de paix et de l'isolement grandissant de l'Etat Hébreu. Parlant de Natanyahou il dit: "Cet homme m'a utilisé et trompé trop souvent. Aujourd'hui, dit-il, la coupe est pleine." (***Le Monde*** du 2 juillet 1998).

Natanyahou poursuit néanmoins sa politique de nettoyage ethnique, empêchant toute négociation sur le Golan Syrien comme sur Jérusalem et le Liban. M. Théo Klein ancien dirigeant du CRIF, écrit: "Le slogan de **sécurité d'abord** , proclamé par M. Natanyahou, est une manoeuvre criminelle." (***Le Monde*** 2 mai 1998)

Ce qui est évident. Comment invoquer la sécurité des frontières quand on occupe les frontières de tous les voisins et qu'on viole systématiquement à la fois les accords internationaux, et la signature donnée aux Palestiniens lors des accords d'Oslo.

La conclusion est fournie par le professeur Leibowitz (qui dirigea - rappelons le - *l'Encyclopédie judaïque*, dans son livre: ***Israël et judaïsme*** (13) "Je dis que l'idée du grand Israël est une abomination." (p. 253)

"Les Américains ne sont intéressés que par l'idée de maintenir ici une armée de mercenaires américains sous l'uniforme de Tsahal qu'ils pourront utiliser à leur gré le moment voulu." (p. 226)

Et, il conclut: "la force du poing juif vient du gant d'acier américain qui le recouvre, et des dollars qui le capitonnent." (p. 253)

Cette réaction de rejet de la politique sioniste, au nom même de la piété juive et de l'universalisme de ses Prophètes, s'exprime de plus en plus fortement: déjà lors de l'invasion du Liban Pierre Mendès France et Nahum Goldmann avaient exprimé leur réprobation.

Avec la même indignation contre une telle politique plus de cent intellectuels juifs français dénonçaient la politique de Jérusalem. Parmi eux, les professeurs Jankélévitch, Minkovski, Rodinson, Pierre Vidal-Naquet, dénonçant "le recours systématique à la force brute et la recherche d'une hégémonie militaire dans cette région du monde." Ils concluaient: "Devant ce déni de justice, devant ce mépris des valeurs auxquelles ont adhéré des générations de Juifs, nous refusons énergiquement toute solidarité avec la politique actuelle d'Israël."

d) Une éducation néo-nazie

Cette politique de guerre, d'expansion coloniale permanente, implique plus encore que des exactions et des ruines matérielles: un conditionnement de l'homme lui-même, visant à lui inculquer le sentiment d'une supériorité raciale, comme tout colonialisme, mais aussi le ressentiment engendré par une théorie pseudo-théologique, vue à travers le prisme sioniste, fondée sur trois principes destructeurs de l'humanité de l'homme:

1·- Le refus de l'autre, fondée sur l'idée qu'entre les juifs et tout le reste du monde il y a "une barrière de feu", comme l'écrit le rabbin Cohen.

2·- Que L'Autre, (tous les autres) est un ennemi en puissance comme si l'histoire entière était celle de la persécution éternelle d'un "Peuple juif" éternellement innocent.

3·- Que l'Etat sioniste israélien ne peut être formé qu'à un ***Bréviaire de la haine*** comme unique motivation de sa jeunesse, de son armée, de son peuple tout entier. Le militarisme fondé sur ce mépris et cette haine de l'autre étant une fin en soi, le reste du monde, par exemple l'Allemand pour Goldhagen ou le peuple français et sa culture pour Bernard-Henri Lévy, étant par essence un peuple de tueurs ou une **culture de l'abjection.**

Ce culte de la haine éternelle peut se résumer dans ce qu'un historien israélien a appelé "le complexe d'Amalec", Le 7 janvier 1952, lors du débat, à la Knesset, sur les réparations, une banderole gigantesque proclamait sur le fronton de l'édifice: "Souviens-toi de ce qu'Amalec a fait de toi!" Et l'on sait ce que représente Amalec dans l'histoire de Josué: ce qu'il faut exterminer (cf. Les Puritains d'Amérique justifiant leur chasse à l'homme en identifiant les Indiens aux Amalécites)

Politiquement cela s'exprime dans le cri de haine de Begin: "Ce n'est pas un allemand tout seul qui a tué vos pères. Chaque allemand est un nazi. Chaque allemand est un assassin. Adenauer est un assassin. Tous ses collaborateurs sont des assassins."

Goldhagen n'avait plus, quarante ans après, qu'à délayer en 500 pages ce thème pour que le mouvement sioniste en fasse un best- seller, alors qu'un historien sérieux, comme Yehuda Bauer, reconnaissait que son université le refuserait même comme thèse de doctorat d'un étudiant.

En juillet 1981, la Knesset faisait du **Génocide** un dogme national, par une loi interdisant toute critique sous peine d'un an de prison (c'est l'ancêtre et le modèle de ce que la LICRA obtint en France avec la loi Gayssot)

Ceci à la suite de l'article publié en 1980 par le célèbre éditorialiste, Boaz Evron, sous le titre: **Le génocide, un danger pour la nation**, faisant observer que le massacre des juifs s'il était en effet, **dans l'histoire juive**, le plus grand des **pogroms** n'était pas dans **l'histoire universelle** ni le premier ni le plus grand, et que même les nazis ne s'étaient pas seulement acharnés sur les Juifs, mais sur les Slaves, les gitans, et même sur les Allemands, notamment communistes, qui s'opposaient au régime.

Boaz Evron montrait la malfaisance de ce mythe de la singularité juive qui dissociait le Juif du reste de l'humanité, le conduisant ainsi à son isolement. "Ainsi, concluait-il, les gouvernants agissent dans un monde peuplé de mythes et de monstres qu'ils ont eux-mêmes crées."

(Boaz Evron: ITON 77 21. Mai- juin 1980 p. 12. cité par Tom Segev op. cit. p. 467.)

Ce thème obsessionnel d'une Mémoire qui ne serait que haine, répété chaque jour à l'école, dans l'armée, dans la presse, le cinéma, la télévision, crée cet état d'esprit. Un jour le rédacteur de *Maariv* écrit: "Un jour un véritable mouvement de paix s'élèvera dans le monde et assurera la paix en Europe en effaçant l'Allemagne **de la face** du monde." (Azriel Karlebach. "Amalec", ***Maariv*** du 5 octobre 1951, p. 3)

Comme si les 3/4 des Allemands qui sont nés après la chute d'Hitler étaient responsables des crimes nazis, de même que Jean Sébastien Bach ou Goethe, ou Kant, sans parler de ces autres grands Allemands que furent le poète Heine ou le physicien Einstein, expressions les plus grandioses de la culture allemande.

Cette propagande donne ceci chez l'homme de la rue, eût-il été victime des nazis, comme beaucoup de résistants et moi-même (qui écrivis mon principal ouvrage sur la philosophie de Hegel). Un homme par ailleurs respectable en arrive, intoxiqué par cette propagande funèbre, à déclarer: "**Si vous me demandez ce que je réclamerais au peuple allemand, je dirais: une mère pour une mère, un père pour un père, un enfant pour un enfant. Mon âme serait en paix si l'on me disait que six millions d'Allemands mourraient pour contrebalancer les six millions de morts Juifs. Si cela n'est pas en notre pouvoir alors accomplissons au moins une action historique qui leur causera une souffrance similaire à celle du sang versé, crachons-leur au visage.**" (Mair Dworcezki, au Comité central du Mapaï. 13 décembre 1951)

Même l'expression du Lévitique (XIX, 16): "**Ne te venge pas et ne sois pas rancunier à l'égard des fils de ton peuple: c'est ainsi que tu aimeras ton prochain comme toi-même**" est interprété de la manière la plus exclusive: utilisant la formule "à l'égard des fils de ton peuple" l'on conclut: le non-juif n'est pas ton prochain.

Comme l'écrit le rabbin A. Cohen, dans son livre sur le **Talmud.** (Ed. Payot 1983. p. 269) lorsqu'on dit "Prochain, le Talmud spécifie souvent qu'il s'agit de l'Israélite à l'exclusion du païen."

Le rabbin A Cohen évoque ce qu'il appelle "une frontière de feu... distinguant et séparant le Juif de tous les autres." (p. 19)

C'est la seule interprétation retenue aujourd'hui comme officielle, celle qu'on inculque aux enfants à l'école, aux soldats dans l'armée et à l'homme de la rue par les médias.

En voici quelques exemples:

Pour son cinquantième anniversaire, le 14 mai 1998, l'Etat d'Israël a fait publier par son ministère de l'Education un **Livre du Jubilé**, destiné à animer la commémoration de l'événement dans toutes les écoles du pays. Curieusement, nous apprend le très sérieux quotidien *Haaretz*, le livre ne fait aucune mention de l'existence d'un peuple palestinien, ni avant l'établissement d'Israël, ni après, pas plus que du plan de partage de 1947 qui avait créé deux Etats l'un juif, l'autre arabe en Palestine. Plus loin la journaliste Relly Sa'ar ajoute: "Le chapitre concernant les efforts de paix évoque les traités avec l'Egypte et la Jordanie, mais ignore complètement les accords d'Oslo et l'actuel processus de paix avec les Palestiniens."

L'étude du livre de Josué figurant au programme des écoles israéliennes, de la classe de 4e à celle de 8e, un professeur de Tel Aviv, Tamarin, distribua un formulaire à 1000 écoliers, disant:

"Tu connais les extraits suivants du livre de Josué (VI, 20): Le peuple monta vers la ville (Jéricho) et s'en empara. Il tua ceux qui s'y trouvaient, hommes, femmes, enfants, vieillards, sans distinction aucune.

Répondez aux deux questions suivantes:

a) A votre avis, Josué et les israélites ont-ils bien agi ou non?

b) Supposons que l'armée Israélienne occupe un village arabe pendant la guerre; devrait-elle, oui ou non, faire subir à ses habitants le sort que Josué a réservé aux habitants de Jéricho?".

En 1972, pour avoir publié les résultats terrifiants de son enquête sur ce conditionnement des enfants (70 % répondent: oui), le professeur G. Tamarin fut chassé de l'Université de Tel Aviv. (Cité par le pasteur Claude Raynaud dans son livre: ***Liban-Palestine***. Ed. l'Harmattan, 1987. p. 84-86.)

Sur le conditionnement des enfants à l'école le journal ***Haaretz*** du 15 février 1995 rapporte la réaction suivante d'un pédagogue:

"Dans une étude récente, le professeur Bar-Tal de l'Université de Tel-Aviv, a montré à quel point le système d'éducation israélien a été mobilisé pour justifier la position d'Israël dans le conflit israélo-arabe. Il a insisté sur la nécessité de modifier la manière dont on parle des Arabes dans les manuels scolaires en même temps que doit changer le jugement que les Israéliens portent sur eux-mêmes... que l'enseignement concernant l'Holocauste et les pogroms a grandement contribué à créer en Israël une mentalité de pays assiégé et alimenté la croyance que les Juifs sont supérieurs et qu'ils ont toujours raison."

"Bar-Tal a trouvé l'expression de ces " certitudes " dans 107 livres d'histoire et de textes, parmi ceux qui ont été approuvés cette année par le ministre de l'Education. Dans les livres d'histoire (et notamment de l'histoire juive)on ne parle pratiquement pas de la paix, sinon comme "Utopie". L'idée que les Juifs sont toujours les victimes y joue un rôle central. Dans un livre de textes sur "Les premières colonies sionistes" il n'est fait mention de la présence des Arabes dans la région que deux fois - pour dire que, dans leur grande majorité, ce ne sont que des pillards une minorité étant jugée "positive " parce qu'elle accepte de vendre des terres aux Juifs."

"Dans sa conférence d'ouverture de la session de l'Association israélienne pour la recherche en matière d'éducation, Bar-Tal a rappelé que, dans le conflit israélo-arabe, nous n'avons pas été seulement des victimes mais aussi des agresseurs... Présenter les Arabes, et en particulier les Palestiniens, d'une manière aussi tendancieuse et négative, c'est ignorer les souffrances d'un peuple qui subit un sort amer dont nous sommes en partie responsables." Il a montré qu'"**Israël a utilisé l'histoire et les autres disciplines au service de l'idéologie sioniste."**

En 1979 le ministère de l'Education annonça que l'enseignement du génocide était obligatoire pour les lycéens des classes terminales. Un comité rédigea un nouveau programme de travail soulignant la nécessité de l'engagement affectif des élèves. "Le génocide doit avant tout être ressenti, déclara le président de ce comité, il doit être appréhendé en tant que tel, et non comme l'élément d'un contexte historique plus large, ou bien dans la perspective d'une recherche purement scientifique."

Le 26 mars 1980, la Knesset vota "la connaissance et le souvenir du **Génocide** et de l'héroïsme." Depuis, **Le génocide** est enseigné dans les écoles primaires et dans les lycées, et ces questions représentent désormais 20 % du programme d'histoire aux examens de fin d'études.

Le professeur Zimmerman, spécialiste de l'histoire du nazisme à l'université hébraïque de Jérusalem, porte un témoignage terrifiant sur cette déshumanisation de l'homme:

"Il y a un monstre en chacun de nous et si nous continuons à affirmer que nous sommes toujours justifiés, ce monstre peut grandir... Déjà aujourd'hui je pense à un phénomène qui prend des proportions toujours plus grandes: il y a un secteur entier de la population juive que je définis, sans hésitation, comme une copie des nazis allemands. Regardez les enfants des colons juifs d'Hébron, ils ressemblent exactement à la jeunesse hitlérienne. Depuis leur enfance on les imprègne de l'idée que tout Arabe est mauvais, et que tous les non-juifs sont contre nous. On en fait des paranoïaques: ils se considèrent comme une race supérieure, exactement comme les jeunesses hitlériennes."

Le conditionnement à l'école se poursuit à l'armée. Cela commence avec la Préface de la Bible, écrite par l'Aumônier général des armées, le rabbin Gad Navon. Le journal *Haaretz* du 22 janvier 96, nous apprend:

"Il est difficile de trouver une expression plus navrante de la tentative de politisation des textes sacrés "par la falsification de leur message universel" que la préface de la Bible remise actuellement aux jeunes qui entrent dans l'armée.

L'édition de 1958 était préfacée par le rabbin Shlomo Goren qui présentait le Livre comme un appel à l'héroïsme et au sacrifice, et une source constante d'inspiration. Celle qui est diffusée aujourd'hui comporte une introduction du grand rabbin de l'armée Gad Navon, chargée de connotations ultranationalistes.

La Bible y est présentée comme un bien réservé aux seuls Juifs, qui leur reconnaît un droit exclusif sur la terre de leurs pères et comme une preuve de la présence continue du peuple Juif dans la région. Elle devient une partie intégrante du système idéologique du sionisme religieux.

Le mot de "Paix" a disparu, pour faire place à la mention de l'Ennemi", Abraham devient le père de la nation juive, qui se tient debout seul, face au reste du monde. Le rabbin Gad Navon croit ainsi fortifier l'esprit des soldats et il termine sa Préface par le verset du Deutéronome (20/4): Car le Seigneur se tient à tes côtés, il lutte pour toi contre les ennemis et te donne la victoire."

Pour couronner cette introduction ethnocentriste, on a joint à la Bible, en annexe, un atlas où chaque soldat pourra trouver une carte du Grand Israël, qui inclut non seulement la Judée et la Samarie, mais la Jordanie.

Une autre carte, intitulée: **La terre donnée par Dieu aux juifs** a pour légende le verset bien connu sur "Le territoire qui s'étend de la rivière d'Egypte au grand fleuve Euphrate.."

Cet état d'esprit est répandu à tous les niveaux de la hiérarchie militaire. Le grand rabbin A. Avidan, aumônier de corps d'armée avec le grade de colonel, écrit dans un livre: **La pureté des armes à la lumière de la Halakhah**.

"Quand au cours d'une guerre, ou lors d'une poursuite armée ou d'un raid, nos forces se trouvent devant des civils dont on ne peut être sûr qu'ils ne nous nuiront pas, ces civils, selon la Halakhah, peuvent et même doivent être tués [...] En aucun cas l'on ne peut faire confiance à un arabe, même s'il a l'air civilisé [...] En guerre, lorsque nos troupes engagent un assaut final, il leur est permis et ordonné par la Halakhah de tuer même des civils bons, c'est-à-dire les civils qui se présentent comme tels."

Conditionnés par de tels ***Bréviaires de la haine*** "trop de soldats se sont mis à croire que le Génocide peut justifier n'importe quelle action déshonorante.″ dit le colonel Praver, 15 juin 1990, dans un entretien enregistré. (Tom Segev, **op. cit.**, p.473)

En voici une illustration éclatante lors du bombardement de civils à Cana, la conversation du correspondant de ***Kol Ha'ir*** du 10 mais 1996 avec 5 soldats de la batterie responsable de ce tir:

"Aucun n'a manifesté le moindre trouble... Ils ont raconté qu'ils avaient appris, quelques minutes plus tard, où étaient tombés les obus. Le commandant les a rassemblés pour leur dire qu'ils avaient bien agi et devaient continuer. "Personne ici n'a parlé d'une erreur". Après tout, ce ne sont que des Arabushes (terme méprisant composé du mot "Arabe" et de "rat" en hébreu. ("Akhabaroshim") Les arabes, il y en a des millions!

Q - Vous n'avez eu aucun problème de conscience?...

R - Pourquoi? Nous n'avons fait que notre travail. Nous avons obéi aux ordres. D'ailleurs personne ne nous demande notre avis...

Q - Et si on vous l'avait demandé?

R - Nous aurions tiré d'avantage d'obus et tue d'avantages d'Arabes...

Q - Et la " pureté des armes " (dont se prévalait un temps l'armée sioniste)?

R - Je ne sais pas de quoi vous parlez...

Nous autres, artilleurs, n'avons pas de temps à perdre à discuter de pareilles stupidités. Ce qu'on nous apprend, c'est à nous comporter comme des soldats professionnels."

Deux correspondants du *Davar* ont rapporté, (19 avril 1996) les impressions du colonel Ruby, qui supervisait du haut d'une colline le pilonnage des villages avoisinants, et se sentait "Comme Zeus sur le mont Olympe; distribuant la foudre autour de lui!" (***Davar***, 19 avril 1996)

Le massacre de Cana n'est pas une bavure mais un crime contre l'humanité, commandé par les plus hauts dirigeants de l'Etat d'Israël, et exécuté avec joie par la hiérarchie militaire.

"Nous avons tué ces gens, à cause de la discrimination détestable que nous faisons entre l'importance sacro-sainte de notre vie, et celle très limitée que nous accordons à celle des autres." (Ari Shavit, dans ***Haaretz*** traduit par ***Libération*** du 21 mai 1996)

La justification rabbinique de ce principe de la guerre totale: le journal ***Haaretz***, du 24 mars 1995, rapporte une discussion à laquelle participaient deux rabbins (notamment le rabbin Aviner, l'un des plus influents de la R.O.), un professeur de l'université juive Bar-Ilan et un magistrat, à propos d'un article du rabbin Elba sur **Ce que dit la loi religieuse juive du meurtre de gentils par des juifs.**

Le rabbin Aviner affirma que la thèse de l'auteur, pour qui "un délit commis contre un Juif est toujours plus grave que le même délit commis contre un non Juif, est **conforme à l'enseignement de la Thora."**

Q - La loi religieuse évoque-t-elle, et en quels termes le cas où elle serait en contradiction avec celle de l'Etat.

R - Elle dit que la loi religieuse doit prévaloir sur toute loi humaine. Elle peut légitimer la loi de l'Etat si elle la juge conforme au Talmud. S'il y a contradiction, c'est la loi talmudique qui doit l'emporter.

Q - L'auteur déclare qu'en temps de guerre, il est recommandé de tuer tous les **gens du camp adverse, y compris les femmes et les enfants,** bien qu'ils ne représentent aucune menace immédiate de peur qu'ils ne deviennent par la suite complice des autres...

R - C'est le principe de **La guerre totale**, qui oppose un peuple à un autre. Dans ce cas, si un Juif a pitié de son ennemi, les autres Juifs le paieront, plus tard, de leur vie."

Le même article souligne que, lors des obsèques de Hoss, assistant du fameux rabbin Levinger de Hébron tué par les Palestiniens on plaça son cercueil **à côté de la tombe de Goldstein**, avant de chanter le psaume 94 (***Le Seigneur est le Dieu de la vengeance***).

Comme un journaliste du ***Jerusalem Post*** demandait au rabbin Ginsburg la raison de ce geste, il répondit: " **Peut-être que cela réveillera l'esprit de vengeance des juifs!** "

Cette intoxication se poursuit au niveau des médias et de l'imagerie populaire: en janvier 1983, l'Etat d'Israël, après les massacres du Liban, a émis une série de 3 timbres "*pour commémorer Josué."* Le premier est consacré au passage du Jourdain. L'auteur de l'article consacré, à Tel Aviv, à cette émission, Sigismond Goren, commente: "Voilà qui rappelle la "méthode d'action directe" appliquée par les forces Israéliennes contemporaines entre autres au Sinaï en 1956, et sur trois fronts en 1967, mais innovée il y a 3300 ans déjà par leur ancêtre biblique, puisque les Hébreux contournèrent le pays de Canaan pour attaquer par l'Est..."

Sur le second, consacré à la prise de Jéricho, M. Goren rappelle l'extermination sacrée des habitants, épargnant seulement "Rahab, la prostituée, parce qu'elle avait accueilli et abrité ses émissaires secrets."

Sur le troisième: Josué arrêtant le soleil pour terminer la bataille de Gabaon contre cinq rois cananéens, "dont, selon le livre, les rois de Jérusalem et d'Hébron"; l'auteur rappelle: "Les cinq monarques furent capturés... puis Josué les fit mourir et leurs cadavres furent suspendus à cinq arbres". M. Goren conclut: "Israël aujourd'hui doit affronter un ennemi non moins dangereux que les rois cananéens du passé."

C'est ainsi que se fabriquent les Ygal Amir, assassin de Rabin, et les Baruch Goldstein, massacreur d'Hébron, l'un et l'autre assassins de droit divin.

Cet article illustré de Sigismond Goren de Tel Aviv a paru dans le ***Journal de Genève*** du 23 janvier 1983. Le voici portant ce titre évocateur "Josué: aïeul d'Ariel Sharon".

Deux exemples de cette pénétration en France.

Nous apprenons par ***Le Monde*** du 19 avril 1997, qu'une documentaliste du lycée Edmond Rostand de St Jean l'Aumône, avec le soutien de la LICRA et de ses

satellites, avaient fait retirer de la bibliothèque une cinquantaine de livres considérés comme "**Dangereusement révisionnistes et xénophobes et faisant l'apologie des crimes de guerre"** (***Le Monde*** du 2-3 mars 1997)

Furent ainsi exclus de la bibliothèque du lycée:

Joseph de Maistre (mort en 1821),

Maurice Barrès (mort en 1923),

MM Alain Peyrefitte, ancien ministre du général de Gaulle,

Jean-François Deniau, qui vient de présider la commission de réforme des cours d'assises,

Marc Fumaroli et Jean-François Revel, de l'Académie Française,

L'historien André Castelot et Jean Tulard, autorité reconnue dans les études napoléoniennes.

"C'est devenu un procédé courant, écrit J.-F. Revel, de précipiter dans le nazisme ou le révisionnisme, tout individu dont on veut salir la réputation." (***Le Point***, 28 novembre 1997).

Et M. Claude Durand, directeur des Ed. Fayard et Stock commente: "on se prononce sur des livres et des auteurs qu'on n'a jamais pris la peine de lire parce qu'on préfère la dénonciation et l'exécution sommaire à l'inconfort de l'étude et du débat." [1]

Et ceci nous ramène aux réponses qui ont été faites à mon propre livre et à mon procès.

Je ne reviens pas sur le lynchage médiatique de journalistes dont presque aucun ne l'avait lu et qui m'ont injurié. sans jamais apporter un texte de réfutation, mais sur l'attitude des hommes de main du Bétar-Tagar qui a revendiqué son agression, par un communiqué à l'Agence France Presse: six personnes frappées ont porté plainte et deux journalistes ont été portés à l'Hôpital.

M. le ministre de l'Intérieur a, m'a-t-il informé personnellement par lettre, engagé des poursuites... apparemment sans suite, contre le Bétar dont deux membres avaient été arrêtés à la suite d'une autre agression, mais, semble-t-il, lorsqu'il s'agit de moi, ils jouissent de l'impunité, puisque les gendarmes présents devant le Palais de Justice où avait lieu l'agression ne sont pas intervenus (sans doute par un ordre dont j'ignore l'origine) et qu'aucune poursuite engagée n'a abouti à une sanction.

Ce ne sont là que des incidents, mais révélateurs, par les livres retirés parce que classés, comme en 1941, dans une nouvelle liste Otto, et par des violences impunies, du retour d'un esprit néo-nazi!

[1] Note de l'AAARGH: On peut se reporter au communiqué du Temps irréparable, Le néokagébisme, pour éduquer nos enfants, ti 970513, pour cette affaire odieuse.

Une fois de plus nous avons défendu l'humanité de l'homme avant qu'il ne soit trop tard.

Je le dis au nom de tous ceux qui se sont levés avant le jour: le 14 septembre 1940 je fus arrêté et déporté pour 3 ans.

CONCLUSION

Qui est coupable?- Celui qui commet le crime?- Celui qui le démasque?- Celui qui veut étouffer cette protestation et qui se fait ainsi complice?

Depuis ma comparution devant le Tribunal de Grande Instance un grand nombre d'événements ont surgi qui éclairent d'un jour nouveau les analyses de mon livre: ***Les mythes fondateurs de la politique israélienne***, et qui permettent de juger très différemment les critiques que je formulais alors. Et d'abord l'élection de M. Netanyahou en mai 1996, élection que Mme Marie-Claire Mendès France, veuve de notre premier ministre, caractérisait ainsi dans ***France-Soir*** du 2 octobre 1996: "Benjamin Netanyahou est un irresponsable et un fasciste."

Le 15 novembre 1996 la Cour suprême d'Israël légalisait la torture. [1]

La LICRA s'est tue.

Le 17 octobre 1996 le gouvernement d'Israël inaugure une route percée sur des territoires arabes expropriés pour l'occupant. Le communiqué officiel dit: "La route 60 est à la disposition de la population israélienne et des forces de sécurité seulement."

Le 18 décembre 1996 M. Alain Finkelkraut dit son indignation dans ***Le Monde*** sous le titre: "Israël, la catastrophe". Il écrit: "Avec la victoire de Netanyahou, le langage de l'apartheid sortait de la clandestinité... Pour le dire plus crûment encore il y a aujourd'hui des fascistes juifs... Voilà pourquoi on est fondé à parler de catastrophe spirituelle... Ces cow-boys à mitraillette et à kipa n'accepteront pas sans broncher un transfert de souveraineté réelle sur la Cisjordanie... Il faut souffrir de cette inaptitude à sortir de soi que l'on appelle racisme pour ne pas se mettre à la place des Palestiniens. La solidarité avec Israël changerait de nature si elle acceptait sans coup férir, que le dernier mot revienne aux cow-boys à mitraillette et à kipa."

Sans coup férir, **la LICRA s'est tue.**

En juin 1997, un manuscrit posthume de Moshe Dayan, que nous avons cité, authentifié par sa propre fille, députée à la Knesset, révèle que le Golan syrien a été envahi et annexé non pour des raisons de sécurité, mais par une série de provocations agressives, pour assouvir les exigences des colons israéliens qui convoitaient les terres syriennes.

L'opinion mondiale - y compris des militants juifs - proteste contre cette politique de barbarie. Pour ne citer que quelques exemples de militants juifs indignés: le juriste

[1] Note de l'AAARGH: On peut se reporter au communiqué du Temps irréparable, La torture légalisée.

israélien Claude Klein: "La société israélienne ne doit plus se construire autour de la guerre." (***Le Monde*** du 14 juillet 1997).

Devant cette révélation de la lettre de Moshe Dayan sur les mensonges de la guerre pour la survie invoquée lors de la guerre des 6 jours, une fois encore, **la LICRA s'est tue.**

Un article du ***Yediot Aharonoth*** du 4 octobre 1996, nous apprend que le milliardaire américain Irving Moscowitz est le patron de Netanyahou dont il a financé la campagne électorale.

"Il est, dit un journal israélien, le plus grand financier des colons de Judée-Samarie et il est devenu légendaire dans les milieux juifs de droite pour son efficacité dans l'acquisition de maisons arabes. Selon des estimations sérieuses, il a investi ces dix dernières années des dizaines de millions de dollars dans cette forme d'activité, en Judée Samarie et dans le quartier arabe de la vieille ville de Jérusalem, par l'intermédiaire de l'association "Ateret cohanim"."

Deux instituts israéliens de défense des droits de l'homme (Betselem et Ha Moked) dénoncent cette politique "*d'expulsion silencieuse des Palestiniens de Jérusalem - et qu'ils qualifient de "nettoyage ethnique"*."

Le journaliste Amnon Kapeliouk se fait l'écho de cet écœurement dans ***Le Monde diplomatique*** de mai 1997. Il ajoute: "Terrorisme: le chef du Likoud n'a que ce mot à la bouche. A l'en croire les manifestations des jeunes palestiniens jetant des pierres sont des actes terroristes... Comment est-il né, ce terrorisme? Qui l'alimente?"

Il apporte cette information: après l'attentat du 21 mars, 55 % des personnes sondées déclarent soutenir, comme par le passé, les accords d'Oslo. Selon un autre sondage, pour la première fois une majorité absolue d'Israéliens juifs (51,3 %) approuve la création d'un Etat palestinien. (***Yediot Aharonoth*** du 3 avril 1997).

Dénonçant les provocations de Netanyahou qui alimentent ce *terrorisme* l'un des plus grands écrivains israéliens Izhar Smilanski, lauréat du Prix Israël, écrit à propos de cette colonisation: "Bar Homa est également un acte terroriste déguisé en loi. Sinon comment appeler un acte qui vole le terrain sur lequel on vit." (***Yediot Aharonoth*** du 6 avril 1997)

Le 13 août 1997 dans le journal ***Le Monde*** un article signé de Jacques Derogy (Jacob Weitzman) et des historiens Daniel Lindenblag et Pierre Vidal-Naquet, font cette mise au point sur l'opinion des juifs de France.

"On parle en effet en leur nom. Ainsi, selon M. Haïm Musicant, directeur du CRIF, voix politique officiellement représentative, relayée par Salomon Malka, dans un article de la revue juive belge "Regards" du 6 mai 1997: "Par rapport à Jérusalem, l'immense majorité des juifs de France estime que les Israéliens sont dans leur droit en construisant à Bar Homa une nouvelle colonie."

La gravité de l'affirmation est telle, étant donné ses enjeux (paix ou guerre au Proche-Orient), qu'elle nous a paru constituer, pour les juifs de France, une manière de défi.

Elle signifierait en effet que l'opinion juive de France aurait fait son deuil du processus de paix, lequel reposait sur l'échange de la paix contre la terre. Les sentiments des six cent cinquante mille juifs de France sont certes divers, mais qu'en est-il au juste?

Aux yeux d'un connaisseur aussi expert de l'opinion juive que M. Théo Klein, ancien président du CRIF, il faut bien distinguer l'ensemble des juifs de France (six cent cinquante mille personnes environ) de la minorité organisée (de soixante à cent mille personnes, plus ou moins liées aux associations composant le CRIF). Il ne fait pas de doute, selon lui, qu'une large majorité des premiers placent toujours leurs espoirs dans la poursuite du processus de paix...

Mais en outre, parmi les militants organisés, seule une minorité agissante s'oppose aux accords d'Oslo. Si les autres n'osent pas s'exprimer, c'est parce qu'ils sont bridés, estime-t-il, par leur tradition "légitimiste" de soutien sans faille du gouvernement israélien en place. Un " légitimisme" sur lequel jouent de plus en plus les ultra-sionistes de la communauté, en particulier, ceux du Likoud-France."

Dans ***Le Monde*** du 28 novembre 1996, après avoir condamné "une guerre de conquête d'un nouvel Etat juif d'essence théocratique" après avoir évoqué "les meurtriers de droit divin" comme Baruch Goldstein ou Ygal Amir, il poursuit: "Ce mal court sous la veille des séminaristes armés du fascisme rabbinique."

Et il conclut: "Non! pas un sou pour le "plan de Bibi" façon Sharon. Plus un sou pour le "Grand Israël", cette impossible chimère qui met en péril la paix et la démocratie."

Le 15 octobre 1997, Madame Leah Rabin, à la télévision française, montrait comment les intégristes ont assassiné son mari, le président Rabin.

La fille du général Peled, sous le titre "Bibi, qu'as-tu fais?" rappelant que sa propre fille avait été tuée dans l'attentat palestinien du 4 septembre 1997, écrivait dans ***Le Monde diplomatique*** d'octobre 199?: "Je considère son gouvernement comme coupable, indirectement, de la mort de ma fille... Sa politique est une provocation permanente contre le peuple palestinien."

Là encore **la LICRA s'est tue.**

Le Monde du 12 mai 1998 publiait un appel d'une soixantaine de personnalités sous le titre: "Appel à la diaspora et aux amis d'Israël pour sauver la paix".

"L'appel condamnait la politique du gouvernement israélien faite de mépris, de mensonge, de provocation... Elle conduit à un isolement croissant d'Israël sur la scène internationale et menace gravement l'avenir du pays... Israël ne peut éternellement tourner le dos au monde extérieur... ni un gouvernement continuer à infliger aux Palestiniens une occupation militaire doublée d'une asphyxie économique... Le projet sioniste ne pourra maintenir sa légitimité qu'en s'engageant résolument dans la voie de la reconnaissance mutuelle et du partage de la terre entre deux peuples, israélien et palestinien."

L'appel est signé par des prix Nobel, notamment François Jacob, Paul Berg, Edmond Fisher, Frédéric Sanger, Rita Levi Montabini, Claude Simon, des membres de l'Institut, dont Henri Cartan, Alex Kahn, Evry Shatzman, du Collège de France, de la vie académique tels Jacques Derrida, Pierre Nora, Pierre Vidal-Naquet, des artistes comme Peter Brook ou Yehudi Menuhin.

L'appel n'a pas été entendu par la LICRA. **Elle s'est tue!**

Dans l'hebdomadaire ***Marianne*** du 15 au 22 juin 1998 Rony Brauman, ex-président de **Médecin sans frontières** tire la conclusion de ces silences sous le titre: "A-t-on le droit de critiquer Israël?"

Rendant compte du livre de Danielle Sallenave: ***Carnets de route en Palestine occupée,*** il conclut elle pose un regard précieux sur une réalité - la vie en Palestine - rejetée dans l'ombre par les mythes fondateurs israéliens.

Alors, peut-on croire de Mme Mendès-France, du professeur Leibowitz, Alain Finkelkraut, Izhar Smilanski, Pierre Vidal-Naquet, Mme Peled et Mme Rabin, et tant d'autres que nous avons évoqués, et qui parlent un langage plus dur que le mien sur la politique israélienne qu'ils sont des **diffamateurs** antisémites comme certains m'accusent d'être?

Là encore **la LICRA n'a pas entendu leur appel. Elle s'est tue!**

Ma critique de la politique israélienne et de l'idéologie sioniste qui l'inspire, a soulevé la colère des sionistes, c'est-à-dire de ceux qui veulent faire croire à l'identité du judaïsme et du sionisme.

Tous ont voulu instrumentaliser la religion, l'admirable foi abrahamique des prophètes, pour justifier leur politique découlant entièrement du nationalisme et du colonialisme européen qui n'avait rien à voir avec la foi juive. Le résultat fut de remplacer le Dieu d'Israël par l'Etat d'Israël; comme les hébreux, en l'absence de Moïse, adoraient le Veau d'Or à la place de Dieu.

Le régime israélien, depuis 50 ans est fondé sur cette contradiction: Théocratie ou Démocratie. Le professeur Baruch Kimmerling a démontré dans un article du journal Haaretz du 27 décembre 1996 que le régime politique d'Israël n'était (c'est le titre de l'article): "Ni démocratique ni juif", que les Israéliens les plus conscients, à la suite de leurs historiens, parlent de plus en plus de Post-sionisme conscients de la contradiction interne du système. C'est exactement la thèse que je défends dans ***Les mythes fondateurs de la politique israélienne***, qui commence par "**Ce livre est l'histoire d'une hérésie!**"

Aujourd'hui, beaucoup plus que lors du premier procès, les choses sont claires. La LICRA attaquant mon livre visant exclusivement, comme son titre l'indique, **la politique israélienne** et la logique de ses fondements idéologiques, pourra-t-elle me dire si mes avertissements concernant les dangers de guerre dont cette politique pourrait être le détonateur, plus encore qu'au temps où j'ai écrit ce livre après lecture du ***Choc des civilisations*** de Samuel Huntington, sont infirmées ou dangereusement confirmées par la politique de colonisation de M. Netanyahou, sa violation des

accords d'Oslo auxquels avait souscrit son Etat, toutes actions qui sont dans la logique de la doctrine du fondateur du sionisme, Théodore Herzl, et en font un précurseur de Huntington.

Cette mise au point et cette mise à jour me paraissent indispensables pour ne pas rabaisser le niveau du débat et pour ne pas en esquiver l'enjeu historique: **Dialogue des cultures** ou **Bréviaire de la haine**, c'est-à-dire, non pas examen critique du passé, qui est affaire d'historiens, mais préparation commune et fraternelle d'un avenir de paix.

Un tel procès, je le dis sans animosité pour ceux qui l'ont provoqué, ne peut faire abstraction de cet enjeu vital: **La guerre ou la paix dans le monde.**

Je défie quiconque de trouver dans mon livre une seule expression où le mot *Juif* soit employé dans un sens péjoratif.

Par contre, comme l'écrivait M. Paul Berthoud, ancien directeur au secrétariat des Nations Unies, dans ***La Tribune de Genève*** du 27 juillet 1997:

"On ne peut que constater aujourd'hui la dérive intégriste du sionisme, à savoir sa revendication territoriale de droit divin sur l'ensemble de la Palestine de 1947." L'amalgame entre anti-sionisme et anti-sémitisme est alimenté et délibérément entretenu depuis cinquante ans tant par Israël que par la diaspora, et il a conduit à une abdication généralisée à dénoncer la perversion du projet sioniste par crainte d'être accusé d'antisémitisme.

Dans la mesure où la diaspora Juive se veut indissolublement solidaire d'un Etat d'Israël qui poursuit une politique d'hégémonie et de suppression de la nation palestinienne, elle est visée collatéralement par les critiques formulées à l'égard de cette politique. Taxer ces critiques d'anti-sémitisme est une démarche malhonnête au service d'une cause -- l'oblitération d'une nation que le peuple juif devrait être le dernier à cautionner et qui est moralement aussi condamnable que le serait l'oblitération de l'Etat d'Israël."

C'est pourquoi ma défense contre la double accusation: diffamation de personnes et de groupes en raison de leur appartenance ethnique ou religieuse et de minimisation les crimes d'Hitler, exigeaient de ma part une dénonciation des méfaits du sionisme plus radicale encore en raison de plus redoutables dérives d'Israël et du silence de la LICRA devant les nouveaux crimes d'apartheid, de légalisation de la torture, de colonisation en cours et de provocations accrues.

Et cela, non pas par esprit de discrimination raciale ou ethnique ce qui eût été en contradiction avec la pensée et l'action de ma vie au service d'un dialogue des cultures et des civilisations.

Mon objectif était de surmonter les obstacles à une relation pacifique, au Proche Orient et dans le monde, que mettent la politique israélienne et ses vassaux, et de poursuivre nos efforts, avec nos frères juifs, comme avec tous les amis de la paix dans la voie proposée par le général de Gaulle le 27 novembre 1967 et qui reste étonnamment actuelle.

Le général de Gaulle disait alors:

"La voix de la France n'a pas été entendue. Israël ayant attaqué, en six jours de combat, des objectifs qu'il voulait atteindre. Maintenant, il organise, sur les territoires qu'il a pris, l'occupation qui ne peut aller sans oppression, répression, expulsions, et il s'y manifeste contre lui une **résistance** qu'à son tour il qualifie de **terrorisme**.

A moins que les Nations Unies ne déchirent elles-mêmes leur propre charte, un règlement doit avoir pour base l'évacuation des territoires et la reconnaissance réciproque de chacun des Etats en cause par tous les autres. Jérusalem devrait recevoir un statut international."

C'est à cette seule solution de sagesse que s'oppose la politique israélienne de plus en plus dominée par ce que Derogy appelait "le fascisme rabbinique."

Déjà, au lendemain du crime contre l'humanité commis à Cana, où, par représailles contre l'exécution, par un résistant, d'un soldat israélien de l'armée d'occupation, fut ordonné le bombardement et la mort de plus de cent civils, comme autrefois le maréchal Von Keitel exigeait l'exécution (comme à Châteaubriand) de cent communistes pour chaque soldat allemand tué par la résistance.

Nous sommes ici aux antipodes de la grande tradition universaliste des prophètes juifs.

L'abbé Pierre me donnait, lors du procès, ce conseil: "A mon sens tu devrais commencer par définir le sionisme, et il ne resterait plus rien de l'accusation inadmissible d'antisémitisme" que les adversaires prétendent t'attribuer."

Ce que certains attendant de vous, Messieurs les Juges, c'est de cautionner par une décision Judiciaire le lynchage des médias contre mon indéfectible ami et frère l'Abbé Pierre, d'imposer le silence sur la politique de guerre d'Israël, et d'encourager les milices du Bétar qui ont agressé les journalistes et envoyé deux d'entre eux à l'hôpital lors du prononcé du premier jugement.

Alors, je vous le demande: qui est coupable? celui qui commet le crime ou celui qui le dénonce? Celui qui cherche la vérité ou celui qui cherche à la bâillonner?

Ce qui nourrit l'antisémitisme, ce n'est pas de dénoncer les crimes d'une politique, c'est de les commettre. C'est pourquoi, comme disait le Père Lelong, lors du procès de 1982, "notre lutte contre le sionisme fait partie intégrante de notre lutte contre l'antisémitisme."

La démonstration ayant été faite que la Loi Gayssot n'est nullement applicable à mon cas, nous nous retrouvons devant la situation antérieure à la promulgation de cette Loi, lorsqu'en 1982, avec le père Lelong et le pasteur Matthiot, avec l'approbation de Jacques Fauvet, alors directeur du ***Monde***, nous avons démontré que l'invasion du Liban était dans la logique de la politique sioniste du gouvernement israélien.

La cour de Cassation confirmait le jugement de la première instance et de l'appel.

"Considérant qu'il s'agit de la critique licite de la politique d'un Etat et de l'idéologie qui l'inspire, et non de provocation raciale... déboute la LICRA de toutes ses demandes et la condamne aux dépens."

Je demande seulement que soit confirmée cette décision, de la Cour de Cassation puisque nous sommes ramenés, par le développement même, de la politique israélienne, au problème précèdent.

Voici d'ailleurs, la lettre en ce sens de mon ami Yehudi Menuhin; puisqu'il n'est pas d'usage, en appel, de témoigner personnellement, il m'a prié de vous la remettre dans le texte qu'il a lui-même rédigé en français.

Notes bibliographiques

(N. B) J'ai pu alléger la partie historique dont j'ai été obligé de traiter dans ***Les mythes fondateurs de la politique israélienne*** et dans ***Le procès de la liberté***, grâce d'abord:

- aux ouvrages fondamentaux de Bernard Lazare et Martin Buber jusqu'à ceux du rabbin Moshé Menuhin et d'Ilan Greilsammer, dans la dernière période.
- aux travaux des travaux des *nouveaux historiens* israéliens qui ont commencé à déconstruire les *mythes* que la propagande sioniste a substitué jusqu'ici à l'histoire réelle.

Parmi les œuvres de ces historiens accessibles en français ou en anglais (et, parmi eux des sionistes qui, malgré leurs positions, refusent de travestir la réalité historique), l'on peut vérifier nos thèses dans les ouvrages suivants:

Voici quelques-uns des ouvrages auxquels je me suis référé pour les parties historiques de mon livre:

1)- Bernard Lazare: ***L'antisémitisme*** (1894) réédité par Michel Albin.

2)- Martin Buber: ***Israel and the World***. Ed. Schocken Books. N.Y. 1948.

3)- rabbin Emmanuel Levyne: ***Judaïsme contre Sionisme***. Ed. Cujas. Paris 1969.

4)- Maxime Rodinson: ***Peuple juif ou problème juif***. Ed. Maspero 1981.

5)- Israel Shahak: ***Le racisme de l'Etat d'Israël***. Paris 1975.

6)- Lenni Brenner: ***Zionism in the Age of the Dictators***. Ed. Laurence Hill and Cy. USA 1983.

7)- rabbin Moshé Schonfeld: ***The Holocaust Victims Accuse***. Netura Karteï. Brooklyn 1977.

8)- Maurice Rajsfus: ***Des juifs dans la collaboration***. Ed. Albin Michel 1978.

9)- Cheryl Rubenberg: ***Israel and the American National Interest***. Ed. University of Illinois.

10)- Stephen Issacs: ***Jews and American Politics***. Ed. Doubleday. 1974.

11)- rabbin Moshe Menuhin: ***The Decadence of Judaism***. 1969.

12)- Yehuda Bauer: ***Juifs à vendre***. Ed. Liana Levi. Paris 1996.

13)- Dominique Vidal: ***Le péché originel d'Israël***. (Sur les travaux de Benny Morris). Ed. de l'Atelier. 1997.

14)- Finkelstein and Ruth Bettina Birn: ***A Nation on Trial***. (Sur la débilité historique du livre de Goldhagen: ***Les bourreaux volontaires d'Hitler.***)

15)- Ilan Greilsammer: ***La nouvelle histoire d'Israël***. Ed. Gallimard. Paris 1998.

16)- Tom Segev: ***Le septième million***. Ed. Liana Levi. Paris 1993.

17)- Israel Shahak: ***Open secrets: Israeli Nuclear and Foreign Policy***. Ed. Pluto Press. London-Chicago. 1997.

Note 6: Dont le compte rendu élogieux est fait dans ***Le Monde Diplomatique*** de mars 1998 par M. Yehuda Lancry, vice président de la Knesset et ancien ambassadeur d'Israël en France.

Note : Parce que la foi juive universaliste des prophètes empêchait de cautionner une politique nationaliste.